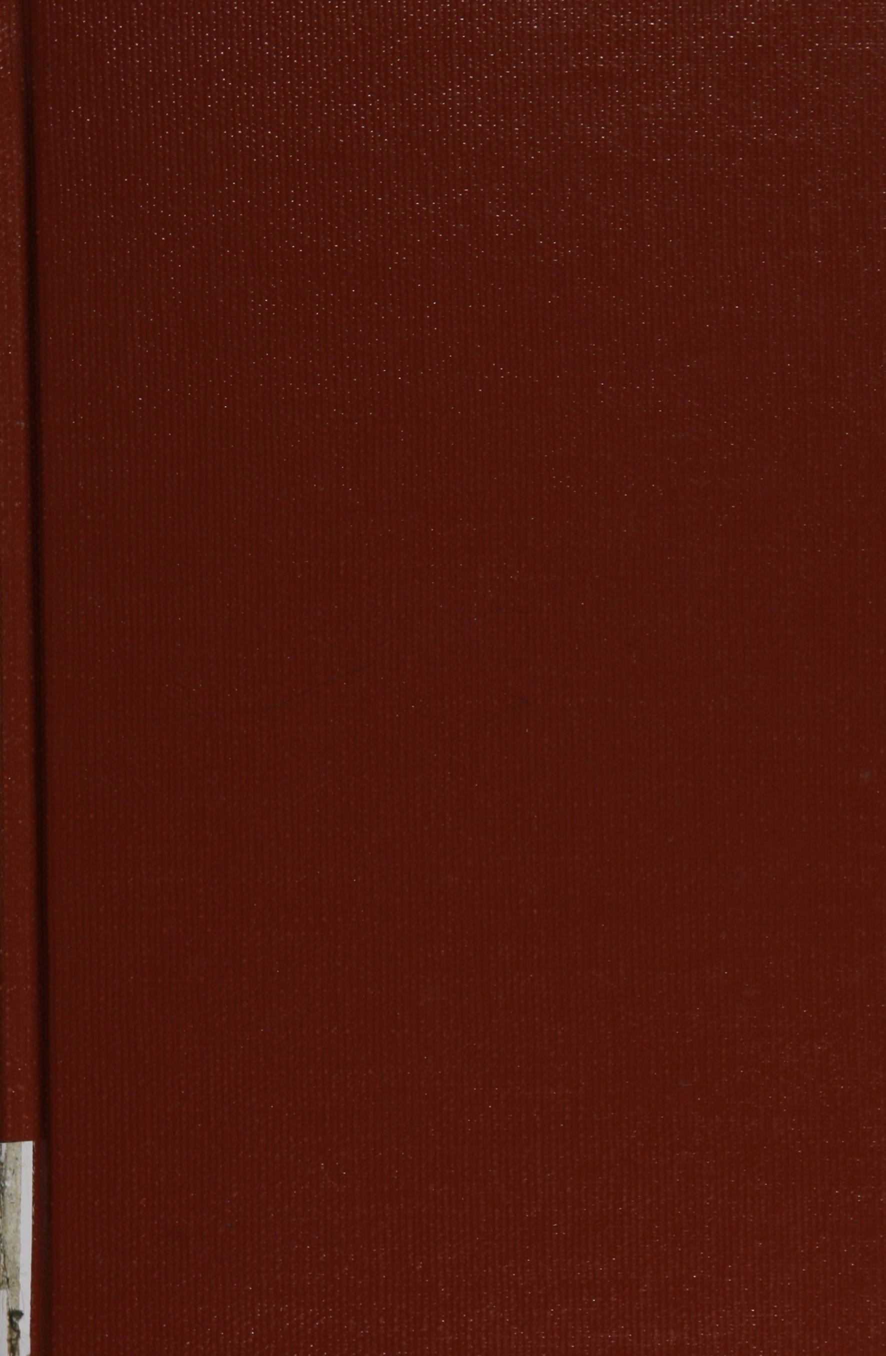


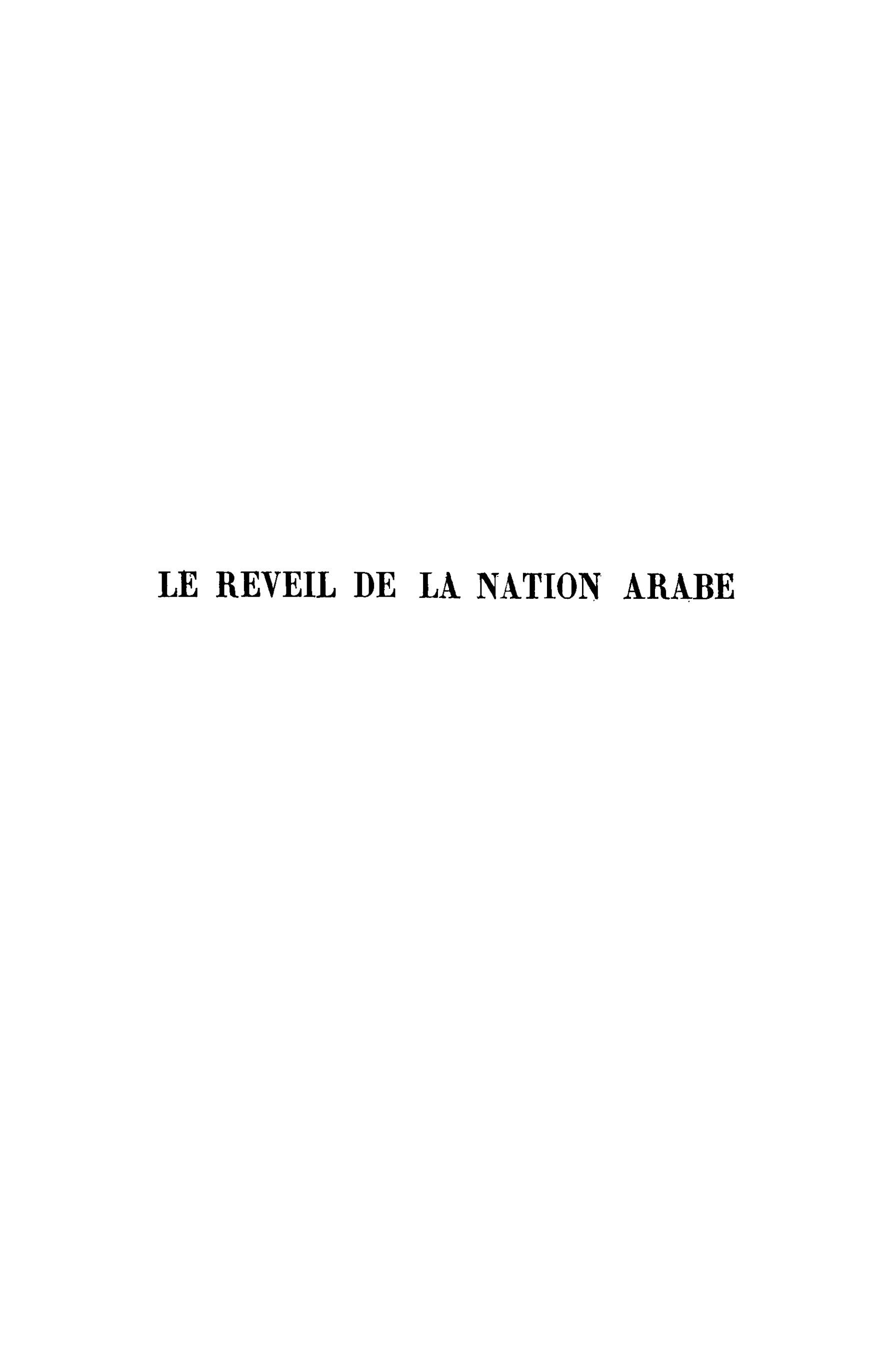
NEGIB AZOURY

Le Réveil de la Nation Arabe

DANS L'ASIE TURQUE

Les Pays arabes aux Arabes, le Kourdistan aux Kurdes, l'Arménie aux Arméniens, les pays turcs aux Turcs, l'Albanie aux Albanais, les Iles de l'Archipel à la Grèce et la Macédoine partagée entre les Grecs, les Serbes et les Bulgares.

[LIB]RAIRIE PLON



LE REVEIL DE LA NATION ARABE

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Ce volume a été déposé au ministère de l'Intérieur (section de la Librairie) en janvier 1905.

OUVRAGES EN PREPARATION

DU MÊME AUTEUR

La Patrie arabe. Etude approfondie de l'état actuel et de l'avenir des pays arabes asiatiques.

Le Péril Juif universel. Révélations et études politiques.

Les puissances étrangères et la question des sanctuaires Chrétiens de Terre-Sainte. Résumé historique et exposé de la situation actuelle.

Le Réveil

DE LA

Nation Arabe

DANS L'ASIE TURQUE

EN PRÉSENCE DES INTÉRÊTS ET DES RIVALITÉS
DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DE LA CURIE ROMAINE
ET DU PATRIARCAT ŒCUMÉNIQUE

Partie asiatique de la QUESTION D'ORIENT *et programme de la* LIGUE DE LA PATRIE ARABE

PAR

NEGIB AZOURY
Ex-Adjoint du Gouverneur de Jérusalem.

Les Pays arabes aux Arabes, le Kourdistan aux Kurdes, l'Arménie aux Arméniens, les pays turcs aux Turcs, l'Albanie aux Albanais, les îles de l'Archipel à la Grèce, et la Macédoine partagée entre les Grecs, les Serbes et les Bulgares.

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE

Tous droits réservés.

GEORGETOWN UNIVERSITY
LIBRARIES

JAN 22 1990

TABLE DES MATIERES

LIVRE PREMIER

LIVRE II

LIVRE III

LIVRE IV

LIVRE V

LIVRE VI

LIVRE VII

LIVRE VIII

LIVRE IX

PREFACE

Un manifeste adressé récemment aux puissances par le parti national arabe de la Turquie s'exprimait ainsi :

« Un grand changement pacifique est à la veille de se produire en Turquie. Les Arabes, que les Turcs ne tyrannisent qu'en les maintenant divisés par des questions insignifiantes de rite et de religion, ont pris conscience de leur homogénéité nationale historique et ethnographique, et veulent se détacher de l'arbre vermoulu d'Othman pour se constituer en Etat indépendant.

« Ce nouvel empire arabe s'étendra dans les limites de ses frontières naturelles, depuis la vallée du Tigre, et de l'Euphrate jusqu'à l'isthme de Suez, et depuis la Méditerranée jusqu'à la mer d'Oman. Il sera gouverné par la monarchie constitutionnelle et libérale d'un Sultan arabe.

« Le vilayet actuel du Hedjaz formera, avec le territoire de Médine, un empire indépendant et dont le souverain sera en même temps le Calife religieux de tous les Musulmans. Ainsi, une grande difficulté,

la séparation du pouvoir civil du pouvoir religieux dans l'Islam, aura été résolue pour le plus grand bien de tous.

« Nous respecterons tous les intérêts des étrangers actuellement engagés dans notre pays et toutes les concessions qui leur ont été accordées jusqu'à ce jour par les Turcs. Nous respecterons également l'autonomie du Liban, le *statu quo* dans les sanctuaires chrétiens de la Palestine et dans les principautés indépendantes du Yémen et du golfe Persique.

« Nul homme honnête et loyal ne peut être hostile à ce mouvement bienfaisant qui ouvrira un immense débouché au commerce international et assurera d'innombrables placements avantageux et sûrs aux capitaux européens.

« Par le fait même que nous nous détacherons de la Turquie, toutes les autres nations opprimées, les Kurdes, les Arméniens, les Albanaïs, etc., etc., recouvreront leur liberté ; car c'est par les Arabes que les Turcs contiennent les Albanais, et c'est par les Albanais qu'ils écrasent les Bulgares ; de même, c'est encore par les Arabes qu'ils compriment les Kurdes et c'est par les Kurdes qu'ils massacrent les Arméniens. Lors donc, que nous aurons abandonné le Sultan, chaque nation proclamera son indépendance et le monde sera délivré de ce brandon de discorde qu'on appelle la question d'Orient.

« Nous ne demandons aux puissances de faire aucun sacrifice pour nous, ni d'entreprendre aucune

démarche armée en notre faveur ; nous prions seulement, les Etats éclairés et humanitaires de l'Europe et de l'Amérique du Nord de favoriser par leur simple neutralité notre mouvement, de nous encourager de leurs sympathies et nous saurons mener à bonne fin notre sainte et glorieuse entreprise. Nous sommes 12 millions d'Arabes opprimés par quelques centaines de fonctionnaires turco-circassiens, tous prêts à trahir leur Padischah dès qu'ils nous verrons les plus forts. »

Ce livre est le développement raisonné de ce manifeste, au triple point de vue diplomatique, politique et économique. Nous prévenons le lecteur que ce volume est destiné aussi à compléter un autre ouvrage plus considérable que nous publierons bientôt sous ce titre : *Le Péril juif universel, Révélations et études politiques*, et qui sera lui-même le complément de celui-ci. Nous engageons donc le public à lire les deux, s'il veut connaître à fond les avantages que procurera à l'Europe le réveil des nationalités dans l'empire ottoman.

On se demandera peut-être comment nous avons été entraîné à parler des Juifs dans un livre politique sur la partie asiatique de la question d'Orient. C'est que notre mouvement vient juste au moment où Israël est si près de réussir, détruire ses projets de domination universelle.

Dans le but de faciliter l'intelligence du « Péril

juif », autant que pour épargner à ceux qui nous liront une longue description des pays arabes, nous n'étudierons dans ce livre que la géographie détaillée de la Palestine, qui constitue une miniature achevée du futur empire arabe.

L'avant-propos qui suit permettra au lecteur de se rendre compte de l'idée unique que nous préconisons dans nos deux ouvrages.

AVANT-PROPOS

Deux phénomènes importants, de même nature et pourtant opposés, qui n'ont encore attiré l'attention de personne, se manifestent en ce moment dans la Turquie d'Asie : ce sont, le réveil de la nation arabe et l'effort latent des Juifs pour reconstituer sur une très large échelle l'ancienne monarchie d'Israël. Ces deux mouvements sont destinés à se combattre continuellement, jusqu'à ce que l'un d'eux l'emporte sur l'autre. Du résultat final de cette lutte entre ces deux peuples représentant deux principes contraires, dépendra le sort du monde entier. Ce n'est pas la première fois, du reste, que les intérêts de l'Europe dans la Méditerranée sont agités dans les pays arabes; car ce territoire, qui met en communication trois continents et trois mers, a été, à des époques différentes, la scène où se sont déroulés des évènements politiques ou religieux qui ont renversé le cours des destinées de l'univers.

Ceux qui, jusqu'à présent, ont écrit sur la question d'Orient, ont limité leur étude aux Balkans et à la Turquie d'Europe, croyant que c'est en Macédoine

1.

que se trouve l'unique solution de ce problème ardu ; ils n'ont attaché aucune importance aux possessions asiatiques du Sultan, alors que ce sont les pays arabes qui forment le véritable nœud de l'énigme. De même, ceux qui ont traité la question juive, se sont placés à un point de vue particulier, restreint aux intérêts du pays auquel ils appartenaient ; ils n'ont pas suffisamment tenu compte du caractère universel du péril.

Voulant combler ces lacunes et révéler au monde l'importance du mouvement arabe d'une part, et le danger qui le menace de l'autre, danger d'autant plus à craindre qu'il se prépare dans l'ombre et le mystère, nous avons été entraîné à parler de la politique et des tendances de chacune des principales puissances de l'Europe, des Etats-Unis de l'Amérique du Nord et de la Curie Romaine, à agiter des questions d'un intérêt palpable et saisissant, en nous plaçant encore à un point de vue tout à fait nouveau et entièrement inconnu.

Comme la majorité de ceux qui nous liront sont peu au courant des sujets que nous traitons, nous avons cru, pour être mieux compris, devoir entrer dans des détails qui paraîtront peut-être inutiles à quelques-uns ; nous demandons à ceux-là, de nous en excuser, car notre but n'est pas d'instruire un petit nombre seulement, mais d'éclairer tout le monde sur une question d'intérêt aussi général.

Avant de peindre les Juifs tels que nous les con-

naissons et tels qu'ils sont aujourd'hui, nous avons voulu les faire connaître d'abord tels qu'ils ont été, d'après la Bible, et tels qu'ils se vantent d'avoir été eux-mêmes, selon leurs livres sacrés et leurs plus anciennes traditions, parce que le passé d'un peuple est la plus fidèle image de son état présent et de son avenir. De cette façon,nous ne risquerons pas,comme d'autres, d'être taxé d'exagération, puisque nous aurons des preuves bibliques, divines même, si on veut, à l'appui de nos assertions.

Nous avons jugé aussi cette précaution nécessaire, parce qu'il y a peu de gens qui connaissent la Bible, qui l'aient lue, quoiqu'ils en aient souvent entendu parler et quoiqu'ils aient appris par cœur une partie de ses récits plus ou moins détournés de leur sens littéral, tel que les Juifs le comprennent.

Par là, nous n'entendons nullement critiquer la manière dont l'Eglise chrétienne interprète la Bible ; nous estimons, au contraire, que l'enseignement biblique chrétien devant lequel nous nous inclinons, est infiniment supérieur à l'enseignement rabbinique ; car le sens figuré et mystique que les théologiens attribuent aux récits bibliques est tout à fait moral et relève de beaucoup, la valeur de l'Ancien Testament, tandis que l'interprétation matérielle et littérale qu'en font les Juifs, rend ce livre dangereux et immoral, et constitue pour eux la plus terrible condamnation.

En écrivant nos deux livres, *Le Réveil de la nation arabe* et *Le Péril juif universel*, nous nous sommes

élevé au-dessus de tout préjugé religieux, nous avons fait abstraction de nos sentiments et de nos convictions, n'envisageant la question qu'au point de vue purement politique, telle que nous l'avons étudiée pendant six ans dans un poste auquel nous venons de renoncer librement, contre la volonté même du Sultan, pour entreprendre une œuvre sacro-sainte de patriotisme, de justice et d'humanité. Durant toute cette période, nous avons été intimement lié avec nos compatriotes et en rapports constants avec les Juifs, que nous avons observés dans le pays même qui est le théâtre le plus actif de leurs efforts silencieux et malfaisants.

LE
RÉVEIL DE LA NATION ARABE
DANS L'ASIE TURQUE

LIVRE PREMIER

Description de la Palestine.

La Palestine, telle que veulent la reconstituer les Juifs d'aujourd'hui, serait beaucoup plus grande que celle qu'ils ont possédée dans les différentes phases de leur existence historique. Ni du temps de Josué, ni sous la monarchie de David et de Salomon, les Juifs n'ont pu occuper les frontières naturelles du pays pour barrer le passage aux conquérants et aux envahisseurs. Même à l'époque de ces deux rois, la Palestine n'a jamais abrité dans son sein un seul et même peuple, parlant la même langue, ayant les mêmes origines historiques, professant le même culte et pratiquant les mêmes coutumes; car les Juifs ne

purent ni exterminer ni asservir les nations diverses qui habitaient la vallée du Jourdain et la terre de Chanaan. Les Philistins occupaient la plaine qui s'étend de la rivière Oja jusqu'à Gaza ; les Amalécites, les Iduméens, les Madianites vivaient dans le plateau fertile compris entre Gaza, Bir-Sabeh, l'extrémité méridionale de la mer Morte et l'isthme de Suez ; les Edomites, les Amorrhéens, les Haviens occupaient le magnifique plateau transjourdain depuis le mont Hermon jusqu'au désert du Sinaï ; et les Chananéens cultivaient toute la plaine du littoral de la Méditerranée depuis la rivière Oja jusqu'au fleuve Léontès au Nord avec la meilleure partie de la plaine d'Esdrelon. Les Israélites ne sont parvenus ni à s'assimiler ces peuples ni à vivre en paix avec eux, mais ils étaient toujours en alerte tantôt contre les uns, tantôt contre les autres. Les douze tribus d'Israël prises collectivement n'étaient pas plus nombreuses que chacune des races au milieu desquelles elles s'étaient établies ; et chacune de ces peuplades chananéennes avait tour à tour soumis les Juifs à sa domination. Le fait que, ni les Juifs ne réussirent à s'assimiler ces différentes nations, ni ces populations ne pu-

rent absorber les Juifs, prouve qu'ils étaient tous d'une civilisation égale. Ainsi, à part la question religieuse, les Juifs ne sont pas plus intéressants pour un historien qu'une tribu nomade quelconque : celle des Amalécites ou des Moabites par exemple.

Au fond, les Juifs n'ont possédé de la Palestine que la rive occidentale du Jourdain et la chaîne de montagnes qui s'étend à l'ouest de ce fleuve, depuis Hébron jusqu'au lac Houleh. Cependant la Bible nous montre que, même dans cette partie du pays, les Juifs étaient mêlés aux Chananéens dans des proportions considérables.

La Palestine était donc ouverte de partout aux invasions étrangères ; en venant du Nord, les conquérants pouvaient y pénétrer par la vallée du Joudain ou le littoral de la Méditerranée ; car, des deux côtés, ils étaient sûrs de trouver des alliés dans les populations indigènes qui détestaient les Juifs. Les armées du Sud n'avaient qu'à entreprendre une campagne contre Israël pour obtenir *ipso facto* de la part des Amalécites et des Iduméens, ennemis mortels des Juifs, tous les secours indispensables pour la traversée du désert. Cet état des choses explique parfaitement

les incursions fréquentes des Egyptiens, des Syriens et des Assyriens dans la Palestine. Du côté de l'Orient non plus, les Juifs n'avaient pas de tranquillité ; les différentes peuplades du plateau transjourdain se concertaient quelquefois pour aller faire des razzias chez le peuple d'Israël ; mais ces pillards n'étaient pas très dangereux à cause des discordes qui les divisaient et des barrières naturelles qui les séparaient des Juifs : le Jourdain et la mer Morte. De plus, les Juifs possédaient une avant-garde sur la rive Est du fleuve, formée par les tribus de Ruben, de Gad et de Manassé qui y étaient établies. Peut-être que si les Juifs avaient su absorber toutes les races chanannéennes et étendre leurs limites jusqu'au mont Hermon et la vallée du Léontès en établissant une avant-garde occupant la Cœlo-Syrie jusqu'à la hauteur de Sidon, avec moins de corruption et de discordes à l'intérieur, plus de loyauté et de sagesse dans leurs rapports avec leurs voisins du Nord et du Sud, existeraient-ils jusqu'à présent en royaume indépendant, et auraient-ils même empêché l'éclosion du christianisme.

Les Juifs de nos jours ont parfaitement com-

pris les fautes de leurs ancêtres ; aussi cherchent-ils soigneusement à les éviter dans la reconstitution de ce qu'ils appellent leur ancienne patrie, en acquérant la partie de la Palestine que leurs aïeux n'avaient pu posséder, et en occupant avant tout les frontières naturelles du pays ; voilà deux points des plus importants dans le plan d'action des Sionistes.

Ces frontières naturelles sont pour eux, le mont Hermon qui renferme les sources du Jourdain et la vallée du Léontès au Nord, avec le territoire compris entre Rachaya et Saïda pour avant-garde ; le canal de Suez et la presqu'île du Sinaï au Sud ; le désert arabique à l'Est, et la Méditerranée à l'Ouest. Ainsi constituée, la Palestine devient un pays imprenable dans les mains d'un peuple qui saurait la défendre.

Du haut du mont Hermon le regard embrasse une immense étendue qu'on domine entièrement, depuis Jérusalem jusqu'aux plaines de l'Euphrate et depuis la Méditerranée jusqu'au plateau du Nedjed. En fortifiant donc les flancs de ce massif on rend la pénétration dans la vallée du Jourdain impossible ; et quelques forts assis aux sommets des montagnes les plus élevées du

Béléd-Béchara suffiraient pour défendre le passage de la vallée étroite et escarpée du Léontès. Les trois caps Carmel, Nakoura et Abiad dominent la mer depuis Beyrouth jusqu'au delà de Jaffa, tandis que la côte qui se développe de Gaza à Port-Saïd est très peu profonde, ensablée, ouverte à tous les vents et d'un accès fort dangereux.

Au Sud, le canal de Suez et le désert d'El-Arisch forment un obstacle sérieux aux invasions de l'Egypte, en même temps que du mont Sinaï on commande tout le Nord de la mer Rouge. A l'Est le désert arabique met une distance respectable entre les tribus nomades et guerrières du Nedjed et le plateau fertile du pays des Moabites et des Amorrhéens. Renfermée dans ces limites, la Palestine a une superficie de 50.000 kilomètres carrés environ.

Pour étudier avec plus de facilité la géographie de ce pays, nous le divisons en deux parties à peu près égales : la Transjourdaine et la Cisjourdaine ; elles sont séparées d'un bout à l'autre et du Nord au Sud par la vallée du Jourdain qui court en ligne droite du pied de l'Hermon à l'extrémité méridionale de la mer Morte ; d'où

elle se prolonge sous le nom de Wadi-Araba jusqu'au golfe d'Akaba.

Toute la Transjourdaine n'est qu'un superbe haut plateau de 850 mètres d'altitude moyenne, s'étendant du pied de l'Hermon à la mer Rouge et depuis le Jourdain jusqu'au désert arabique. En allant vers l'Est et le Sud, ce haut plateau descend en pente douce vers le désert et vers la mer, tandis qu'il se termine en pente abrupte et escarpée du côté occidental.

Au Nord de cette partie de la Palestine, se dresse majestueusement le beau massif de l'Hermon dont les trois plus hautes pointes comptent chacune 2.875 mètres d'altitude ; au Nord-Est aux confins du désert, en face de l'Hermon, s'élève le massif volcanique du Hauran dont certains sommets atteignent 1.600 mètres de hauteur, soit 800 mètres au-dessus de la surface du plateau. A l'Ouest, ce haut plateau est soutenu par la chaîne des montagnes de Moab qui se détache de l'Hermon et se développe du Nord au Sud jusqu'au golfe d'Akaba, d'où elle va rejoindre, en suivant le littoral de la mer, le massif du Sinaï. Cette chaîne ne forme que peu de sommets s'élevant à une faible hauteur au-dessus du plateau qu'elle soutient.

La Cisjourdaine est traversée, du Nord au Sud, par une chaîne de montagnes qui va se joindre aussi au massif du Sinaï. Après la vallée du Léontès, le Liban se dresse de nouveau et continue sa marche vers le Sud, entrecoupé de vallées fertiles et riantes jusqu'à la plaine d'Esdrelon où il s'arrête. Cette partie des montagnes de la Terre-Sainte, s'appelait autrefois Haute-Galilée; aujourd'hui elle est connue sous le nom de Béléd-Béchara. La plaine d'Esdrelon est un magnifique plateau très uni, au milieu duquel on voit surgir les trois gracieux petits massifs isolés du mont Thabor, du petit Hermon et des monts Gelboé. Après cette interruption, la chaîne de la Haute-Galilée renaît au Sud de la plaine d'Esdrelon et va en se développant jusqu'à l'extrémité méridionale du lac Asphaltite où elle fait place à une plaine immense ; cependant elle reparaît en petites collines bordant la rive occidentale du Wadi-Araba pour se joindre aux monts de Moab dans le golfe Elanitique et de là courir ensemble se souder au massif du Sinaï. Au Nord, près de Djennine, cette chaîne de montagnes se projette vers le Nord-Ouest et va se terminer dans la mer en formant le promontoire du Carmel qui abrite admirablement le port naturel de Caïffa.

Quelques rares pointes seulement dépassent 1.000 mètres d'altitude de ce côté du Jourdain et la hauteur moyenne de la chaîne est à peine de 750 mètres.

Le versant oriental de la chaîne cisjourdaine se termine subitement en pente abrupte, tandis que du côté de la Méditerranée, elle s'incline doucement jusqu'à la belle et fertile plaine de Saaron, laquelle s'étend depuis le Léontès jusqu'au Wadi-Rifah.

Le littoral se développe en ligne droite, du Nord au Sud, depuis l'embouchure du Léontès jusqu'à Gaza où il fait une déviation vers l'Ouest et continue son développement en demi-cercle jusqu'à Port-Saïd.

Entre les deux parties de la Palestine que nous venons de décrire, il existe une grande vallée large de 15 à 25 kilomètres, au milieu de laquelle coule le Jourdain.

Cette vallée est unique au monde par les différences énormes d'altitude, tantôt positive, tantôt négative, qu'elle présente tout le long de son parcours. Elle a 520 mètres au sortir du Jourdain des gorges de l'Hermon, 43 mètres au confluent du Nahr-Banias avec le Joudain ; elle n'a plus que 2 mètres au lac Houleh ; puis elle des-

cend subitement à — 256 à Tibériade, à — 375 à Jéricho, et à — 400 à la mer Morte. Elle reprend —360 au commencement du Wadi-Araba, et continue à remonter en pente douce pour atteindre +2 au golfe Elanitique. Sa longueur totale des sources du Jourdain à Akaba est de 430 kilomètres.

Le cours d'eau le plus important de la Palestine, est le Jourdain qui forme trois lacs sur son parcours et compte 250 kilomètres de longueur totale depuis sa source jusqu'à son embouchure sur la mer Morte. Ce fleuve sort du Kasr-Antar dans l'Hermon, à 2.860 mètres d'altitude, coule d'abord de l'Est à l'Ouest dans de profonds ravins, puis fait un tour à gauche pour suivre en ligne droite la direction du Nord au Sud qu'il n'abandonne plus. Avant de former le lac Houleh, le Jourdain reçoit, à droite, quelques rivières sans importance, tandis qu'à gauche le Nahr-Banias lui apporte les eaux de deux rivières assez considérables, le Nahr-el-Assal et le Nahr-el-Leddân. Du lac Houleh à la mer Morte, il reçoit encore une quantité de petites rivières dont les plus importantes sont : le Jarmuk, (ancien Hyémorax), le Nahr-Zerka (ancien Jabok), le Wadi-Eschaïb et le Wadi-Hasban.

La mer Morte reçoit également, à gauche : le Wadi-Zerka-Maïn, le Wadi-Moudjib (ancien Arnon)et le Wadi-Kérak. A droite, le Jourdain reçoit aussi un grand nombre de petites rivières, parmi lesquelles on peut signaler le Wadi-Esch-Scharrar, le Wadi-Fara et le Wadi-el-Keld.

Après le Jourdain, le fleuve le plus considérable de la Palestine est le Léontès, qui prend sa source dans la Cœló-Syrie au pied du Liban. Il coule d'abord du Nord au Sud parallèlement au Jourdain, puis il fait tout à coup un tour à droite pour prendre la direction de l'Est à l'Ouest, et se jeter dans la mer à quelques kilomètres au Nord de Tyr. Sa vallée étroite et escarpée sépare le Liban des montagnes de la Haute-Galilée.

Les autres cours d'eau de la Palestine sont le Nahr-en-Naâmein (ancien Belus), qui descend des montagnes de la Haute-Galilée et arrose la belle plaine de Saint-Jean-d'Acre ; le Nahr-Mokattaa (ancien Cison), qui prend sa source au pied du mont Thabor, parcourt la plaine d'Esdrelon et se jette dans la baie de Caïffa ; le Nahr-Zerka, le Nahr-Akhdar, le Nahr-Abou-Zaboura, le Nahr-Falaïk, le Nahr-el-Oja, le Nahr-Roubin, qui arrosent la plaine de Saaron et se jettent dans la Méditerranée.

La Palestine ressemble beaucoup à la Suisse par le nombre de ses lacs qui offrent cette particularité d'être situés à des altitudes différentes. La mer Morte est à 400 mètres au-dessous du niveau de la mer ; elle mesure 55 kilomètres de longueur, 14 de largeur, et 250 mètres de profondeur. Le lac de Tibériade est à 256 mètres au-dessous de la Méditerranée ; il compte 18 kilomètres de longueur, 11 de largeur et 55 mètres de profondeur. Le petit lac de Houleh est à 2 mètres au-dessus de la mer. Les trois lacs de Matque-Brak, de Bahr-el-Bâala, et de Bahret-el-Hidjaneh, dans le plateau transjourdain, s'élèvent à 600 mètres d'altitude ; tous les trois sont alimentés par des rivières permanentes qui descendent de l'Hermon et du Hauran.

Malgré sa faible étendue, la vallée du Jourdain est peut-être le pays le plus riche en sources minérales et thermales. Rien que dans le Wadi-Zerka-Maïn, il y a dix sources sulfureuses qui jaillissent avec abondance du sol à 70 degrés centigrades de chaleur. Elles s'appelaient Callirhoë, du temps d'Hérode-le-Grand, et elles étaient célèbres pour le traitement des rhumatismes et des maladies de la peau. Au Sud de Tibériade, sur le bord du lac, se trouvent les

huit sources de Hamath, sulfureuses et ferrugineuses, contenant du sel de magnésie, qui sortent du sol à 65 et 70 degrés et qui sont employées contre les rhumatismes, les maladies de la peau et la débilité de l'organisme.

Il existe également au Nord de Tibériade, à Tabiga, sept sources sulfureuses à 32 degrés centigrades ; à Gadara, au Sud-Est du lac de Tibériade, plusieurs sources sulfureuses à 62 degrés centigrades. Il y en a encore trois à Amath sur le Hyémorax, qui étaient très connues des Romains ; elles sortent du sol à 33 et 63 degrés. Sur le bord occidental de la mer Morte, on voit la source tiède, sulfureuse de Ain-Faschka, à 30 degrés ; et celle de Aïn-Gedi, tiède, calcaire, à 27 degrés ; il en existe plusieurs autres au Sud de la mer Morte, dans le Wadi-Araba. On en trouve également une grande quantité dans le Hauran.

Enfin la mer Morte elle-même n'est qu'un immense bassin d'eau minérale et thermale. En effet, elle contient de chlorures de magnésium, de calcium, de sodium, de potassium, du bromure de potassium et du sulfate de chaux, et elle est très réputée contre les maladies de la peau; et,

d'autre part, même au cœur de l'hiver, elle conserve une température suffisante pour qu'on puisse s'y baigner.

La Palestine possède aussi des richesses minérales d'autant plus appréciables qu'elles n'ont pas encore été exploitées. On y trouve comme pierres précieuses : l'agate, le saphir et la turquoise. Il existe des gisements de houille sur les bords de la mer Morte, dans les montagnes de Moab, à Adjloun et dans le Hauran. Il y a d'inépuisables mines de sel à Djébel-Ousdoum (Sodome), et sur les bords de la mer Morte. On trouve du cuivre dans les montagnes de Moab et au Sinaï, du fer, à Adjloun et dans le Hauran. On trouve du beau marbre jaune et rouge dans les montagnes de Moab et dans le Hauran. Il y a du bitume aux environs de Tyr et de Saint-Jean-d'Acre et, en très grande quantité, à Hasbaya et sur les bords de la mer Morte. On trouve également sur les rives de cette mer du Brome, du chlore, du soufre et du phosphore. Il y a des sources de pétrole à Adjloun et sur les bords de la mer Morte. On trouve à Hébron et aux bords du Nahr-en-Naâmein (Belus), un sable excellent pour la fabrication du verre, comme on rencontre sur les rives du Nahr-Moakattaa (Cison), le

murex trunculus, espèce d'escargot qui fournissait autrefois la base tinctorale de la pourpre phénicienne.

Rien n'est plus vrai que ces paroles de Montesquieu : « Lorsque les sauvages de la Louisiane veulent des fruits, ils coupent l'arbre par le pied et ils en cueillent les fruits : voilà le gouvernement despotique. » Si quelqu'un voulait étudier les effets d'un gouvernement aveugle et barbare sur une riche contrée, je lui conseillerais de voyager en Palestine, en Syrie et en Mésopotamie, et s'il voulait constater la mauvaise influence morale de ce même gouvernement sur un grand peuple intelligent et actif, je lui dirais de lire l'histoire des Califes Ommiades et Abbassides et de visiter ensuite les modernes Arabes de la Turquie. La Palestine est un pays agricole de premier ordre, car le sol en est prodigieusement fertile, et ses produits d'excellente qualité. Les huit dixièmes de la superficie totale de la Palestine peuvent être facilement mis en valeur, et c'est à peine si un seul dixième en est cultivé. Toute la partie transjourdaine est inculte et déboisée ; et cet admirable plateau qui a pu nourrir trois grandes villes du temps des Romains : Pétra, Gé-

rasch et Amman, compte aujourd'hui à peu près 100.000 habitants dont il faut retrancher 50.000 pour le Hauran, parce que les Druses qui habitent ces montagnes sont restés presque indépendants des Turcs et cultivent assez bien leur pays. En effet, les Druses produisent annuellement à eux seuls 160.000 tonnes de blé, 170.000 tonnes d'orge, 189.000 tonnes de maïs et 95.000 tonnes d'autres céréales représentant une valeur totale de 84 millions dé francs. Le reste du plateau transjourdain, quatre fois plus grand et non moins fertile que le Hauran, ne produit pas le quart de ce chiffre. Les autres productions de cette partie de la Palestine consistent en graines de millet, lupin, sésame, fèves, lentilles et en d'excellents raisins.

La vallée du Jourdain est d'une fertilité extraordinaire ; elle est plus chaude que le delta égyptien, et le fleuve qui l'arrose est aussi limoneux que le Nil ; elle peut donner trois récoltes par an et les cultures les plus productives comme le riz, le coton, le café et la canne à sucre s'y développent d'une manière prodigieuse. Cependant j'ai parcouru du Nord au Sud toute cette admirable région sans rencontrer un seul village

habité, ni un demi-hectare labouré, ni même un seul mètre d'irrigation : tout est désert ; le Jourdain, silencieux et triste, coule inutilement vers la mer Morte ses eaux fertilisantes : c'est le tableau le plus expressif de la désolation que le gouvernement turc entretient dans les pays qui lui sont encore soumis.

L'historien juif, Flavius Josèphe, vante beaucoup la fertilité de cette partie aujourd'hui entièrement inculte de la Palestine. Dix villes opulentes s'élevaient autour du lac de Tibériade, que des flottes innombrables de vaisseaux marchands ou pêcheurs traversaient dans tous les sens. J'ai visité ce lac gracieux en février dernier (1904) : à part la ville de Tibériade, totalement peuplée de Juifs, il n'y a pas un seul hameau sur ces admirables rivages ; et quatre ou cinq misérables barques, à l'usage des touristes, ont remplacé les flottes d'antan. Toute la vallée du Jourdain est propriété personnelle du sultan qui ne veut ni la mettre en valeur, ni la louer et encore moins la vendre. Nous dirons plus loin comment Abdul-Hamid a fait cette belle acquisition. Ajoutons, pour être complet, que le Jourdain et le lac de Génézareth sont très poissonneux, et qu'on y pê-

che souvent des poissons qui pèsent de 25 à 30 kilos.

La chaîne de montagnes cisjourdaine offre l'exemple du déboisement absolu ; pour trouver du bois, le bûcheron creuse les entrailles de la terre et lui arrache les racines des arbres qui, autrefois, formaient des forêts ; et les quelques oliviers, qu'on rencontre encore autour de misérables hameaux, disparaissent de jour en jour sous la cognée des paysans besogneux. La Bible nous apprend que l'on comptait plus de 60 villes dans la plaine d'Esdrelon où l'on pourrait, aujourd'hui, trouver à peine 25 villages. Toutes les rivières et tous les ruisseaux qui coulent dans la plaine de Saaron, depuis le Léontès jusqu'au désert d'El-Arisch, se perdent inutilement dans la mer sans arroser un seul hectare de terrain : c'est pourquoi la dixième partie seulement de cette plaine féconde est cultivée.

On trouve dans la partie cisjourdaine, à peu près les mêmes productions que de l'autre côté du fleuve. Cependant les arbres et les plantes, propres aux pays chauds, tels que l'olivier, l'oranger, le citronnier, la canne à sucre ; les fruits tels que la pastèque et le melon, poussent mieux

dans les montagnes de Judée et dans la plaine de Saaron que dans la partie transjourdaine. La partie occidentale de la Palestine possède aussi quelques petites industries que le gouvernement destructeur des Turcs n'a pu étouffer complètement. Les savons de Naplouse, de Lydda, Gaza, Ramleh, etc., sont connus dans tout l'Orient, et l'exportation de cet article atteint la valeur de 3 millions par an. Les verreries d'Hébron alimentent encore, malgré la concurrence étrangère, la Syrie et une partie de l'Egypte. Gaza et Mejdel fabriquent des cordes et des pots en terre cuite. Malgré tout cela, les exportations agricoles et industrielles de la Cisjourdaine, par les quatre ports de Tyr, Caïffa, Jaffa et Gaza, n'atteignent pas 10 millions. Nous sommes loin des 84 millions du Hauran. Mais les tribus bédouines du plateau de Bir-Sabeh, qui vivent dans un état presque indépendant, produisent à elles seules 80.000 tonnes d'orge, 60.000 tonnes de blé, 40.000 tonnes de maïs et 50.000 tonnes d'autres céréales représentant en tout une valeur de 30 millions de francs. Pourtant le pays qu'ils habitent est bien moins grand que la plaine de Saaron. Ainsi le plateau de Bir-Sabeh et le Hauran

rapportent dix fois plus que tout le reste de la Palestine, uniquement parce qu'ils sont à peu près indépendants ; d'où on peut formuler l'axiome suivant : plus une population est soumise aûx Turcs, plus elle est pauvre et plus son territoire est désolé ; au contraire, plus elle est indépendante, plus elle est riche et prospère.

Si nous ne comptons que la population rurale, la Cisjourdaine n'est pas plus habitée que l'autre partie de la Palestine, malgré sa superficie plus grande, le plus grand nombre de cours d'eau qui la traversent et sa situation géographique sur la Méditerranée plus avantageuse. Du Léontès au plateau de Bir-Sabeh, la population rurale ne dépasse guère 100.000 habitants. En additionnant la population urbaine de Hébron, Gaza, Jaffa, Jérusalem, Naplouse, Caïffa, Saint-Jean-d'Acre, Tyr, Nazareth, Tibériade et Safed, on arrive à 170.000 âmes. Il faut y ajouter les 30.000 Bédouins nomades du Plateau de Bir-Sabeh, ce qui nous donne en tout 200.000 habitants. Dans ce nombre nous ne comptons pas les Juifs qui sont 200.000 aussi ; car nous ne considérons, pour le moment, que la population qui vit du sol.

Du temps de Salomon, la seule ville de Tyr de-

vait abriter jusqu'à un million d'hommes. Ptolemaïs, Césarée, Jaffa, Ascalon, Gaza, Jérusalem devaient avoir, d'après Flavius Josèphe et les anciens historiens arabes, de 30.000 à 50.000 habitants chacune. Selon la Bible, il y avait, sous le règne de David, 1.300.000 combattants juifs en Palestine. Or, pour mettre les choses au point, il faut au moins donner autant aux autres populations indigènes, ce qui nous fait 2.500.000 hommes valides ; et une population qui fournit 2 millions 500.000 soldats ne peut pas être inférieure à 15 millions d'habitants. Ainsi, la Palestine, renfermée dans les limites naturelles que nous avons décrites plus haut, nourrissait abondamment 15 millions d'hommes gouvernés par des rois et des princes entourés de cours brillantes et vivant d'une manière somptueuse, dans de grandes capitales comme Jérusalem, Tyr, Pétra, Gérasch, tandis qu'aujourd'hui elle peut à peine suffire à 300.000 malheureux qui végètent dans la misère, habitant des huttes infectes, ne changeant presque jamais de vêtements et ne faisant qu'un misérable repas par jour.

Quoique ces 300.000 malheureux parlent la même langue, aient les mêmes origines et les

mêmes traditions historiques habitent le même pays et supportent la même servitude, ils sont cependant loin de s'entendre et encore plus loin de se comprendre. En effet, sur ces 300.000 hommes, il y a 50.000 Druses, 10.000 Latins, 15.000 Grecs orthodoxes, 6.000 Grecs catholiques, 5.000 Maronites ; le reste se compose de Musulmans convaincus, comme les habitants des villes et les paysans, et de Musulmans indifférents, tels que les Bédouins nomades qui ne connaissent aucune pratique extérieure ni aucune prière de l'Islam.

Tous les adhérents de ces religions et de ces rites se détestent entre eux sans savoir pourquoi ; ils possèdent respectivement une hiérarchie religieuse composée d'un patriarche, d'archevêques, d'évêques, d'archimandrites, de curés, de mouftis, etc., etc., qui se haïssent réciproquement et qui excitent ceux qui leur obéissent à les imiter. Grâce à cet état des choses, ces 300.000 pauvres gens sont tyrannisés par une bande de 100 à 150 Turcs ou Circassiens qui, attisant entre eux la discorde, les méprisent tous également et les exploitent sans pitié. Telle est la situation du peuple arabe en Palestine, et elle est tout à fait

la même dans les autres provinces arabes de la Syrie et de la Mésopotamie.

Le gouvernement turc, s'il est permis de donner ce nom à une société de brigands dirigée par un scélérat, non seulement ne fait rien pour améliorer le sort du paysan, mais il agit systématiquement de manière à ruiner encore davantage ce malheureux pays. En Turquie il n'y a ni sécurité, ni paix, ni justice : vous pouvez assassiner quelqu'un ; si on vous arrête, il vous suffira de payer pour qu'on vous relâche. Que si, par exemple, vous avez fui dans le district voisin, on enverra des gendarmes pour vous chercher ; payez-les, ils vous laisseront tranquille, et diront qu'ils ne vous ont point trouvé. Ou bien, encore, on vous demandera au gouverneur du district dans lequel vous vous êtes réfugié ; vous payez encore ce gouverneur : il déclarera que vous n'avez jamais pénétré dans son territoire. Si vous surprenez un voleur en flagrant délit et que vous le remettiez entre les mains de l'autorité, la Police le jettera en prison devant vous ; dès que vous serez parti, elle partagera avec lui le produit de ses rapines et elle le relâchera. Le voleur aura dû seulement prendre l'engagement d'apporter tant par semaine aux

différents bandits qui composent l'administration, afin de jouir en paix de leur bienveillante protection. On agit de même avec les voleurs de grand chemin, les assassins de profession, les contrebandiers, les cambrioleurs et les escrocs.

Si vous avez une vengeance à exercer, ou bien si un homme vous gêne vous n'avez qu'à acheter deux faux témoins qui l'accuseront d'avoir commis un assassinat imaginaire ou d'avoir parlé contre le Sultan : l'autorité toujours avide d'exploiter les gens, arrêtera cet homme; elle l'acquittera ou le condamnera suivant qu'il payera plus ou moins que son adversaire. Et, dans le cas où il sera relâché, il en sera quitte pour son emprisonnement et ses frais, sans qu'il puisse rien réclamer contre son calomniateur.

Ainsi, dans l'empire du Sultan, la vie, l'honneur et les biens de tous, sont, à chaque instant, à la disposition des hommes puissants et des agents du gouvernement. Je connais un de ces bandits qui inspire une véritable terreur à une vingtaine de villages environnant le sien, et qui ne respecte aucune des femmes ou des filles des malheureux paysans qu'il terrorise. Il s'est flatté devant moi de n'avoir jamais couché deux nuits

de suite avec la même femme, et ceci du gré des pères et des maris auxquels il enjoint de lui envoyer leurs filles ou leurs compagnes tel ou tel jour. Malheur à celui qui ose lui refuser ! Ou bien il sera mystérieusement assassiné, ou bien on le jettera en prison, sous un prétexte quelconque, ou bien encore, comme il arrive le plus souvent, on enlèvera sa femme de force et il sera battu par dessus le marché sans qu'il puisse se plaindre. Un jour, un de ces infortunés eut le courage de refuser de se soumettre à ces ignominies ; mais, dès le lendemain, ayant vu qu'on voulait le tuer il quitta le pays avec toute sa famille et dut s'établir ailleurs en abandonnant ses terres qui furent confisquées par le bandit. Il se plaignit bien au gouvernement qui, pour l'entendre, lui fit dépenser tout ce qui lui restait ; puis il fut congédié avec l'ordre de se taire. J'ai voulu faire obtenir justice à ce pauvre homme. Je n'ai pu y réussir : toute la hiérarchie avait été achetée par son persécuteur.

En Europe, on s'imagine volontiers qu'en Turquie on n'opprime que les Chrétiens. On a tort, car les Musulmans sont encore plus maltraités que les Chrétiens : seulement ces derniers étant

plus cultivés que les autres se révoltent contre les vexations et les exactions du gouvernement, et appellent à leur secours l'Europe chrétienne et civilisée, tandis que les Musulmans n'osent jamais élever la voix parce qu'ils savent très bien que leurs cris ne serviraient qu'à leur attirer des représailles ; au fond, les Musulmans, surtout dans les pays arabes, ne désirent pas moins que les Chrétiens, l'indépendance ou même l'occupation étrangère. Mais je reviendrai plus tard sur ce sujet important ; je citerai, pour le moment, quelques faits à l'appui de mes assertions.

Le fils d'un chef bédouin des environs de Madaba, ayant assassiné, il y a quelques années, un paysan de cette localité, fut saisi et transporté à Jérusalem pour y être jugé. On le condamna à quinze ans de bagne ; mais ses parents se hâtèrent d'apporter 10.000 francs à Béchara Habib, drogman du gouverneur, qui garda 5.000 francs pour lui et employa le reste à corrompre les autres employés.

Le médecin de la municipalité fit alors un rapport constatant que le condamné était très souffrant et qu'il avait besoin d'être soigné dans une maison de santé. On le transporta à l'hôpital de

la municipalité où se trouvait un mourant qui rendit l'âme le lendemain même de l'entrée de notre faux malade. Pendant la nuit on relâcha le fils du chef bédouin et on répandit le bruit que c'était lui qui était mort à l'hôpital.

C'est grâce à de tels exploits que Béchara Habib, employé à 100 francs, par mois, possède aujourd'hui une fortune de 500.000 francs qu'il a soin de cacher pour ne pas attirer l'attention.

En août et en septembre 1902, il y avait le choléra en Egypte, et une quarantaine de douze jours était imposée aux voyageurs en provenance de la vallée du Nil. A cette époque, une foire immense réunissant près de 100.000 âmes, devait avoir lieu sous des tentes, dans le désert, aux environs de Jaffa, autour du tombeau de Ruben, fils de Jacob. Les Egyptiens viennent tous les ans en nombre considérable, à cette fête, en suivant la route du désert par El-Arisch et Gaza. Kiazim bey, gouverneur de Jérusalem, au lieu d'interdire cette foire et d'appliquer les réglements sanitaires contre les Egyptiens, établit une taxe arbitraire, sur les personnes, les bêtes de somme, ânes, chevaux, mulets, chameaux et sur les marchandises pour les laisser passer sans qu'ils su-

bissent ni quarantaine, ni désinfection. Cette mesure rapporta 200.000 fr. à Son Excellence et autant à ses associés qui contribuèrent plus ou moins, à réaliser cette belle recette. Une semaine après cette spéculation, le choléra éclata en Palestine et en Syrie ; il dura une année entière et fit plus de 20.000 victimes.

Pendant le cours de cette épidémie Kiazim bey vint à Jaffa, soi-disant pour prendre des mesures contre le fléau ; là, il organisa une commission pour forcer les honnêtes gens à donner 60 francs ou à fournir une tente, afin de secourir les habitants de Gaza qui avaient le plus à souffrir du choléra. Cette commission recueillit 2.000 fr. en or et 100 tentes. Kiazim garda les 2.000 francs et envoya les 100 tentes au gouverneur de Gaza qui les vendit 200 fr. l'une, car elles étaient très recherchées par les habitants de cette localité qui fuyaient la ville et allaient s'établir sur le bord de la mer.

Cette vente produisit 20.000 fr. ; et ainsi Kiazim empocha d'un seul coup, 22.000 francs.

Si vous achetez un terrain en Turquie, on vous délivrera un titre officiel de propriété. Une semaine après, un autre se présentera avec un ti-

tre de propriété officiel et authentique, comme le vôtre, et vous contestera vos droits sur le terrain que vous avez payé. Vous irez naturellement vous plaindre à l'autorité qui vous écoutera et vous exploitera tous les deux, et elle donnera raison au plus offrant. Kiazim s'est créé une belle source de revenus en prolongeant indéfiniment, depuis trois ans deux procès de ce genre, à Jaffa, l'un entre M. Emin Nassif et le Scheik-Ibrahim-Abou-Rabah; l'autre entre M. Tasso et M. Moyal.

Un jour, en 1903, quelques Juifs voulant se venger d'un pauvre jeune homme musulman, l'accusèrent d'avoir injurié le Sultan; moyennant quelques sous, ils parvinrent à se faire écouter et l'individu fut écroué. Le père de ce malheureux m'ayant été recommandé par des amis chez qui il servait, je consentis à m'occuper de son fils. Je fis une démarche en sa faveur auprès du juge d'instruction et le priai de ne pas attacher d'importance à cette calomnie ridicule. Ce magistrat me répondit poliment qu'il regrettait de ne pouvoir me faire plaisir: « Cet homme, me dit-il, a insulté Sa Majesté Impériale, et je ne peux pas me montrer négligent lorsqu'il s'agit de l'honneur du Calife, autrement je serais mal

noté ; vous-même, vous êtes fonctionnaire et vous savez combien notre gouvernement tient compte de ces petits faits. » Devant cette *ultima ratio* je ne pouvais rien dire. Je conseillai au père du pauvre jeune homme de trouver quelque intermédiaire et d'offrir de l'argent au juge d'instruction. Il lui envoya 50 francs par un homme que je ne veux pas nommer, et, le lendemain, son fils fut mis en liberté.

En décembre 1900, je rentrais du Caire, à Jérusalem, et, comme il y avait deux jours d'observation sanitaire contre l'Egypte, le bateau nous emmena à Beyrouth pour les subir. Pendant que nous étions en quarantaine en dehors du port, on nous donna deux gardes pour nous surveiller et nous empêcher de nous mettre en contact avec la ville. Ces agents de la santé portaient au cou une grande plaque en cuivre sur laquelle, on lisait en turc et en français « garde sanitaire ». Ils étaient armés chacun d'un révolver chargé et d'un grand sabre recourbé ; ils se promenaient tout le temps de long en large, à bord du bateau. Un jour, je demandai à leur chef, d'un air sérieux, ce qu'il me ferait si j'essayais de m'échapper. — Je tirerais sur vous et je vous tuerais, me

dit-il ; j'en ai le droit. — Et, si je vous donnais vingt francs ? repris-je. — Alors, je vous laisserais partir, répondit-il. — Mais les autres ? m'écriai-je. — Nous sommes tous d'accord, déclara t-il franchement.

Dernièrement, en décembre 1903, et en janvier et février 1904, il y eût, en Palestine, une très violente épizootie qui enleva tout le bétail. Il n'en restait plus pour le labourage. Au lieu de chercher à combattre le fléau, le gouvernement turc établit une nouvelle taxe de quatre francs par tête sur tous les animaux domestiques. Les agents du fisc percevaient cet impôt en double, malgré le choléra et la disette qui avaient ravagé précédemment le pays. En Turquie, les impôts sont déjà excessifs, par eux-mêmes : les employés les augmentent d'une manière énorme en les percevant au sextuplé. Le gouvernement vend tous les ans les dîmes des villages à des fermiers de profession, qui ne doivent exiger des localités dont ils achètent les dîmes, que la dixième partie en nature de leurs récoltes. Mais, pour obtenir la rentrée de ce dixième, les fermiers sont obligés de corrompre largement les différents fonctionnaires, et les sommes qu'ils dépensent à cet

effet, sont plus considérables que le produit total des dîmes. Leurs agents vont donc dans les campagnes, escortés de gendarmes, qui ont ordre de leur prêter main forte, et ils enlèvent aux malheureux paysans, les huit dixièmes de leurs récoltes, après leur avoir fait subir toutes sortes de mauvais traitements, à eux, à leurs femmes et à leurs filles. Si, ces pauvres gens osent se plaindre, on ne les écoute pas, et, s'ils insistent, on les jette en prison, d'où ils ne pourront plus sortir que moyennant finance. Dans ces conditions, le paysan laboure et cultive le moins qu'il peut, juste ce qu'il faut pour ne pas mourir de faim, et Dieu sait combien il est sobre ! De là, la dépopulation du pays et sa désolation. Que les arbres produisent des fruits ou qu'ils ne rapportent rien, on les estimera au même taux que pendant les années d'abondance et on forcera le propriétaire à en payer l'impôt. De sorte que le paysan coupe l'arbre pour se débarrasser de cette servitude.

Il y a, en Turquie, un impôt spécial sur les chèvres et les moutons. Le paysan paye cette redevance dans le district qu'il habite ; ses troupeaux passent ensuite dans le district voisin à la recherche des pâturages. Là encore, les agents

du fisc lui réclament la même taxe, parce que la première fois on ne lui avait pas donné de reçu, ou qu'on lui en avait délivré un qui était faux, ce qui est facile, le paysan ne sachant ni lire ni écrire, et étant abruti par une longue servitude. Du reste, quand même il aurait une quittance en règle, on le force à payer une deuxième fois, et le malheureux s'exécute, n'osant se plaindre pour ne pas s'attirer la vengeance de ses oppresseurs. Lorsqu'un paysan, ou tout autre particulier, présente une requête en matière civile, administrative ou contentieuse, l'ordonnance du gouverneur ou l'huissier du tribunal, lui demande 40, 50 ou 100 francs, pour le laisser remettre la pièce au gouverneur ou au président du tribunal, lesquels, à leur tour, réclament 200, 500, 1.000 francs, et plus, suivant le cas, pour lui donner suite. Il en est de même des autres employés par les mains de qui la pièce doit passer ; non seulement, ils refusent de rien faire, mais ils menacent de déchirer la requête, s'ils ne sont pas payés. De cette façon, les frais de justice et d'administration deviennent autrement élevés, en Turquie, que partout ailleurs. C'est le même système dans toutes les administrations de l'Etat :

vous n'êtes pas plus sûr de vos lettres et de vos mandats à la poste que de vos marchandises à la douane. C'est pourquoi, on voit des employés à 80 ou 100 francs par mois mener un train de 12.000 francs par an et ramasser, en quelques années, des fortunes de 500.000 francs et au delà. Ainsi, Kiazim bey, récemment encore gouverneur de Jérusalem, aux appointements de 20.000 francs par an, vient de se retirer, avec deux millions, après deux ans et demi de séjour en Palestine.

Généralement, les fonctionnaires turcs se recrutent parmi les gens ignorants et sans scrupules que l'éclat d'un prestige quelconque éblouit. Impertinents avec le peuple, ils sont serviles et lâches, avec leurs chefs, lesquels, du reste, ne leur sont supérieurs que par la hiérarchie. De sorte que l'homme le plus considérable d'un pays par sa fortune, son éducation et sa culture, se trouve à chaque instant exposé aux vexations et à l'arbitraire de ces malandrins. Grâce à ce régime, tyrannique, tous les hommes paisibles et cultivés, et tous les honnêtes gens de la Palestine, de la Syrie et de la Mésopotamie, quittent en masse leur patrie et vont chercher la paix et la

tranquillité à l'ombre du drapeau britannique qui flotte sur les bords du Nil. De cette façon, l'Egypte est devenue pour les Arabes de Turquie à la fois un refuge et une école ; car tous ceux qui s'y sont enrichis par le commerce ou qui y ont occupé des hautes situations dans l'administration anglo-égyptienne, savent maintenant apprécier les inestimables bienfaits d'un bon gouvernement, et le jour où le drapeau national arabe sera arboré à Damas et à Bagdad, on trouvera en eux d'excellents collaborateurs pour l'organisation de notre chère et malheureuse patrie.

Il faudrait pourtant bien peu de chose pour faire de la Palestine, en quelques années seulement, un merveilleux pays : une bonne administration, une justice austère et impartiale, une police honnête et suffisante, des lois sages et appropriées à la nature du pays, et cela suffirait. Et avec quoi pourrait-on obtenir tout cela ? Donnez aux fonctionnaires et aux magistrats des émoluments raisonnables ; payez-les régulièrement, assurez-leur un avancement équitable et progressif, une retraite honorable, et vous aurez tout cela. C'est par ce moyen que les Anglais ont fait

de l'Egypte, ce que nous voyons aujourd'hui : *justitia fundamentum regni.* La Palestine, telle que nous l'avons étudiée, rapporte, en tout, au Sultan, 30 millions de francs par an, ce qui est excessif pour une population de 300.000 âmes ; on dépense 3 millions seulement pour l'administration locale ; les 27 millions qui restent vont à Constantinople, pour y être employés, Dieu sait comment ! Or, avec la moitié de ce revenu, soit 15 millions, on pourrait quadrupler les appointements des employés, construire des routes, faire des irrigations, encourager l'agriculture, donner une impulsion à l'industrie locale et créer, enfin, une Palestine nouvelle autrement riche qu'elle ne le fût du temps de sa plus grande splendeur. Sous l'administration turque, les recettes annuelles de l'Egypte étaient insignifiantes, aujourd'hui, les revenus du Trésor égyptien dépassent ceux de tout l'empire ottoman.

Le plan incliné entre + 43 mètres d'altitude et — 400 mètres de la vallée du Jourdain, donne à ce fleuve un cours rapide et, partant, une grande facilité pour arroser et fertiliser l'immense étendue qu'il parcourt. On pourrait aussi, à peu de frais, irriguer toute la plaine de Saaron et le

plateau transjourdain. Les Bédouins du plateau de Bir-Sabeh abreuvent leurs innombrables troupeaux à des puits comme ceux de Mileh et de Bir-Sabeh creusés par Abraham et les nomades de son époque. Au lieu d'en creuser d'autres pour rendre cette région encore plus fertile, les Turcs en ont comblé quelques-uns, et ils empêchent les Arabes de les rouvrir. Le cèdre et tous les autres arbres forestiers poussent en Palestine ; il suffirait d'empêcher les paysans d'arracher les racines du sein de la terre pour que les anciennes forêts renaissent, embellissant ainsi le pays et contribuant à sa fertilité et à sa richesse. Grâce à leur supériorité incontestable, les produits de la Palestine sont recherchés partout. Les orges de Bir-Sabeh, de la plaine de Saaron et de la vallée du Jourdain, sont très estimées en Angleterre pour la fabrication de la bière ; les expéditions de Gaza, ayant lieu tous les ans au mois de mai, arrivent les premières à Londres et obtiennent les plus hauts prix. Les blés, petits et gros, du Hauran et de la Transjourdaine sont très appréciés en Europe pour la fabrication de l'amidon et des pâtes alimentaires. Il en est de même des autres produits palestiniens : oranges

et miel, au goût de fleur d'oranger de Jaffa, huile et savons de Naplouse, raisins d'Hébron, baume de Jéricho et d'Engaddi, célèbres dans l'antiquité, etc., etc.

D'autre part, les pays arabes asiatiques, Palestine, Syrie, Mésopotamie et Hedjaz, jouissent d'une situation géographique unique, dans le monde, et qui, à elle seule, constitue une source inépuisable de richesses ; car ils forment un pont jeté entre trois mers, l'Océan Indien, la mer Rouge et la Méditerranée, reliant trois continents, l'Europe, l'Asie et l'Afrique. La Palestine est le point le plus important et, pour ainsi dire, la clef de ce pont ; celui qui posséderait ce pays, étendrait sa domination sur tous les autres, deviendrait le commissionnaire et le fournisseur des trois continents à la fois, et, partant, serait le maître du trafic international.

Le climat de la Palestine est à la fois des plus variés et des plus tempérés du monde entier. Pendant qu'il gèle en hiver (décembre-mai) au pied de l'Hermon et dans le Hauran, avec — 3 à + 8 en moyenne, on a une température très douce sur tout le littoral, depuis Tyr jusqu'à Gaza et dans la plaine d'Esdrelon où le thermomètre se

maintient entre 14 et 20 degrés centigrades ; la température est un peu plus tiède dans vallée du Jourdain où l'on a 18° à 20° centigrades à Tibériade et 20 à 24 à Jéricho, alors que sur les montagnes de Judée et sur le plateau transjourdain, elle varie entre 8 et 16. Le printemps (avril-mai), est très agréable dans tout le pays, sans distinction. De mai à novembre, la chaleur varie entre 18° et 24° au pied de l'Hermon et dans le Hauran ; 16° et 26° dans les montagnes de Judée et sur le plateau transjourdain ; 20° et 27° sur le littoral et dans la plaine d'Esdralon, et se maintient à 50° pendant le jour et 35° pendant la nuit dans la vallée du Jourdain. Ainsi, on peut vivre toute l'année dans une température constante, en faisant un petit déplacement, suivant les saisons. En dehors de ces avantages climatériques et sanitaires, en dehors du grand nombre de sources minérales et thermales qu'elle renferme, la Palestine possède encore d'autres attractions remarquables, pendant l'hiver surtout. Outre les sanctuaires des différents cultes monothéistes et les souvenirs historiques dont elle est dépositaire, elle offre le délicieux spectacle d'incomparables beautés naturelles. J'ai éprouvé les enchante-

ments du Bosphore féérique, mais je n'ai pas ressenti à Constantinople l'impression que me donna un majestueux coucher de soleil sur la mer Morte, à Engaddi, en décembre 1899. J'ai passé plusieurs hivers au Caire, mais ils ne valent pas les deux semaines du séjour que j'ai fait sur le lac de Tibériade, au mois de février dernier (1904). Je conseille à ceux qui aiment la rêverie mélancolique et charmante, d'aller passer dix jours à Jaffa, au mois de mars, lorsque les orangers sont en fleurs.

Certes, sans les tracasseries et les vexations d'un gouvernement barbare, et sans la désolation et les incommodités de toutes sortes que les Turcs entretiennent à dessein dans le pays, les rivages riants du gracieux lac de Génézareth et les bords imposants de la mer Morte, seraient peuplés de villas superbes et d'hôtels somptueux ; et les étrangers viendraient tous les ans en nombre considérable passer l'hiver en Terre-Sainte et y répandre la richesse et le bien-être.

Telle que nous l'avons étudiée, la Palestine est divisée en trois cercles administratifs différents. Toute la partie transjourdaine dépend du gouvernement général de Damas ; la partie cis-

jourdaine, limitée par une ligne droite tirée de l'embouchure de l'Oja au Jourdain, relève de celui de Beyrouth ; la partie située au-delà de cette ligne jusqu'à Bir-Sabeh dépend du gouvernement de Jérusalem qui, à cause de la question des sanctuaires, est assimilé à un gouvernement général et correspond directement avec Constantinople. Toute la partie comprise entre Bir-Sabeh, le mont Sinaï et le canal de Suez, appartient à l'Egypte, depuis le traité de Londres (1840).

La région transjourdaine est divisée en deux gouvernements : celui du Hauran, et celui de Kérak ; le premier est subdivisé en cinq sous-gouvernements ou districts : Kuneitra, Bostra, Daraa, Souéda et Adjloun ; le second en comprend trois, Salt, Maan et Tafileh.

Les deux districts de Hasbaya et Rachaya, au pied de l'Hermon, relèvent directement de Damas.

La région cisjourdaine, dépendant de Beyrouth est également divisée en deux gouvernements : celui de Naplouse et celui de Saint-Jean-d'Acre ; le premier comprend trois districts : Djemmaïn, Béni-Saab et Djénnin ; le second en compte quatre : Caiffa, Tibériade, Safed et Naza-

reth. Tyr et Merdjioun dans la Haute-Galilée forment deux districts, relevant directement de Beyrouth. Le gouvernement de Jérusalem est subdivisé en quatre districts : Jaffa, Gaza, Hébron et Bir-Sabeh. Tous les fonctionnaires placés à la tête de ces différents cercles administratifs, gouverneurs généraux, gouverneurs et sous-gouverneurs, sont animés d'un seul et même esprit et poursuivent uniquement ce triple but : exploiter le peuple, remplir leurs poches, et envoyer de l'argent à Constantinople pour qu'on leur donne de l'avancement ou simplement pour qu'on les maintienne dans leurs situations respectives. Chacun d'eux, non seulement ignore ce qui se passe chez son voisin, mais il ne sait même pas la géographie du district qu'il gouverne.

On voit par là, combien l'administration, s'il est permis de l'appeler ainsi, est divisée et éparpillée dans ce pays, et quelle anarchie doit y régner. Les Juifs qui ne savent pêcher qu'en eau trouble, se trouvent donc dans l'élément le plus favorable : d'un côté, la discorde, la désorganisation, l'ignorance et la misère ; et, de l'autre, l'union, la richesse, la centralisation et l'action dirigée par une seule et même idée, d'après un plan tracé d'avance.

Les autorités consulaires, en Palestine, présentent deux lacunes devant l'invasion juive: d'abord elles ne sont pas en nombre suffisant ; ensuite elles ne sont pas plus centralisées que les autorités turques. Les principales puissances européennes entretiennent chacune un consul général à Beyrouth ; quelques-unes ont des consuls à Damas, dépendant de Beyrouth; seules, la France et l'Allemagne nomment des vice-consuls à Caïffa, qui relève également de Beyrouth. A Jérusalem aussi, ces mêmes grandes puissances ont chacune un consul général et un vice- consul, à Jaffa.

Rarement, ces agents étrangers restent plus de deux ou trois ans dans leurs postes ; il en est très peu qui voyagent dans le cercle de leurs juridictions, et je n'en connais pas qui ait visité toute la Palestine. Ces fonctionnaires sont généralement très préoccupés de leur changement et de leur promotion à un poste plus élevé; aussi, ils s'enferment dans leurs cabinets, expédient avec beaucoup de conscience et de zèle, la plupart du temps, les affaires courantes, défendent les intérêts mercantiles de leurs nationaux et rédigent des rapports sur les intrigues des consuls des autres puissances et de l'autorité turque. Grâce à ce système, aucun consul ne connaît le pays et n'a cons-

cience du péril juif. Je suis sûr que ni les gouverneurs turcs, ni les consuls généraux, n'ont encore adressé des rapports à leurs gouvernements pour leur signaler les plans, l'organisation et l'envahissement des Juifs en Palestine. Dernièrement (janvier 1904), un inspecteur général turc, fût envoyé par le Sultan en Syrie et en Palestine pour étudier la situation politique de ces deux provinces. Ce haut fonctionnaire impérial, avait déjà passé six mois à Beyrouth et à Jérusalem, sans se préoccuper de la question juive, lorsqu'un soir, en jouant au baccara chez Kiazim bey, un agent d'assurances parla, par hasard, d'une colonie israélite du voisinage. « Ah! c'est vrai! s'écria Son Excellence l'inspecteur général, je dois rédiger un rapport sur la colonisation sioniste en Palestine, je vous prie donc de m'écrire sur un bout de papier ce que vous en savez. » L'agent d'assurances ne savait pas grand'chose, mais il écrivit ce qu'il savait ; et Son Excellence l'inspecteur fit avec cela son rapport et retourna à Constantinople, une semaine après.

Il y a, à Jérusalem et à Beyrouth, des consuls généraux dont le devoir le plus impérieux, serait de contrecarrer l'action d'Israël, en Palestine, et

qui, tout en étant, au fond, hostiles au but que poursuivent les Juifs, défendent les intérêts des Sionistes et favorisent leurs progrès, parce qu'ils se laissent tromper par les Juifs et ne se rendent pas compte de l'imminence du péril.

Ajoutons que les Arabes asiatiques sont le peuple le plus tranquille et le plus facile à gouverner du monde ; car, malgré l'anarchie gouvernementale qui règne dans toute la Turquie, la vénalité de toutes les administrations et l'insuffisance de la police, il y a encore moins de crimes et de délits dans les pays arabes ottomans que partout ailleurs ; et, bien qu'ils aient contracté les défauts inhérents aux peuples appauvris et abrutis par une longue servitude, les Arabes conservent encore les vestiges des hautes vertus qui les distinguaient du temps de Haroun-al-Raschid et de Saladin. Qu'on ne nous parle pas des désordres chroniques de Beyrouth parce qu'ils ont des causes profondes et ignorées que nous révèlerons plus loin.

Par ce faible tableau, le lecteur pourra juger si les espions que Moïse avait envoyés pour visiter la Palestine, avaient raison d'en faire l'éloge suivant : « Nous avons été au pays où tu nous avais

envoyés, et, véritablement, c'est un pays où coulent le lait et le miel, et voici de son fruit. » Ils montrèrent, dit la Bible, des figues, des grenades d'une grosseur énorme, et une branche de vigne tellement chargée de raisins qu'ils étaient deux à la porter avec un levier.

Comme la géographie économique de la Palestine et son état politique ressemblent infiniment à ceux de la Syrie et de la Mésopotamie, dont ils sont, en quelque sorte, le résumé, nous prions le lecteur d'étendre au reste des pays arabes, les considérations que nous avons émises sur la vallée du Jourdain, afin de mieux saisir ce qui va suivre et qui roule uniquement sur l'importance du mouvement national arabe, et sur sa situation, vis-à-vis des puissances étrangères et des autres nationalités de la Turquie.

L'étude approfondie que nous faisons de la politique de chacun des principaux gouvernements européens, des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, du Saint-Siège et du Sultan, dans les provinces arabes et dans l'Asie Mineure, servira aussi à montrer à ceux qui liront *Le Péril juif universel*, combien les circonstances présentes sont favorables aux projets des Sionistes dans le

pays qui fût le rêve de leurs ancêtres et qui, aujourd'hui encore, excite tant leurs convoitises (1).

Nous traiterons, en premier lieu, de la politique de la Russie et de celle de l'Angleterre, car, de toutes les puissances européennes qui possèdent des intérêts sérieux en Asie Mineure, ou qui nourrissent quelque prétention sur les possessions asiatiques du Sultan, ce sont celles qui poursuivent avec le plus de persévérance et de méthode, une idée fixe et un plan tracé d'avance, à la réalisation duquel elles consacrent tous leurs efforts.

(1) Consulter dans le *Péril juif universel*, les cartes explicatives de la Palestine.

LIVRE II

La Politique de la Russie.

Le testament politique de Pierre-le-Grand peut être authentique ou faux ; il n'indique pas moins l'idéal vers lequel la Russie est, pour ainsi dire, fatalement poussée. S'il est authentique, il prouve que le vainqueur de Charles XII était aussi profond politique qu'habile capitaine et excellent administrateur ; qu'il a parfaitement compris l'intérêt et l'avenir de son pays et qu'il lui a tracé un plan qui, pour être grandiose, et presque fantastique, n'en est pas moins réalisable, s'il est poursuivi avec intelligence et ténacité. S'il est faux, il indique que son auteur avait une grande connaissance des intérêts de la Russie, et qu'il avait bien observé la politique adoptée par cette puissance, depuis la bataille de Pultava (1709) jusqu'à nos jours, ce qui montre aussi que, depuis la fin du dix-septième siècle, les Tsars moscovites

ont tous servi une même idée et suivi un même programme, bien défini, correspondant à peu près à celui qu'on attribue au fondateur de Saint-Pétersbourg. La conduite de la Russie dans le cours du XIXe siècle et les événements qui se déroulent en ce moment en Extrême-Orient, confirment amplement ce que nous avançons. Privé de toute communication directe, libre et indépendante, avec les trois mers commerciales, l'Atlantique, l'Océan Pacifique et la Méditerranée, l'immense empire moscovite est naturellement poussé, comme malgré lui, vers ces trois points importants, Kristiania, la Corée et les Dardanelles. Mais, avec ces trois stations économiques et stratégiques, indispensables à sa prospérité matérielle, la Russie deviendrait infiniment plus forte que toute l'Europe réunie et pourrait commander à la fois sur tous les continents et sur toutes les mers. C'est un danger de vie et de mort pour les autres puissances européennes qui les tient toutes en éveil et les oblige à observer avec attention toute tentative d'agrandissement de la part de la Russie et à s'y opposer quand il est nécessaire. Cet état de choses a provoqué dans le seconde moitié du siècle qui vient de finir, la guerre de Crimée, le

Congrès de Paris, le Congrès de Berlin et la coalition encore existante de la Triple-Alliance. En face de cette surveillance active des puissances, la Russie a dû abandonner, pour le moment, ses prétentions sur la Scandinavie et renoncer provisoirement à reculer ses limites du côté du Nord-Ouest, ce qui lui a permis de tourner tous ses efforts vers les deux autres points, la Corée et l'Asie Mineure, où elle trouve une plus grande liberté d'action. Ces deux pays se trouvent, en effet, à distance de l'Europe qui n'y a à défendre que des intérêts relativement secondaires. Maîtresse de la mer Jaune, du Bosphore et des Dardanelles, la Russie deviendrait la reine des mers, de la Méditerranée à l'Océan Pacifique. L'Asie entière serait alors le fruit mur que le Tsar cueillerait sans peine; d'un côté, les armées moscovites n'auraient qu'à se précipiter sur la Chine faible et incapable de recevoir des secours extérieurs et sur les Indes, si ardemment convoitées, que la flotte britannique ne pourrait aller défendre au passage de Pamir ; et, d'autre part, l'empire turc est trop faible et trop odieux à ses propres sujets pour pouvoir opposer la moindre résistance à une invasion russe. Installée aux Dar-

danelles, à Smyrne, à Alexandrette, à Jérusalem et au mont Sinaï, la Russie fermerait, quand elle le voudrait, la route de l'Asie aux escadres européennes, et, avec la force colossale que lui donnerait sa domination sur toute l'Asie, elle ferait la loi en Europe, qu'elle réduirait presque en servitude. Il importe aussi à la Russie de posséder Jérusalem et le Sinaï avant les Indes, afin d'empêcher l'Angleterre d'y transporter des troupes et, partant, de s'en rendre la conquête plus facile.

Jérusalem excite les convoitises des Tsars pour un autre motif d'ordre religieux, mais non moins important. L'empire russe se compose déjà de trop d'éléments hétérogènes qui ne lui sont attachés par aucun lien historique, ethnographique ou moral et qui ne lui sont soumis que parce que de trop grandes distances les empêchent de s'unir et qu'ils sont, séparément, impuissants à se soulever ; le gouvernement du Tsar Blanc a, du reste, l'œil ouvert pour écraser chez eux tout projet de complot : on se rappelle à ce sujet les mesures adoptées contre les Arméniens et les exécutions qui viennent d'avoir lieu en Pologne, le 26 avril 1904. Comment fera-t-il donc plus tard,

s'il réalise ces projets gigantesques, sur l'Asie, avec les innombrables peuples divers qui lui seront asservis ? Le machiavélisme russe y a déjà songé ; il s'est donné une mission divine à laquelle l'ignorant peuple slave croit sincèrement. La Sainte Russie est aux yeux de ces braves gens la personnification de l'Orthodoxie, la seule vraie religion qui doit s'étendre sur toute la terre, pour accomplir la prophétie de l'Evangile qui parle d'un seul troupeau et d'un seul pasteur; le Tsar Blanc, fils du soleil, est le chef visible de cette religion universelle. Or, Jérusalem renferme le tombeau du Christ, ainsi que les autres sanctuaires relatifs aux actes de sa vie humaine et à ses différents miracles. La conquête de cette ville sainte enlevée aux infidèles donnerait donc au Tsar un grand prestige religieux auprès de tous les orthodoxes, et sa possession lui communiquerait une certaine supériorité morale sur le Pape, obligé de résider dans une ville que Jésus n'a pas habitée et où il est tenu prisonnier.

Avec les peuples conquis et ceux qu'il soumet au fur et à mesure, le gouvernement de Saint-Pétersbourg poursuit une violente politique d'assimilation à outrance ; il n'y a pas de quartier pour

les vaincus : il faut devenir orthodoxe, parler russe et abandonner la religion et la langue de ses ancêtres.

Lorsqu'une nation veut absorber d'autres nations, la sagesse commande tous autres moyens que la force ; il faut que le conquérant se montre supérieur aux conquis; qu'il soit doux, juste et réservé avec eux, et qu'il leur impose sa civilisation plutôt moralement que matériellement. Car, la persécution ne sert à rien, sinon à augmenter l'attachement des persécutés à leurs traditions ; et, si ce système a réussi dans une certaine mesure à la Russie, avec les populations barbares et inférieures du Boukhara et du Turkestan, il serait inutile avec les Arméniens, comme il est resté sans succès avec les Polonais. Un mot du Tsar aurait suffi pour arrêter les massacres d'Arménie ; et si, au lieu de se faire le complice du Sultan, le gouvernement russe avait aidé les Arméniens à obtenir une amélioration de leur sort, il s'en serait fait des amis reconnaissants qui auraient peut-être servi ses projets sur l'Asie Mineure. C'est grâce à cette politique toute romaine que les Anglais réussissent ; les Russes n'aboutiront jamais autrement.

A l'intérieur, la Russie poursuit un système tout à fait rétrograde et use de tous les moyens pour maintenir le peuple dans l'abrutissement et l'ignorance, dans l'Orthodoxie et le culte du Tsar Blanc. Ainsi, il est interdit aux étrangers d'ouvrir des écoles libres, en Russie, comme il y est défendu aux prêtres catholiques de porter un costume qui n'est pas celui des popes orthodoxes : les monnaies étrangères n'y ont pas cours parce qu'elles ne portent pas l'effigie du Fils du soleil. C'est pourquoi les Russes et leurs popes resteront toujours arriérés tandis que les autres peuples chrétiens, catholiques ou orthodoxes, qu'ils veulent s'assimiler, les Polonais, les Bulgares, les Roumains et les Arméniens, avanceront en civilisation, et ne se laisseront jamais absorber.

Certes, l'activité envahissante de la Russie sur les deux points éloignés dont nous avons parlé plus haut, la Corée et les Dardanelles, aurait été couronnée de succès, si une puissance qui représente à elle seule toute l'Europe, ne s'était trouvée sur son chemin pour lui barrer le passage et sauver la liberté du monde. La Grande-Bretagne qui possède des intérêts de première importance en Asie supplée à l'Europe et sur-

veille constamment la politique d'extension de la Russie ; cinq fois en moins de soixante-dix ans, elle a dû faire tonner le canon pour forcer l'Ours du Nord a rentrer dans sa tanière, et, cinq fois, elle a sauvé l'Asie d'une servitude générale. C'est elle qui, en 1833, intervint entre le Sultan et Méhémet-Aly, pour empêcher les Russes d'envahir l'Asie Mineure, sous prétexte d'aider la Turquie, et de s'installer à Constantinople; c'est elle aussi, qui, malgré sa sympathie pour le vice-roi, dût forcer cet imprudent à abandonner la Syrie pour lui épargner une longue guerre avec la Russie, guerre où il aurait été vaincu, afin d'imposer au Tsar, la convention des détroits (1841) et d'annuler le traité d'Unkiar-Skelessi (1833), qui avait fait de la mer Noire un lac russe. C'est encore l'Angleterre qui, en 1854, provoqua l'expédition de Crimée et le Congrès de Paris où elle ferma aux Russes, la route de Constantinople par l'Europe ; c'est elle, également, qui, en 1878, fit convoquer le Congrès de Berlin, priva la Russie des fruits de sa victoire et lui barra complètement le chemin qu'elle lui avait fermé en 1854, à Paris. Enfin, c'est encore la bienfaisante Albion qui, ne pouvant entraîner l'Europe en Extrême-Orient,

fit du Japon ce qu'il est aujourd'hui, et créa par là un grand obstacle à la marche des Russes vers la mer Jaune et l'Océan Pacifique. Grâce à cette sage politique, les Dardanelles et la Corée sont devenues questions européennes et intéressent les puissances presque autant que l'indépendance de la Scandinavie. La Russie est donc obligée de renoncer, pour le moment, à toute invasion armée pour adopter un système d'envahissement pacifique qui prépare ordinairement les grandes conquêtes.

Sur tous les points qu'elle veut occuper, la Russie est servie par des agents qui lui sont très dévoués et qui se considèrent comme les apôtres de la mission divine de la Sainte-Orthodoxie. Il serait très intéressant de parler de cette expansion, de l'influence moscovite, dans les Balkans, chez les peuples slaves que les Russes appellent insidieusement leurs frères de race et de religion ; mais nous nous bornerons, pour ne pas sortir du cadre de notre ouvrage, à ne l'étudier que dans la Palestine et les autres pays arabes.

L'Eglise orthodoxe dans l'empire ottoman se divise en quatre patriarcats : Constantinople, Antioche, Jérusalem et Alexandrie. Le patriarcat de

Constantinople s'appelle œcuménique, c'est-à-dire universel, parce qu'il possède l'autorité et la direction religieuse par rapport aux trois autres ; sa juridiction s'étend matériellement sur toute l'Anatolie et sur la Macédoine, et, moralement, sur toutes les églises *autocéphales* qui veulent bien s'y soumettre, comme la Grèce, la Serbie, la Roumanie et la Russie. Les Bulgares sont excommuniés par les quatre patriarcats orthodoxes, parce que, s'étant séparés de la Turquie, ils se sont constitués en église nationale, *autocéphale*, comme celles des autres pays indépendants, la Serbie et le Monténégro, par exemple. La juridiction du patriarcat d'Antioche, s'étend sur toute la Syrie et la Mésopotamie. Le patriarcat de Jérusalem est renfermé dans les limites naturelles de la Palestine ; et toute l'Egypte dépend de celui d'Alexandrie. Les patriarches sont élus respectivement par leurs synodes locaux, composés du haut clergé et des notables du diocèse, et confirmés par les autres patriarches. Le patriarche œcuménique est élu par le Synode de Constantinople avec la participation des autres patriarcats. Chaque patriarche ou évêque élu, doit être agréé par le gouvernement turc avant d'exercer ses nouvelles fonctions.

D'une part, la Sainte Russie se trouve humiliée de dépendre d'un patriarche hellène à l'élection duquel elle ne participe point ; d'un autre côté, la possession du patriarcat œcuménique servirait admirablement sa politique panslaviste et panorthodoxe, en lui donnant sur toutes les églises autonomes une autorité religieuse, que, grâce à sa puissance, elle rendrait matérielle, de sorte qu'elle interviendrait dans les affaires intérieures des Etats orthodoxes. Mais le siège patriarcal de Constantinople ainsi que toutes ses dépendances d'Asie Mineure et de Macédoine, est entièrement occupé par des Hellènes qui connaissent parfaitement les intentions de la Russie et lui résistent de leur mieux ; les églises autonomes, ne voulant pas non plus se laisser absorber par les Russes, appuyent fortement l'opposition des Hellènes.

Pour affaiblir le patriarcat œcuménique, la Russie intrigue dans le Synode et favorise beaucoup le gaspillage et les tripotages des ecclésiastiques préposés à l'administration de ses biens, afin, qu'écrasé de dettes, il lui tende la main ; alors, elle ne lui avancerait d'argent qu'en se réservant des droits d'immixtion. En même temps, elle encourage sous-main les Bulgares à récla-

mer de la Porte le remplacement en Macédoine des évêques *phanariotes* par des slaves de l'exarchat de Soffia (1). Naturellement, la Turquie refuse toujours ; et le patriarcat proteste avec énergie contre de telles exigences ; mais, à Soffia, on sait patienter et attendre les circonstances ; c'est ainsi qu'en 1897, pendant qu'Abdul-Hamid était en guerre avec la Grèce, la Bulgarie mobilisa ses troupes sur la frontière de Macédoine et menaça d'envahir la Turquie si on ne lui accordait deux évêchés macédoniens; le Sultan, épouvanté, céda de grand cœur, fort heureux qu'on ne lui demandât pas davantage.

Si les diocèses suffragants de Constantinople sont tous composés d'Hellènes gouvernés par un clergé exclusivement hellène, opposant une vive résistance à la Russie, il n'en était pas de même des autres patriarcats vers lesquels les agents du Tsar dirigent toute leur attention. Le patriarcat d'Antioche comprend quinze diocèses ; celui de Jérusalem en compte onze ; et ces vingt-six archevêchés et évêchés réunis, contiennent 400.000 orthodoxes, tous arabes ; cependant tout le haut clergé, dans tous les diocèses et dans les deux pa-

(1) Cet exarque réside à Constantinople et est reconnu par la Porte tout comme le Patriarche œcuménique.

triarcats était exclusivement composé d'Hellènes, ignorant la langue du peuple et ne se donnant point la peine de l'apprendre.

D'autre part, tout le clergé hellène était odieux aux Arabes à cause de son esprit exclusif, de son avidité et du mépris qu'il affichait pour tout ce qui était arabe (κακὸς ἄραβος). Ainsi, les prêtres arabes qu'on éloignait systématiquement des charges, même secondaires, n'étaient jamais élevés dans les séminaires ; on les recrutait parmi les ouvriers et les cultivateurs ; on leur apprenait tout simplement à réciter, en grec, des prières qu'ils ne comprenaient pas ; ensuite on les envoyait dans les campagnes dédaignées des Hellènes, ou bien on les préposait, dans les villes, aux baptêmes des enfants pauvres et aux enterrements des morts abandonnés, tandis que les fonctions importantes, lucratives et honorifiques, étaient exclusivement réservées aux Hellènes. Quant aux revenus des diocèses et des paroisses, les Hellènes seuls en disposaient à discrétion sans rendre compte à personne. Ordinairement, cet argent ne servait qu'à les enrichir, eux et leurs familles ; et rarement, un prélat grec a dépensé ses ressources pour le pays, à l'ouverture d'écoles ou bien à la construction d'églises : on a vu

des archimandrites, des évêques et des patriarches, venus en savates à Damas, laisser, en mourant, des successions colossales à leurs neveux et à leurs nièces et des dettes scandaleuses aux diocèses, tandis que, dans tout le patriarcat, il n'y avait pas une seule école paroissiale, ni une seule église convenable. Les agents de l'expansion russe, ont parfaitement saisi ce côté faible de l'échafaudage hellénique dans les pays arabes ; et c'est aussi par là qu'ils l'ont entamé d'après le plan et dans le but que voici : ils ont, d'une part, favorisé le gaspillage des *phanariotes* et encouragé leurs violences contre les Arabes ; de l'autre, ils ont exagéré les abus des Hellènes aux yeux de leurs paroissiens pour exciter le mécontentement et les réclamations. Petit à petit, ils leur ont donné conscience de leur force et de leurs droits. Ils ont envoyé des jeunes orthodoxes arabes étudier en Russie, qui sont revenus à Damas avec un esprit d'émancipation et de résistance : « Voyez, disaient ces jeunes gens à leurs corréligionnaires, tous les rites catholiques arabes, les Maronites, les Grecs catholiques, les Syriens catholiques et les Chaldéens soumis au pape, ainsi que les autres rites orthodoxes les Nestoriens et

les Jacobites : ils possèdent tous un clergé exclusivement national ; il n'y a que nous, qui soyons asservis aux Hellènes, qui nous éloignent systématiquement de l'administration de notre église. Jusques à quand subirons-nous cette servitude ? Il est temps de chasser l'étranger, car nous sommes capables de nous suffire à nous-mêmes ; nous avons assez du mépris des Hellènes pour notre race et pour notre pays. » Devant ce danger imminent, les Grecs se jetèrent dans les bras des Turcs pour y trouver un appui contre les Russes et les Arabes à la fois. L'arrière-pensée des Russes était d'émanciper les Arabes et de chasser les Grecs afin de les remplacer ensuite. Pour les Arabes, c'était passer d'une servitude à une autre ; mais celle de la Russie leur était plus supportable à cause de la bonté relative du clergé slave et des secours en argent qu'il apporterait aux diocèses. (En prenant possession des trois patriarcats arabes, Antioche, Jérusalem et Alexandrie, la Russie deviendrait, *ipso facto*, maîtresse du siège œcuménique de Constantinople et, partant, de toute l'Orthodoxie ; avec cette puissance elle n'aurait aucune peine à absorber les autres églises orthodoxes d'Anatolie (les Arméniens) et

des pays arabes (les Jacobites et les Nestoriens). Ces deux derniers comptent ensemble 300.000 adhérents, non compris ceux de la Perse. Ainsi, la Russie aurait, en Palestine, en Syrie et en Mésopotamie, une clientèle de 700.000 âmes avec 2 patriarcats et 24 archevêchés et évêchés orthodoxes, plus 1 patriarcat et 9 évêchés jacobites, et 1 patriarcat avec 12 évêchés nestoriens. Ajoutez à ces chiffres les 4 millions d'Arméniens de l'Asie mineure et de la Perse et vous aurez une idée de l'invasion pacifique de la Russie.) Les Turcs donc, embrassèrent résolument le parti des Hellènes qui constituaient, pour eux, un élément utile de domination et de discorde dans les pays arabes ; car, pour maintenir les indigènes sous leur joug, les Grecs les abrutissaient et les appauvrissaient : non seulement ils ne voulaient pas ouvrir des écoles paroissiales, mais même ils excommuniaient les orthodoxes qui envoyaient leurs enfants aux écoles des missionnaires catholiques et protestants. Ici, les intérêts des Turcs et des Hellènes, c'est-à-dire des deux étrangers par rapport aux Arabes, se trouvaient les mêmes et se confondaient. L'existence de la Turquie est une question de vie et de mort pour le clergé hel-

lène dans l'empire ottoman ; c'est ainsi qu'au fur et à mesure, que les Turcs évacuaient les Etats balkaniques : Roumanie, Serbie, Monténégro. Bulgarie, les prêtres du patriarcat du *Phanar* devaient les suivre ; et que, si les Arabes parvenaient à s'émanciper, ce serait, aux yeux du Sultan, le commencement du réveil des nationalités ; car, après l'affranchissement religieux, ce serait le tour de l'indépendance politique. Une autre considération, non moins importante engageait le Padischah à soutenir les *Phanariotes* dans les patriarcats arabes, c'est que les Hellènes, bien qu'ils se recrutassent à Athènes et en Grèce, devenaient sujets ottomans par le fait même qu'ils entraient au service des diocèses de Turquie ; et d'ailleurs les Grecs détestant les Turcs et les Russes en même temps, ne pouvaient intriguer qu'en faveur de leur patrie, que les hommes de Yildiz considéraient comme un ennemi peu dangereux. Tandis que le clergé russe en s'installant à la place des Hellènes resterait sujet du Chef Suprême de l'Orthodoxie, formerait un puissant Etat ennemi dans le sein même de l'Etat et supplanterait le Sultan comme il aurait supplanté les Grecs avant lui. Mais, malgré cette alliance

occulte des Hellènes et des Turcs, les Russes sont parvenus à créer des écoles moscovites de filles et de garçons dans les deux patriarcats de Damas (le patriarche d'Antioche réside dans cette ville), et de Jérusalem ; ils ont même établi deux grandes écoles normales à Nazareth et à Beit-Djala près Bethléem, pour élever des professeurs et des institutrices indigènes ; et ils préparent ouvertement l'organisation et l'administratoin de leurs futurs diocèses. Pour enlever tout prétexte à l'existence de ces établissements, les Hellènes ont été obligés d'ouvrir quelques petites écoles mal entretenues, et, comme elles n'avaient pas de succès, ils ont lancé une sorte d'excommunication contre les parents qui enverraient leurs enfants chez les Russes.

Toute cette résistance des Grecs appuyés sur les Turcs, ne servit qu'à augmenter l'activité des agents russes (entendez des consuls) de la société de Palestine présidée par le grand-duc Serge et spécialement chargée de l'envahissement pacifique de l'Asie Mineure. Grâce à l'habileté du gouvernement russe qui employait tantôt la douceur, tantôt les menaces, et grâce aux abus du clergé hellène, lorsqu'en 1899, le patriarche grec de

Damas mourut, le Synode qui devait lui élire un successeur ,fut composé, en grande majorité, d'orthodoxes arabes, tous disposés à nommer un patriarche arabe. Effrayés de la défaite écrasante qu'ils allaient subir, les Hellènes se jetèrent ouvertement dans les bras des Turcs dont ils implorèrent les secours ; le Sultan, lui-même, encore plus épouvanté que les Grecs, refusa la liste des candidats arabes qu'on lui présenta, tandis que Nazim pacha prenait les arabes, membres du Synode, séparément, menaçait les uns et promettait des décorations et des récompenses aux autres pour les engager à élire un patriarche hellène. Mais la Russie fit comprendre à Abdul-Hamid que, s'il ne se tenait pas tranquille, il aurait affaire à elle, et au gouverneur général de Damas que s'il continuait ses intrigues, elle saurait le faire sauter. Devant cette attitude énergique de l'Orthodoxie moscovite, toutes les oppositions disparurent, et Mgr Doumani, Arabe de Syrie, fût élu patriarche d'Antioche. Les évêques hellènes qui faisaient partie du Synode,voyant qu'ils n'étaïent plus que des étrangers détestés dans le pays qu'ils avaient si longtemps exploité, donnèrent leur démission « in corpore » et se retirè-

rent auprès de leur compatriote, le patriarche de Jérusalem, qui, d'accord avec ses collègues d'Alexandrie et de Constantinople, refusa de confirmer et même de reconnaître un patriarche légalement élu pour la seule raison qu'il n'était pas hellène. Cette mesure absurde ne servit qu'à augmenter l'attachement des Arabes pour le chef qu'ils s'étaient donné, et à augmenter la haine de l'étranger oppresseur, comme l'excommunication de l'exarque de Bulgarie n'avait fait qu'accentuer davantage l'indépendance de cette principauté. Le Sultan qui n'accorde l'investiture officielle à un nouvel élu qu'après la confirmation des trois autres patriarches, s'est retranché derrière cette formalité et n'a pas encore voulu reconnaître en principe, Mgr Doumani ; mais, en fait, le premier patriarche arabe de Damas, administre son diocèse avec pleine et entière liberté sous la protection efficace des consuls du Tsar.

Certes, si cette œuvre de la Russie était désintéressée, elle serait au-dessus de tous les éloges. Quoi de plus beau, en effet, que l'émancipation d'un peuple opprimé, et quoi de plus injuste que l'asservissement de toute une nation à une bande de prêtres hellènes qui prétendent que toutes les

dignités ecclésiastiques doivent leur appartenir sous le ridicule prétexte que l'Evangile a été écrit en grec et que les Grecs étaient les maîtres des pays arabes à l'époque byzantine ! Mais, malheureusement, toute l'excellence de cette action est ternie par l'arrière-pensée que les Russes nourrissent de se substituer aux Hellènes et de réduire les Arabes en une nouvelle servitude.

En prenant possession de son siège, Mgr Doumani trouva la caisse vide et de nombreuses dettes ; il tendit alors la main à sa bienfaitrice, la Russie, qui lui refusa tout secours en argent s'il ne consentait à lui confier la direction de toutes les écoles paroissiales du diocèse. Ainsi, le patriarche arabe est abandonné à ses propres forces, car la nation, comme toutes celles qui sont soumises aux Turcs, est trop pauvre pour le secourir. Le Sultan, au courant de cette situation, pense, qu'après la mort de Mgr Doumani, il pourra de nouveau installer les Hellènes à Damas. Les Grecs non plus n'ont pas perdu tout espoir de reconquérir le siège d'Antioche. Quant à la Russie, elle est parfaitement satisfaite de toutes ces intrigues qui font bien son jeu : elle profitera du refus d'investiture du Sultan, de l'ex-

communication hellénique et de la pénurie du Trésor patriarcal pour convaincre les Arabes du prochain Synode qu'il serait de leur intérêt d'élire un patriarche russe pour surmonter toutes les difficultés présentes. Ni la Turquie, ni les Hellènes, ni même les puissances, ne pourront s'opposer à cette occupation d'un siège patriarcal ottoman par un russe, parce que le gouvernement de Saint-Pétersbourg invoquera l'exemple de l'évêque protestant anglais, du patriarche latin italien de Jérusalem et des délégués apostoliques français de Beyrouth et de Bagdad qui, tout en occupant des diocèses turcs conservent leurs nationalités respectives. Le Sultan refusera quand même son investiture, de même que les patriarches grecs maintiendront leur excommunication, mais l'anathème hellénique ne gênera pas plus les Arabes et les Russes qu'il n'a gêné les Bulgares, car la reconnaissance officielle du Padischah n'a aucune valeur puisque le patriarche maronite, le patriarche latin de Jérusalem, ainsi que tous les évêques et délégués étrangers s'en passent et se trouvent dans une situation plus avantageuse que leurs confrères, objet de cette reconnaissance.

Telle est la situation dans le patriarcat de Da-

mas où j'ai été heureux de constater, lorsque j'ai visité cette ville, en février 1904, que l'administration des Arabes était infiniment plus douce, plus loyale et plus paternelle que celle des Hellènes, malgré la pénurie du Trésor diocésain.

Forts de leur succès en Syrie, les Russes dirigent en ce moment tous leurs efforts vers la Palestine ; et les Hellènes, instruits par leur échec, redoublent d'ardeur pour leur résister. Mais tout sera inutile, la politique de la Russie l'emportera bientôt ; les mêmes causes qui ont démoli l'échafaudage hellénique à Damas se retrouvent : prédominance de l'élément arabe, abus révoltants du clergé grec, dette de plusieurs millions écrasant le patriarcat, conduite vénale des agents turcs qui, pour une décoration ou pour quelques sous, se vendent alternativement, tantôt aux Russes et tantôt aux Hellènes, etc., etc. Quel est le pélerin ou le touriste qui n'a pas été saisi du contraste frappant entre la grandeur, la majesté et la quantité des monuments russes en Palestine et les quelques misérables couvents et églises des Hellènes ? Dernièrement encore, grâce à la vénalité du gouverneur Kiazim bey et de son drogman, Béchara Habib, les Russes se sont at-

tribué des droits d'immixtion et de protection en faveur des Hellènes pour les mieux assujettir et ont acheté des propriétés de mainmorte, dont le transfert était rigoureusement interdit à qui que ce fût. Les Slaves qui se sont déjà insinués dans tous les grands monastères helléniques, comme le Mont-Athos et le Sinaï, cherchent, depuis longtemps, à pénétrer au Saint-Sépulcre afin d'en déloger les Grecs. La possession des sanctuaires chrétiens est, pour la Russie, une question très importante, car, en s'en emparant, elle coupera toutes les sources de revenus du patriarcat qui, dépourvu de ressources et criblé de dettes, tombera à ses pieds. Après les Hellènes, elle délogera, petit à petit, les Arméniens sans protecteurs et les Latins abandonnés par la France. Alors, la suprématie religieuse du Tsar sur toute l'Orthodoxie, se consacrera au Saint-Sépulcre ; et, maîtres des deux patriarcats arabes, les Russes entameront facilement ceux d'Alexandrie et de Constantinople. Mais il sera plus aisé, je crois, à la Russie, de prendre aux Grecs le patriarcat de Jérusalem que de les chasser du Saint-Sépulcre ; parce que là, elle rencontrera un obstacle plus sérieux que les Hellènes et les Turcs réunis. C'est

l'ordre international des Franciscains de Terre-Sainte.

Jusqu'en 1902, cet ordre était exclusivement protégé par la France, mais, depuis les derniers incidents du Saint-Sépulcre, grâce à d'inavouables intrigues du gouverneur Kiazim bey et du couvent Grec, grâce aussi à la maladroite précipitation de la Russie, chacun des religieux de la Custodie de Terre-Sainte, se réclame de son consulat respectif. Ce résultat, dû exclusivement à la vénalité de Kiazim bey, de son drogman Béchara Habib et à la mauvaise politique des Grecs et des Russes, a été désastreux, à la fois, pour la Turquie, la Russie et les Hellènes, car, au lieu d'avoir affaire uniquement à la France, ces puissances se trouvent, aujourd'hui, en présence de toutes les nationalité représentées par la communauté franciscaine du Saint-Sépulcre, et de tous les consulats de l'Europe et de l'Amérique. Au contraire, les Pères de Terre-Sainte, retirèrent un grand avantage de ce changement dans leur régime de protection, parce qu'ils trouvent plus d'appui et de défense auprès de plusieurs nations qu'ils n'en rencontraient auprès d'une seule. Il serait, certes, très intéres-

sant, et très amusant à la fois, d'étudier toutes les machinations qui se trament autour du tombeau du Christ et de voir comment les Hellènes, qui n'ont pas changé depuis Démosthène et Philippe, s'appuient sur la Russie contre les Turcs et les Latins, et sur les Latins et les Turcs contre la Russie ; mais cela nous entraînerait trop loin et nous obligerait à sortir du sujet de ce livre, parce que les complications des sanctuaires de Terre-Sainte constituent à elles seules, une question d'Orient que nous nous proposons, du reste, de traiter dans un ouvrage spécial.

Cependant, les Russes, qui ne reculent devant aucun obstacle et qui savent toujours tourner les difficultés, ont trouvé un moyen de pénétrer dans le Saint-Sépulcre malgré l'opposition énergique de toutes les parties intéressées.

Il existe, à Jérusalem, un couvent copte attenant au Saint-Sépulcre où des moines abyssins s'introduisirent, il y a un certain nombre d'années, refusant ensuite d'en sortir et se déclarant propriétaires de la partie qu'ils occupaient dans cet établissement. Naturellement, et malgré leurs sentiments bienveillants à l'égard des Abyssins, les Coptes protestèrent contre cette pré-

tention de gens qu'ils n'avaient reçus chez eux que par hospitalité, et parce que l'église orthodoxe d'Abyssine est soumise au patriarcat copte du Caire, comme les Arabes aux *phanariotes*.

La Turquie, incapable de régler ce conflit à éternisé le procès en maintenant le *statu quo* comme avant la contestation ; de sorte qu'actuellement, encore, les Abyssins habitent le couvent dont les Coptes, qui en détiennent les clefs, ferment et ouvrent les portes à heures fixes. Comédie ! les Abyssins ont bien soin de ne pas sortir tous à la fois du monastère; car, alors ils ne pourraient plus rentrer : les Coptes fermeraient les portes, et le conflit serait réglé *ipso facto*. Cet état des choses sert admirablement la rapacité du gouvernement de Jérusalm qui exploite les deux parties en même temps. La Russie, donc, veut à tout prix, tirer parti de cet antogonisme entre Coptes et Abyssins. C'est pourquoi elle soutient les prétentions de ces derniers et, de temps à autre, les encourage à réclamer énergiquement. En avril dernier, (1904) cette lutte prit un caractère particulièrement aigu, le vénal et corrompu Kiazim bey appuyant les réclamations des Abyssins, qui ne parlaient de rien moins que de rompre dé-

finitivement avec le patriarcat du Caire et de se mettre sous la dépendance du Saint-Synode de Pétersbourg. Une mission spéciale venue d'Addis-Ababa pour trancher la question, menaça de se séparer des Coptes si on ne lui remettait les clefs du couvent en litige.

Les intrigues des Russes étaient trop évidentes pour qu'on pût s'y méprendre. Mais les Coptes, soutenus par les Hellènes, les Latins et les consulats étrangers, refusèrent catégoriquement toute satisfaction aux Abyssins. Ils résistèrent, de même, à la mission envoyée par le Négus, et répondirent à ses menaces, que la dépendance religieuse de l'Abyssinie, du patriarcat du Caire ne leur rapportait aucun avantage matériel. Les représentants des puissances intervinrent et tout rentra dans le calme, au Caire, à Addis-Ababa, à Jérusalem, à Constantinople et à Pétersbourg. Ainsi, tout ce jeu ne profita qu'à Son Excellence Kiazim bey et à son drogman Béchara Habib qui empochèrent quelques milliers de francs et reçurent des décorations du Tsar et de Ménélik. La politique envahissante de la Russie aurait eu trop beau jeu pour qu'on la laissât faire ; en effet, elle se serait vite substituée aux Abyssins dans le cou-

vent dont nous avons parlé, d'où elle aurait ensuite pénétré sans difficulté, dans le Saint-Sépulcre ; de plus, elle aurait inondé l'Abyssinie d'évêques, d'archimandrites, et de popes russes, afin d'étendre plus tard sa suzeraineté sur le royaume du Négus, de se créer un pied-à-terre en Afrique et d'inquiéter l'Angleterre sur le continent noir.

Tout ce chapitre où nous avons traité des combinaisons politiques intimement liées à des questions d'apparence religieuse, prouve, d'une manière évidente, cette vérité méconnue, que le fanatisme religieux n'existe nulle part au fond, mais que c'est le sentiment national qui dirige les mouvements des peuples. Lorsque les Russes seront parvenus à chasser les Hellénes, encore établis à Jérusalem, le Sultan, ayant à choisir entre l'émancipation des Arabes orthodoxes et leur asservissement aux Russes, adoptera résolûment cette dernière alternative, au risque d'être, lui-même, molesté par la Russie ; car il pourra toujours espérer un secours de l'Europe contre les Slaves, tandis qu'il ne trouvera aucun moyen de salut, le jour où les Arabes se réveilleront. Ainsi, trois éléments : les Turcs, les Hel-

lènes et les Russes sont ligués pour maintenir les Arabes en servitude et se disputent, entre eux, pour exploiter leur esclavage. Mais, nous pouvons les assurer, tous les trois ensemble, que leurs efforts, unis ou séparés, concordants ou discordants, n'auront aucun résultat. Il est trop tard ; la nation arabe a pris conscience d'elle-même ; et depuis le Tigre jusqu'à l'isthme de Suez et de la Méditerranée jusqu'à la mer d'Oman, une grande révolution nationale se prépare, qui étonnera le monde par sa rapidité et l'esprit pacifique dont elle sera animée.

Le lion du désert se réveille, les montagnes de la Syrie et les plaines de l'Euphrate, vont retentir de ses rugissements. J'entends déjà le bruit sourd qui annonce le tonnerre et je vois briller l'éclair qui précède les grandes tempêtes : malheur aux Turcs et aux Circassiens qui seront acharnés à nous dépouiller ce jour-là ! Regardez vers le Nord, vous y trouverez les mêmes phénomènes : les Kurdes se préparent déjà pour la bataille, non plus afin de massacrer les Arméniens, mais pour fraterniser avec eux contre les ennemis communs, les Turcs ; et les Arméniens, après tant de souffrances, verront luire le soleil de la liberté.

Si les Russes ne veulent pas être voués aux malédictions des peuples et de l'histoire, ils devront adopter sincèrement la seconde alternative de ce dilemme posé par un de leurs diplomates au Congrès de Berlin et au sujet de la solution du problème oriental : *anatomie* ou *autonomie*, parce que l'anatomie est impossible, tandis que l'autonomie est chose facile, juste et logique.

LIVRE III

La politique de l'Angleterre.

La Grande-Bretagne est, après la Russie, la puissance européenne que la question d'Orient intéresse le plus. Sa politique est, sur tous les points, opposée à celle des Russes, et les Anglais sont les ennemis les plus vigilants et les plus actifs de l'envahissement moscovite.

Depuis Waterloo, où l'Angleterre sauva l'Europe de la servitude, elle ne cesse de combattre, avec la même habileté et le même esprit de ténacité, qui la fit triompher du génie de Napoléon, le péril russe, plus grave et plus menaçant. On sait déjà comment, en 1841, 1854 et 1878, elle prit les armes pour contenir le torrent slave dans ses limites gigantesques : la Pruth, le Danube et le Caucase ; et à l'heure où nous écrivons, le Japon se réveille pour refouler la Russie derrière le

fleuve Amour. Qu'on ne reproche donc pas à l'Angleterre d'avoir occupé Chypre, puisque cette station permet à la flotte britannique de défendre contre un coup de force de la Russie, les Dardanelles, le golfe d'Alexandrette et la vallée de l'Euphrate, ces trois clefs de l'Asie et de la Méditerranée. Qu'on ne proteste pas non plus contre sa présence en Egypte, parce que de là elle veille, avec l'approbation d'une partie du monde, sur la liberté de la Méditerranée et de l'Asie. Certes, l'animosité qu'avait soulevée, en France, l'occupation de la vallée du Nil par les Anglais, était juste et respectable, parce que les Français possédaient des droits incontestables sur l'Egypte et le canal de Suez ; mais pourquoi la France avait-elle refusé de collaborer avec l'Angleterre à la pacification du pays ? Il est évident, que si les Français avaient consenti, en 1882, à occuper l'Egypte, simultanément avec la Grande-Bretagne, ils seraient devenus les véritables maîtres du royaume du Khédive, parce que la France jouissait alors, autour des pyramides et du canal de Suez, de plus de prestige et de sympathie que l'Angleterre. Cette dernière, du reste, n'y aurait pas fait d'opposition sérieuse ; car, ce qui

lui importait avant tout, c'était de posséder la route de l'Asie et non de coloniser la vallée du Nil. Au contraire, ayant le champ libre, elle est devenue, avec le temps, maîtresse du Soudan et de toute la moitié orientale de l'Afrique, et elle est en train de construire, seule, à son profit, le chemin de fer du Cap à Alexandrie, grâce à la faute commise par la diplomatie française en 1882.

D'autre part, les Français ne pouvaient pas prétendre occuper seuls l'Egypte ; le moment n'était pas favorable ; non seulement ils auraient eu à compter avec l'Angleterre, mais encore avec la Russie, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie qui auraient couru aux armes pour les empêcher de devenir aussi puissants dans la Méditerranée ; tandis que l'Angleterre pouvait agir seule, sans inquiéter personne. Isolée du système continental, et, en quelque sorte, en dehors de l'équilibre européen, elle trouve ainsi, à l'ordinaire, une plus grande liberté d'action. Il n'en est de même d'aucune autre puissance européenne. Toutes les autres courent le risque de réveiller les appréhensions et les jalousies de leurs voisins. L'Angleterre est pour ainsi dire placée au haut de ce ro-

cher, dont parle Lucrèce au commencement du second livre de son poème *De natura rerum:*

> **Suave, mari magno turbentibus æquora ventis,**
> **E terra magnum alterius spectare laborem :**

et de là, elle contemple les rivalités européennes et les dirige, suivant son intérêt, intimement lié à celui de l'Europe elle-même et du monde entier. D'un autre côté, le système d'administration coloniale, adopté par l'Angleterre, est tout à fait propre à maintenir sous son obéissance, les peuples qu'elle soumet ; il est entièrement opposé au régime pratiqué par les Russes lequel excite chez les vaincus, la haine du vainqueur et souvent prépare les révoltes sanglantes de l'avenir. Jamais les Anglais n'emploieront la force pour imposer leur langue et leur civilisation à leurs colons ou à leurs protégés ; ils les leur insinueront tout au plus par des moyens pacifiques et lents. Le ministre protestant agit seul, en dehors de l'administration anglaise qui ne le reconnaît que comme un simple citoyen, tandis que le pope russe ne peut rien faire sans ordre de l'Empereur. L'Angleterre protège les pasteurs comme des particuliers quelconques, des commerçants et

des industriels ; la Russie soutient ses prêtres comme les apôtres de la Sainte Orthodoxie. Le missionnaire anglais reçoit des secours de l'initiative privée ; le pope russe est entretenu par le Trésor impérial. Lorsque les Anglais entrent dans un pays, ils en respectent scrupuleusement les institutions et les coutumes ; ils laissent en vigueur les anciennes lois, ils conservent les anciens fonctionnaires à leurs postes ; cachés derrière de grands personnages du précédent régime, ils impriment, à ce pays, une direction nouvelle qui semble émanée de l'autorité indigène, et qui est avant tout destinée à abolir les anciens abus dont le peuple souffrait et à faire régner la justice et l'égalité devant la loi. De sorte qu'en peu de temps, les indigènes sentent une transformation bienfaisante dans la distribution de la justice, sans remarquer de changement dans l'organisation administrative du pays, ni dans sa religion, sa langue ou ses institutions. De plus, l'Anglais est si simple dans ses relations avec les colons qu'il n'excite point leur haine ni leur jalousie, il se mêle si peu à eux, qu'ils ne sont point importunés de sa présence. C'est ainsi que vous constaterez, au Caire, plus de luxe chez

un Juif ou un Grec parvenu, que chez le représentant du roi d'Angleterre, et, que vous trouverez plus d'orgueil chez un officier de police italien ou hongrois que chez le premier dignitaire anglais de l'Egypte. Ajoutez à cela que les Anglais savent parfaitement choisir pour chaque poste l'homme qui peut le remplir avec avantage « the right man in the right place » ; tout emploi qui met son titulaire en contact immédiat avec le peuple est toujours confié à un indigène ; s'il ne se trouve pas, parmi les indigènes, le « right man » qu'il faut, le poste est confié à un Allemand, à un Maltais, à un Juif ou à tout autre ; de la sorte, le peuple soumis, ne sent pas le poids de la tutelle de son vainqueur et aucun antagonisme n'est créé entre eux. Les Anglais estiment que le but de l'occupation ou de la conquête d'un pays n'est pas de s'enrichir par la création d'emplois et de sinécures, car si les fonctions gouvernementales peuvent faire la fortune de quelques individus, ils ne sauraient jamais enrichir une nation ; ils croient fermement que c'est par la mise en valeur des richesses naturelles de ce pays que la nation occupante s'enrichit tout en enrichissant le pays lui-même. Et, sur ce terrain, les An-

glais sont entièrement libres, devant l'ignorance ou l'inexpérience des indigènes; ceux-ci n'ont, en effet, ni l'éducation, ni l'instruction, ni les capitaux qui sont nécessaires. Il en est ainsi en Egypte : les indigènes s'amusent à courir après des emplois de quelques centaines de francs par mois tandis que les Juifs et les Grecs gagnent des millions en spéculant sur les terres incultes, et sur les entreprises industrielles locales. Et ce fait suffit à prouver combien les Egyptiens sont incapables de se gouverner eux-mêmes. Il y a, en Egypte, une justice rapide et impartiale, une bonne police et une excellente administration ; et depuis 24 ans que ces choses existent, il ne s'est pas encore formée une seule société financière indigène pour une exploitation quelconque, malgré l'exemple des sociétés étrangères qui amassent des fortunes colossales en quelques années. Par contre, les Egyptiens dissertent beaucoup au sujet des droits du Calife turc sur l'Egypte, de l'évacuation anglaise et du retour à la domination des Sultans. Ces malheureux sont encore dans l'abrutissement des coups de cravache que les mameluks turcs et circassiens leur prodiguaient autrefois. Il faudrait voir ceux

qui invoquent les prétendus droits d'Abdul-Hamid sur la vallée du Nil, habiter pendant quelques mois seulement Constantinople ou Beyrouth. Qu'au contraire, on nous donne, en Syrie, l'administration égyptienne et on verra si nous continuerons à émigrer en Egypte et en Amérique et si nous laisserons les Grecs et les Juifs s'enrichir à nos dépens. Malgré la mauvaise volonté du gouvernement turc et les entraves de toutes sortes qu'il apporte au progrès du pays, les habitants de Jaffa parlent déjà de fonder une société anonyme pour l'établissement d'une ligne de navigation entre la Syrie, l'Egypte et l'Angleterre.

En ce moment, la politique étrangère et coloniale de l'Angleterre consiste en ceci : conserver les Indes, maintenir l'intégrité de la Chine pour empêcher la Russie de s'agrandir, civiliser le Japon afin de tenir les Slaves en échec en Mandchourie, les contrecarrer également dans l'Afghanistan, en Perse et en Turquie ; développer son empire africain pour fortifier les Indes avec ses richesses incalculables, ou les remplacer même, si un jour elles lui sont enlevées ; garder, enfin, les routes maritimes sans lesquelles tout cet im-

mense empire serait à la merci du premier venu : Gibraltar, Malte, l'Egypte, Chypre et Aden. Il faut vraimént avoir la situation privilégiée de la Grande-Bretagne et son énorme puissance maritime pour entreprendre des choses aussi gigantesques.

Avant de s'élever contre tant de grandeur et tant de fortune, il faut reconnaître que cet état des choses ne laisse pas que d'être utile au monde entier ; car la base du système douanier de l'Angleterre étant le libre échange, la mise en valeur des vastes colonies britanniques ne peut que contribuer à la diffusion du bien-être dans tous les pays.

Mais cette puissance, presque fabuleuse, tombera comme un château de cartes le jour où la Russie sera parvenue à s'installer aux Dardanelles et sur le golfe Persique, à Alexandrette et à Jérusalem. Alors, l'autocratie la plus absolue remplacera la liberté sur la terre et l'on verra naître le régime du fanatisme et de l'arbitraire. Quant à nous, Orientaux, notre sort sera définitivement réglé, et nous devrons renoncer à tout espoir d'indépendance nationale, non pas que les Russes soient plus malfaisants que les Turcs,

mais parce qu'ils seront beaucoup plus forts et plus dangereux. Pour le salut de l'Europe et du monde, il s'est trouvé, comme nous l'avons déjà dit, que les intérêts vitaux de l'Angleterre, l'obligent constamment à opposer des barrières à l'extension russe sur cette immense ligne qui va des Dardanelles et du Danube à Port-Arthur ; de son côté, la Russie épuise tous ses efforts pour briser cette résistance ; et les diplomates, qui aiment à parler une langue imagée, ont appelé cette lutte homérique entre ces deux géants : Albion et le Fils du Soleil, le combat de l'ours et de la baleine. C'est donc à Pétersbourg et à Constantinople que la diplomatie anglaise déploie le plus d'activité. L'agent de la Grande-Bretagne sur les rives du Bosphore, doit surveiller et contrecarrer, à la fois, l'action de la Russie dans les Balkans, l'Anatolie, la vallée de l'Euphrate, la Syrie et la Palestine. L'étude des Balkans étant en dehors de notre programme, nous ne parlerons que de la politique anglaise dans les pays arabes.

Avec les Indes, l'Australie, le Canada et toute l'Afrique Orientale, l'Angleterre s'est formé un empire colonial sans précédent dans l'histoire ; et la mise en valeur, de tous ces pays constitue,

pour elle, un champ d'activité assez vaste et une source de richesses assez considérable pour qu'elle ne songe point à faire de nouvelles conquêtes dans le bassin de la Méditerranée. Elle est ainsi, bien éloignée de nourrir la moindre prétention sur la Syrie ou la Mésopotamie. Du reste, toute nouvelle conquête de l'Angleterre en Asie Mineure exciterait peut-être la jalousie des autres nations au point qu'elles oublieraient un moment leurs rivalités et s'uniraient à la Russie contre elle. Ce serait, sans doute, un cataclysme général, d'où l'Angleterre sortirait plus forte qu'auparavant. Néanmoins, elle ne voudra pas répandre tant de maux sur la terre et elle aime mieux consentir à des sacrifices. Toute son ambition, dans les pays arabes et l'Anatolie, se borne à ceci : posséder la rive asiatique du canal de Suez ; empêcher les Russes d'avancer vers les Dardanelles, la vallée de l'Euphrate et la Syrie, et abandonner ces pays à qui, en dehors de la Russie, bien entendu, pourra les conquérir. Telle est la politique qui semble avoir été adoptée dans les dernières années du règne de la reine Victoria et que le roi Edouard VII paraît suivre depuis son avènement. Il est, en effet, indifférent à

la Grande-Bretagne que cette partie de l'empire ottoman appartienne à la France, à l'Allemagne, à l'Italie ou même à la Grèce, pourvu qu'elle ne soit pas à la Russie, et que celui qui s'en emparera soit de taille à la défendre contre cette dernière ; car cet occupant, quel qu'il soit, deviendra, *ipso facto*, l'ennemi déclaré des Russes et l'allié de l'Angleterre : son intérêt et le cours naturel des choses l'y pousseront malgré lui. Mettez donc la Russie à part, et l'Angleterre supportera, en principe, le voisinage de n'importe quelle autre puissance européenne. De toutes les puissances qui nourrissent des prétentions sur la Syrie, la France est celle qui y possède le plus d'intérêts, d'influence, de sympathie et de droits historiques incontestables et reconnus comme tels par l'Angleterre ; mais qu'elle essaye de prendre possession de ce pays, elle aura immédiatement contre elle, la Russie, son alliée, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie ; que l'Allemagne, qui n'a aucun droit à invoquer dans les pays arabes, fasse la même tentative, elle trouva, liguées contre elle, toutes les autres puissances, moins l'Angleterre, et ainsi pour l'Autriche et l'Italie. C'est cette rivalité des puissances qui maintient l'inté-

grité de l'empire turc en Asie. Il semblerait facile, d'autre part, de partager la partie asiatique de la Turquie entre la France et l'Allemagne, du consentement de l'Angleterre à laquelle on assurerait la possession des deux rives du Canal de Suez, si la Russie, qui se considère comme la seule et unique héritière de l'Homme malade, ne s'opposait à toute proposition de partage. Elle est même prête à défendre, par une guerre à outrance, toute occupation étrangère du territoire asiatique de la Turquie et, en attendant, elle travaille activement, comme nous l'avons dit plus haut, à la conquête pacifique du pays. Elle attend que les puissances qui la tiennent en échec, se brouillent entre elles et soient occupées ailleurs ; car, ce jour-là, pour cueillir le fruit mûr, elle ne trouvera devant elle que l'Angleterre, laquelle aura bien de la peine à lui barrer, seule, la route du Caucase. C'est pourquoi, en occupant Chypre et en garantissant, au Sultan, l'intégrité de ses possessions asiatiques, la Grande-Bretagne a exigé, du Padischah, des réformes dans tout son empire, surtout en Asie Mineure, afin de le rendre assez fort, par lui-même, pour opposer une résistance sérieuse aux Russes et leur ôter

tout prétexte d'intervenir à chaque instant dans ses affaires. Mais, de son côté, la Russie, qui sait invoquer des réformes quand il s'agit d'effrayer Abdul-Hamid et lui arracher quelque firman, fait tout ce qui dépend d'elle pour maintenir l'empire turc dans l'état rétrograde où il se trouve, afin que les Musulmans et les Chrétiens, restés ignorants, pauvres et abrutis, n'opposent aucune difficulté à la domination qu'elle prépare. D'un autre côté, le gouvernement russe qui, à l'instar du gouvernement turc, ne commande en maître à des peuples divers, que parce qu'ils sont ignorants et misérables, sait très bien que le jour où les nations soumises au Sultan, seront instruites, riches et puissantes, elles se détacheront de l'empire turc pour former des Etats indépendants sous la garantie de l'Europe, lui barrant, de cette façon, le chemin des Dardanelles et du golfe Persique, comme la Roumanie et la Bulgarie lui ont fermé la route de Constantinople par l'Europe.

Il existe donc, en Turquie, deux influences contraires, l'une juste, humaine, libérale et généreuse, l'influence anglaise ; l'autre arriérée, barbare, fanatique et égoïste, l'influence russe. La première est secondée par la France et l'Italie ;

la deuxième reste isolée. Ainsi, l'Europe occidentale désire le progrès et le salut des nations soumises à la Turquie ; l'Europe orientale veut les absorber et les perdre, tandis que l'Europe centrale (Allemagne, Autriche) observe tranquillement, attendant l'occasion favorable pour agir à son profit. Quant aux Turcs, leur intérêt est de mettre aux prises toutes ces rivalités et de faire, en apparence, le jeu de la Russie, convaincus que jamais les puissances ne permettront à cette dernière de s'établir à Constantinople ou sur le golfe Persique. C'est pourquoi, depuis le Traité des Détroits (1841), l'Angleterre se consume en efforts et en sacrifices inutiles pour civiliser la Turquie, alors qu'en vingt ans, elle a élevé le Japon à la hauteur d'une puissance européenne. Les influences contraires s'annihilent donc à Constantinople et maintiennent un *statu quo* fâcheux qui fait la joie d'Abdul-Hamid et de quelques bandits, ses intimés : la Russie ne peut régler, seule, la question d'Orient, parce que les puissances de l'Europe occidentale l'en empêchent ; et ces mêmes puissances ne peuvent forcer le Sultan à exécuter des réformes parce que la Russie le soutient, dans ce qu'il croit être son intérêt.

Cet état de choses menaçait de durer éternellement si, du choc de toutes ces oppositions, la lumière n'avait jailli : les nations diverses soumises au cruel Padischah se sont réveillées; elles ont pris conscience d'elles-mêmes et elles rêvent d'indépendance. Les Arméniens, les Kurdes et les Arabes se préparent à secouer, ensemble, le joug odieux des Turcs pour se constituer respectivement en monarchies libérales et constitutionnelles. Ces trois nations sauveront la paix et la liberté de l'Asie et du monde entier ; ils formeront trois barrières infranchissables devant la Russie envahissante.

Depuis la guerre de Crimée, l'Angleterre et la France, ne cessaient de répéter aux Turcs qu'il fallait suivre, avec leurs sujets, une politique de progrès, les initier à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, les gagner par la justice et absorber, par de bonnes écoles, les éléments hétérogènes avant qu'ils ne prissent conscience de leur personnalité ; mais les Turcs ont toujours refusé d'écouter ces sages conseils. Les événements ont donné raison à l'Angleterre et à la France, car toutes leurs prévisions se réalisent peu à peu. Des peuples opprimés, pressurés, se

sont déjà révoltés en Europe et sont parvenus à l'indépendance (Bulgarie, Serbie). En Asie, les événements se sont précipités depuis quelques années : à défaut du Sultan, les missionnaires français, américains et anglais ont ouvert de nombreuses écoles en Asie Mineure et civilisé les Arméniens et les Arabes. Initiés avant les autres aux idées modernes, les Arméniens réclamèrent les premiers des réformes dans leurs pays : l'amélioration de leur sort, et l'autonomie nécessaire, pour être à l'abri des vexations du Tyran. Devant le mauvais vouloir du Sultan, l'Angleterre, la France, les Etats-Unis et l'Italie soutinrent les réclamations des Arméniens. Fort de l'appui de la Russie et du silence de l'Allemagne, Abdul-Hamid répondit aux notes comminatoires des ambassadeurs des puissances occidentales par les massacres de 1895, qui durèrent deux ans, où 300.000 êtres humains, de tout âge et de tout sexe, moururent dans des supplices atroces, pendant qu'un million d'hommes étaient réduits à la dernière misère. Malheureusement, la France, l'Angleterre et l'Italie n'étaient pas unies comme à présent pour intervenir.

Que le Sultan prenne garde aujourd'hui ; les

trois nations de l'Occident les plus libérales et les plus éclairées du monde sont unanimes, en faveur des Arméniens, des Kurdes et des Arabes. Si la Russie veut retirer quelque fruit de sa prochaine victoire sur le Japon, elle ne doit pas mettre d'entraves à notre émancipation ; si, au contraire, elle est vaincue, on ne ménagera, qu'à ce prix, son amour-propre. Il est nécessaire, donc, que les chefs des partis nationaux kurdes, arméniens, albanais et arabes, se concertent pour réclamer, collectivement, leur indépendance respective au prochain congrès européen qui se réunira après la guerre russo-japonaise.

LIVRE IV

La Politique de la France.

De toutes les puissances européennes, la France est celle qui offre, aux opprimés et aux malheureux, le concours le plus généreux et le plus spontané. La nation française est essentiellement chevaleresque. C'est la France qui a entrepris les croisades, expéditions dangereuses dont les résultats ont été bienfaisants pour le monde entier ; c'est elle qui a fait le plus pour l'indépendance de la Grèce et qui a ressuscité l'Italie. De même, elle a conquis l'Algérie, moins pour se constituer une colonie productive que pour délivrer la Méditerranée de la piraterie barbaresque qui l'infestait et détruisait le commerce international. Elle a fait l'expédition de Syrie et créé l'autonomie du Liban sans s'installer, comme elle l'aurait pu faire, dans le pays. Enfin, depuis plusieurs siècles, elle protège les mission-

naires et les catholiques d'Orient, sans chercher à tirer parti de cette protection. Les innombrables services qu'elle a rendus de tout temps à la cause de la civilisation lui donnent droit à la sympathie et à la reconnaissance de tous les Orientaux, sans distinction de race, ni de religion.

Il est regrettable, qu'en 1895, la France ait été l'alliée de la Russie et qu'elle ait entretenu de mauvais rapports avec l'Angleterre et l'Italie, car, autrement, le sang innocent, répandu en Asie Mineure, aurait été vengé et l'Arménie serait aujourd'hui aux Arméniens. Que les Français d'aujourd'hui ne disent pas : « A quoi nous a servi d'avoir été généreux autrefois ? Ne vaut-il pas mieux être pratiques comme les Allemands?» Nous leur répondrions : « C'est votre générosité traditionnelle qui, malgré vos malheurs, vous maintient au-dessus des Allemands, plus riches et plus puissants, mais exclusivement attachés à leur intérêt national.

Protectrice de l'opprimé, la France est aussi un des flambeaux les plus lumineux de la civilisation et de la liberté, et lorsque ce flambeau s'éteindra, le monde éprouvera, pendant long-

temps, un malaise général. Quant à l'Angleterre, cette noble émule de la France, « ce généreux asile de la pensée et de la dignité humaine », comme l'appelle Benjamin Constant, qu'a-t-elle pu obtenir, seule et sans la France, pour les Arméniens ? Elle a pourtant bien fait appel à la pitié des autres Etats européens. Personne n'a répondu. La Russie y était hostile, par intérêt personnel ; les puissances de l'Europe centrale préféraient, à la gloire d'arracher un peuple à la plus cruelle servitude, l'espérance d'une concession de mines à exploiter ou de chemins de fer à construire en Turquie ou bien encore une grosse commande d'armements. L'Italie avait bien joint ses réclamations platoniques à celles de l'Angleterre et de la France ; mais le Sultan rouge savait parfaitement que la France ne pouvait pas se détacher de la Russie, et que l'Angleterre et l'Italie isolées n'oseraient rien entreprendre. C'est donc avec une confiance joyeuse qu'il faut saluer le rapprochement entre l'Angleterre, la France et l'Italie, les peuples les plus éclairés et les plus philanthropiques du monde, dont l'union constitue une force morale et militaire immense, qu'aucun autre groupement ne

saurait contrebalancer. Tremble, infâme Abdul-Hamid, la voix de l'humanité l'emportera sur tes desseins sanguinaires et sur les intrigues de la Barbarie.

Un phénomène important est à remarquer : La Russie poursuit l'idée religieuse la plus fanatique qu'on puisse imaginer : l'extension de la Sainte Orthodoxie par toute la terre ; la France a adopté un système diamétralement opposé : elle s'est constituée l'apôtre actif et zélé de la libre-pensée ; le régime anglais est intermédiaire : *in medio stat virtus*, il consiste en une entière indifférence pour tout ce qui est du domaine moral et intellectuel ; les religions, les confessions et les institutions les plus bizarres et les plus étranges sont tolérées de la même façon et régies par les mêmes lois dans toute l'immense étendue de l'empire britannique ; c'est le royaume de la liberté absolue.

Chose encore plus curieuse à observer : chacun de ces peuples est resté fidèle dans le cours de sa durée à la conception politique et morale que nous retrouvons aujourd'hui. Ainsi, les Français ont toujours servi une idée religieuse ou morale ; ils ont été successivement les propagateurs du

christianisme, du catholicisme et de la démocratie ; les Russes n'ont cessé, depuis Pierre-le-Grand, d'étendre l'orthodoxie au fur et à mesure qu'ils reculaient les limites de leur territoire ; les uns et les autres ont répandu beaucoup de sang en même temps qu'ils ont propagé leurs doctrines ; tandis que les Anglais ont toujours pratiqué le sage principe de l'indifférence : libres avant la Révolution française, ils n'ont jamais pensé qu'il fût permis d'imposer la liberté aux autres. Ils ont pris l'initiative de l'abolition de l'esclavage parce qu'on pouvait arriver à ce résultat par des négociations pacifiques sans recourir aux armes.

Le plus beau de ces trois rôles, est, sans conteste, celui des Français. Mais aujourd'hui, les temps sont changés ; la France n'est plus sans rivale en Europe, et, l'idéal qu'elle poursuit en ce moment ne comporte ni violence, ni précipitation ; il exige, au contraire, beaucoup de prudence et de sagesse ; on ne détruit par les armes que ce qui se défend par les armes, et il faut beaucoup de temps et de patience pour renverser ce que les siècles ont édifié. La libre-pensée n'aura donc des chances de se répandre par

toute la terre, que lorsque tous les hommes seront instruits ; la France n'est arrivée à elle qu'après une longue évolution ; il faut que la même évolution se fasse chez les autres. Avant d'inculquer aux sauvages la libre-pensée, il est nécessaire de les baptiser d'abord. De même, la fraternité entre les Etats et l'égalité sociale parmi les hommes ne pourront devenir réalisables, que lorsque tous les peuples seront au même niveau de civilisation et de prospérité. La moindre erreur, à ce sujet, peut détruire l'œuvre de plusieurs années et entraîner de très graves conséquences. Encore faut-il que la libre-pensée soit vraiment libre, et qu'elle soit la conception pacifique et empreinte de sagesse, d'un peuple avancé en civilisation et formé à la pratique de la tolérance. Tout serait perdu si la libre-pensée n'était que l'enseigne trompeuse d'une petite église étroite et despotique. Aussi, peut-on regretter de voir des fanatiques, s'abriter derrière la libre-pensée et la fraternité humaine, afin de mettre à exécution d'inavouables desseins et de jeter la discorde chez une grande nation pour pouvoir plus aisément, pêcher en eau trouble.

Les intérêts de la France, dans les pays ara-

bes, ne sont en rien opposés à ceux de l'Angleterre qui lui laisserait bien les mains libres dans cette partie de l'empire ottoman, si la Russie ne se montrait disposée à envahir l'Asie Mineure, le jour où n'importe quelle puissance européenne essayerait de mettre le pied en Syrie. Peut-être pourrait-on trouver une base d'entente entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne, pour le partage des possessions asiatiques du Sultan, si deux difficultés insurmontables ne surgissaient devant cette éventualité : l'opposition de la Russie, d'une part, et, d'autre part, l'extrême complexité des intérêts de la partie asiatique et de la partie européenne de la Turquie dans la question d'Orient. En enlevant au Padischah les provinces arabes et anatoliennes, on le rendrait incapable de se défendre, non pas contre la Grèce ou le Monténégro, mais contre les insurgés albanais ou les bandes bulgares de Macédoine. L'anarchie régnerait dans toute la Roumélie ; les principautés balkaniques se précipiteraient sur la Macédoine, pour se disputer les dépouilles d'Abdul-Hamid ; le feu des Balkans se communiquant aux poudrières de l'Europe, ce serait une conflagration générale. La crainte de dé-

chaîner tant de maux oblige les Etats à une politique d'attente qui consiste à supporter l'existence odieuse du Sultan rouge, tout en préparant, par des moyens pacifiques, la succession qu'ils convoitent dans l'héritage de l'Homme malade.

La France est la nation qui possède le plus de droits et qui a le plus d'intérêts dans toute l'étendue de l'empire ottoman, tant en Europe qu'en Asie. Outre les innombrables missions, maisons d'éducation, orphelinats, asiles, dispensaires, hôpitaux, écoles, elle a presque dans toutes les provinces, d'énormes capitaux engagés dans des entreprises de chemins de fer, de mines, de concessions, de monopoles, etc., etc. Ses droits sont plus nombreux et plus anciens, et ses intérêts sont plus considérables et plus centralisés dans les pays arabes que partout ailleurs. Les intérêts financiers ne suffisent plus à eux seuls pour appuyer des prétentions de conquête, parce que toutes les autres puissances sont parvenues à s'en créer au même titre que la France ; mais, ce que personne ne peut encore revendiquer à l'égal de cette dernière, c'est la protection des catholiques qui lui constitue une clientèle énorme, et

un centre d'action très important. La délégation apostolique de Constantinople, les organisations catholiques d'Albanie et de Macédoine, d'Arménie et d'Anatolie, lui fournissent un moyen de lutter avec infiniment d'avantages contre toute autre influence dans la Turquie d'Europe et l'Asie Mineure. En Mésopotamie, en Syrie et en Palestine, le prestige et l'action de la France, défient toute concurrence. Sa clientèle catholique se compose de 450.000 Maronites avec un patriarche et 8 évêques ; de 150.000 Grecs-Melkites-catholiques avec un patriarche et 13 évêques ; de 60.000 Syriens catholiques avec un patriarche et 8 évêques ; de 70.000 Chaldéens catholiques avec un patriarche et 8 évêques ; de 2 délégués apostoliques français, à Beyrouth et à Moussoul ; d'un patriarche latin, à Jérusalem, avec 20.000 indigènes arabes du rite latin et d'un archevêque-préfet apostolique, à Bagdad. Soit, en tout, 750.000 protégés français avec 5 patriarches, 37 évêques, et 3 archevêques, délégués ou préfet apostoliques. La France a toujours protégé les églises orientales, maronite, melkite, syrienne et chaldéenne catholiques, d'une manière généreuse et loyale leur ou-

vrant largement sa bourse, sans chercher à les dépouiller de leurs privilèges ou à les asservir ; elle a constamment respecté le rite, la langue et la nationalité de tous ces peuples, alors qu'elle aurait très bien pu, si elle l'avait voulu, substituer son clergé au leur et les absorber comme cherche à le faire la Russie avec les orthodoxes. Non seulement, elle leur a prêté son secours diplomatique et militaire quand elles en ont eu besoin, mais elle ne cesse depuis cinquante ans de leur envoyer des secours en argent et de travailler à leur relèvement moral et à leur émancipation. C'est grâce aux libéralités de la France que ces petites nations asservies, réfugiées sous une organisation religieuse patriarcale pour échapper aux injustices d'un pouvoir civil, barbare et cruel, ont pu construire des églises, ouvrir des écoles, des séminaires et même des collèges ; c'est grâce aussi aux missionnaires français de tous ordres, que les pays arabes sont aujourd'hui peuplés d'écoles et de pensionnats pour les jeunes gens des deux sexes. L'initiative de la France et de ses religieux a stimulé l'émulation de l'Angleterre, de l'Amérique et des pays protestants. Après les Lazaristes

et les Jésuites français, les ministres anglais et américains sont venus inonder de leurs établissements, la Syrie, la Palestine et la Mésopotamie. Depuis lors, c'est une lutte de dévouement, de générosité et de bienfaisance, digne de l'admiration du monde entier et de la reconnaissance des Arabes.

Il est très peu de villages chrétiens, en Orient, qui ne possèdent une école catholique ou protestante ou même deux ou trois de chaque culte ; et, malgré l'interdiction du clergé hellène et du gouvernement turc, les Orthodoxes et les Musulmans, entraînés par l'exemple des Catholiques, ont envoyé leurs enfants aux écoles. Ainsi, c'est grâce à l'action de la France, qu'il y a aujourd'hui des gens instruits et éclairés parmi nous et que nous avons pris conscience de notre nationalité. Quel est le voyageur qui n'a pas été surpris de l'admirable organisation de l'Université américaine de Beyrouth, ou qui n'a pas été étonné du nombre des écoles catholiques et qui ne s'est pas cru transporté en France, tant on parle couramment le français en Syrie ? Ces missionnaires n'enseignent pas seulement les langues étrangères, le français et l'anglais ; ils ont

donné un essor nouveau et inconnu à l'étude de la littérature arabe, et d'illustres écrivains contemporains sont nés de l'enseignement des Jésuites et des ministres américains. La langue arabe, qui n'a pas eu d'écrivains remarquables depuis la domination des Turcs et qui périclitait avec la nation sous la servitude de ces barbares grossiers, s'est réveillée tout d'un coup et, aujourd'hui, on la parle et on l'écrit avec la même élégance que du temps des Califes de Damas et de Bagdad. C'est pourquoi, le nom de la France est béni par tout l'Orient, aussi bien par les Catholiques auxquels s'adressent particulièrement ses bienfaits, que par les Orthodoxes et les Musulmans, lesquels en ont bénéficié indirectement, A côté des églises catholiques, la France entretient une foule de congrégations, d'hommes et de femmes, enseignantes et infirmières, répandues dans toutes les provinces arabes, qui surpassent plusieurs fois en nombre et en importance, toutes les institutions semblables, réunies des autres nations européennes. La diplomatie française a réussi, à force d'habileté et d'efforts, à conquérir, une à une, les délégations et la préfecture apostoliques de Moussoul, de Beyrouth

et de Bagdad, autrefois occupées par des Italiens.

Le quai d'Orsay travaillait depuis longtemps à arracher à ces derniers le patriarcat de Jérusalem ; mais la rupture de la France avec le Vatican, a détruit toute chance de succès. Il faut reconnaître, toutefois, aux Italiens de Jérusalem les sentiments paternels dont ils sont animés vis-à-vis des Arabes ; ils traitent avec beaucoup de sollicitude et d'égards, le clergé indigène et ne négligent rien pour élever le niveau moral et intellectuel de la nation. Voilà quelle est la clientèle de la France dans les pays arabes, clientèle composée de l'élite de la population, de l'élément le plus cultivé, le plus laborieux et le plus riche du pays. Ajoutons, pour être complet, que la France étant la protectrice reconnue des catholiques d'Orient, était, de fait, jusqu'à ces dernières années, la protectrice de l'ordre des Franciscains de Terre-Sainte, autrement appelé Custodie des sanctuaires chrétiens. Cet ordre est international; il se recrute parmi toutes les nations, mais, en grande partie, en Italie. On sait, d'autre part, l'importance de la possession du Saint-Sépulcre dont les Franciscains sont les gardiens,

et les efforts que les Russes, les Hellènes et les Turcs, déploient pour les en déloger. Tous ces intérêts réunis, donnent à la France, une place prépondérante en Orient et lui confèrent presque le droit de contrôler tous les actes de l'administration ottomane ; mais la France est trop généreuse et trop loyale, et peut-être, trop peu soucieuse de ses véritables intérêts, pour réclamer le *summum jus* qui lui appartient. Si la Russie avait la moitié des droits de la France, il y a longtemps qu'elle aurait trouvé le prétexte de s'installer à Constantinople, ou tout au moins, de tenir la Turquie sous sa tutelle. Ici, les deux alliés qui s'entendent parfaitement en Europe, ne sont d'accord sur aucun point. La Russie voit son action contrecarrée par celle de son amie ; elle a beau créer des écoles et des hôpitaux, à quoi peuvent-ils servir tant qu'ils ne s'appuient pas à la fois sur un élément indigène et sur des congrégations aussi dévouées et aussi actives que celles dont dispose la France ? C'est pourquoi elle s'épuise à entamer l'influence française de toutes les façons. Malheureusement, soit par complaisance pour son alliée, soit parce que son influence est en grande partie religieuse ou cléricale,

comme on dit aujourd'hui, la France semble se désintéresser des pays arabes et renoncer peu à peu à sa situation en Syrie et dans tout l'Orient. « A quoi nous sert notre situation ? » disent les uns. « La Syrie n'équivaut pas à cinq départements français », répètent les autres. « En quoi cela peut-il nous intéresser que les Franciscains balayent une dalle de plus ou de moins dans le parvis du Saint-Sépulcre ? » objectent des raisonneurs qui croient être sérieux.

A toutes ces objections, on peut répondre en peu de mots : Les pays arabes, c'est-à-dire la Palestine, la Syrie et la Mésopotamie, forment un empire plus grand et plus fertile que la France entière, ils relient trois continents et trois mers; et votre situation prépondérante vous assure la neutralité ou même la possession de ce riche pays ; donc, on peut dire que la domination dans la Méditerranée se trouve sous les dalles du Saint-Sépulcre. Aussi, ceux qui connaissent la question, sont-ils d'avis qu'en face même de la séparation de l'Eglise d'avec l'Etat, il ne faudrait pas renoncer à ce protectorat séculaire qui appartient à la France d'après des traités conclus avec le Sultan et que, par conséquent, le Pape ne

saurait lui enlever. Fort bien, quand la France n'aura plus de relations diplomatiques avec le Pape, que fera-t-elle si, à la place de feu Mgr Duval, la Curie Romaine nomme un catholique anglais, américain, allemand ou italien, comme délégué apostolique, à Beyrouth, comme elle vient de remplacer l'archevêque de Smyrne et le délégué apostolique de Constantinople par des Italiens, malgré tous les efforts du quai d'Orsay? Les Français ne savent donc pas que la majorité des catholiques orientaux préfère la France à l'Angleterre et l'Allemagne, uniquement parce qu'elle est catholique et les deux autres protestantes? Un journal de Vienne, dont le docteur Herzl était le rédacteur en chef, attribue à M. Combes, un entretien privé où le président du Conseil des ministres aurait offert de cœur léger à l'Autriche, le protectorat des catholiques d'Orient, lequel, dit-il, n'a procuré à la France que des ennuis et des embarras. La fille aînée de l'Eglise, aurait ajouté M. Combes, ne veut plus protéger ses sœurs qui sont devenues assez grandes pour se passer de sa tutelle. Si ces déclarations du président du Conseil des ministres de France, sont authentiques, elles sont, suivant ce

que M. Combes a voulu dire, très à propos ou très imprudentes. En effet, le protectorat français en Orient, comprend trois catégories de protégés : il y a d'abord les missionnaires français qui ont droit à la protection de leur pays en leur double qualité de catholiques et de citoyens ; il y a, ensuite, les églises catholiques indigènes dont nous avons parlé plus haut, très attachées à la France, et sur lesquelles personne ne lui conteste son droit séculaire de protection ; il y a, enfin, les missionnaires catholiques étrangers : allemands, italiens, anglais, etc., etc., qui ont joui jusqu'à présent de la protection française au même titre que les deux premières catégories. Ces étrangers ne s'adressaient primitivement aux agents de la France que, parce que leurs pays n'entretenaient pas de relations diplomatiques avec l'Orient et étaient, par suite, hors d'état de les protéger. La France faisait un acte charitable en les protégeant. Pendant les trois avant-derniers siècles et la première moitié de celui qui vient de finir, la France était la seule puissance respectée des Turcs, dans la Méditerranée. On ne connaissait, en Orient, que les Français et les marchands vénitiens, qui, eux-

mêmes, avaient besoin de l'appui des rois très chrétiens.

Le XIXe siècle vit se former des nations puissantes, comme l'Allemagne et l'Italie, tandis que la Russie s'approchait de Constantinople, et que l'Angleterre développait son commerce dans la Méditerranée. Cette dernière dut surveiller les deux voies les plus courtes de communications avec son empire indien : la vallée de l'Oronte et de l'Euphrate, qui relie le golfe Persique à la Méditerranée, et la route de Trébizonde aux Indes par Erzeroum, la Perse et l'Afghanistan. La grande impulsion donnée au commerce et à l'industrie, en Europe, et le percement du canal de Suez, firent rechercher par tous les Etats, des débouchés à la surabondance de leurs productions nationales. Tous les regards se tournèrent vers l'Asie, qui constitue pour l'avenir un immence champ d'importation de produits manufacturés en même temps qu'un pays producteur de matières premières. De là naquit la concurrence commerciale des nations européennes, chacune d'elles voulant devancer les autres sur le marché asiatique. Il est certain que l'empire du monde appartiendra à la nation qui aura su se

procurer les plus grands et les meilleurs débouchés ; malheur, au contraire, à celle qui n'aura pas su préparer à son industrie, un écoulement suffisant ; elle sera la première victime d'une révolution sociale et d'une invasion étrangère. Cet état de choses contribue beaucoup à l'existence de la paix armée ; il oblige les puissances à lutter d'influence avant que le canon ne décide du partage de l'Asie et n'assigne à chacun les limites de son champ d'activité économique. Dans ce but, les gouvernements européens construisirent des flottes, encouragèrent le développement des transactions commerciales de leurs pays respectifs avec l'Orient, et créèrent des ambassades et des Consulats partout où ils le jugèrent utile, pour défendre et favoriser leurs sujets. De sorte qu'aujourd'hui, l'Allemagne et l'Italie sont, à Constantinople, à Pékin et ailleurs, aussi redoutées que la France, sinon davantage. Pour ne pas négliger un moyen sérieux, qui, tout en servant l'expansion de l'influence nationale, peut fournir souvent des occasions d'intervenir dans les affaires du gouvernement local, les agents étrangers, allemands et italiens, ont réclamé le droit exclusif de protéger les missionnaires catholiques, leurs compatriotes.

L'amour-propre national, qui voulait secouer la tutelle étrangère, d'un côté, et, d'un autre côté, le désir de s'opposer à la Russie envahissante, devant laquelle la France semble reculer, poussaient également l'Allemagne et l'Italic à agiter cette question délicate.

La France résista pendant quelque temps en s'appuyant sur l'ancienneté de ce privilège qu'au jourd'hui on appelle « corvée », et sur l'autorité du Saint-Siège qui voulait le lui maintenir. Les autres puissances invoquaient le principe de la souveraineté nationale qui leur attribue, à elles seules, le droit d'exercer un pouvoir ou un acte d'autorité quelconque sur leurs sujets où qu'ils se trouvent. Prise entre les avances gracieuses du Kaiser et les propositions séduisantes du Quirinal, d'une part, et les réclamations de la France anticléricale, de l'autre, la Curie Romaine adopta la politique du « laisser faire ». La question était encore en litige, lorsqu'en 1902 éclata la bagarre du Saint-Sépulcre, où la maladresse des Russes et des Hellènes, qui voulaient se tromper réciproquement, la vénalité des Turcs et l'habileté des Latins, la trancha en faveur des réclamants. Il y avait, en effet, parmi les blessés, des Franciscains, allemands et italiens, qui acceptèrent la

protection de leurs consuls respectifs et, grâce à l'intervention énergique de l'Empereur, entière satisfaction leur fût accordée. Si les Russes avaient laissé la France protéger efficacement les Franciscains, ni l'Allemagne, ni l'Italie, n'auraient eu des raisons d'intervenir. « Nous ne pouvons pas, disaient ces derniers, laisser massacrer impunément nos sujets par les Turcs et les Hellènes, pour le bon plaisir de l'alliance franco-russe. » Le Pape Léon XIII, dont on connaît les sentiments francophiles, avait bien écrit pour la forme aux religieux blessés de respecter les droits traditionnels de la France ; mais personne ne voulut l'écouter dans une affaire en dehors du domaine religieux. « Soit par anticléricalisme, soit par complaisance pour la Russie, la France, disaient-ils, ne veut plus nous protéger, et nous ne pouvons pas nous faire massacrer uniquement par respect pour une tradition. » Ainsi, en voulant trop profiter de la complaisance de son alliée, la Russie s'est fait du tort à elle-même ; car, il eût mieux valu, pour elle, n'avoir que la France pour rivale en Orient au lieu d'une quantité d'ennemis plus acharnés contre elle les uns que les autres.

A la prochaine bagarre qui aura lieu dans

les sanctuaires de Jérusalem ou de Bethléem, la France ne sera pas seule à protéger les missionnaires catholiques ; la Russie, les Hellènes et les Turcs, se trouveront en face de l'Amérique, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Autriche et de l'Italie ; car les Latins, instruits par une longue série de déceptions, ont garni les communautés du Saint-Sépulcre, et celle de la Grotte de la Nativité, de prêtres de toutes les nations. On voit par là qu'il y avait moyen de s'entendre avec la Russie, même en Orient, si elle n'avait voulu tirer parti de son alliance avec la France et lui enlever une partie de sa situation privilégiée, notamment au Saint-Sépulcre, qui lui serait si utile pour conquérir le patriarcat orthodoxe de Jérusalem (1). Depuis l'incident dont nous venons de parler, il est admis, de fait, que chaque puissance protège ses sujets, à quelque mission ou ordre religieux qu'ils appartiennent. Quant aux

(1) Nous ne parlons pas ici du rôle joué par le Consulat de France à Jérusalem pendant ces graves complications, parce que nous nous proposons d'étudier à fond cette matière intéressante dans un ouvrage spécial que nous publierons prochainement sur la question des Sanctuaires chrétiens.

ordres internationaux, comme celui des Franciscains de Terre-Sainte, qui se recrutent dans tous les pays, la France demeure la protectrice de la congrégation et de tous les établissements qui lui appartiennent ; les individus seulement relèvent de leurs Consulats respectifs. Mais ce système, qui se pratique couramment en Orient, depuis trois ans, n'est pas encore consacré par un acte écrit, le Saint-Siège refusant de se prononcer catégoriquement afin de ménager les susceptibilités des uns et des autres, et la France ne voulant pas se laisser arracher un droit qui lui a coûté tant de sacrifices dans le passé. Si donc M. Combes a voulu jeter par dessus bord, cette partie du protectorat français, ses paroles ne peuvent être qu'approuvées ; car on ne peut pas prétendre protéger les gens malgré eux, et les étrangers sont parfaitement libres de s'adresser à leurs consuls ; ni leurs supérieurs, ni le règlement de leurs ordres, ni même le Pape, ne sauraient les contraindre à avoir recours au Consulat de France ; à mon avis, il vaut donc mieux les abandonner que d'essayer inutilement de les retenir. Du reste, comme le déclare le président du Conseil des ministres français, dans l'entre-

tien qu'on lui attribue, les nations auxquelles appartiennent ces étrangers, ces sœurs de la fille aînée de l'Eglise, sont devenues assez grandes et assez fortes pour protéger elles-mêmes leurs enfants ; jusqu'à preuve du contraire, je crois que tel était le sens des paroles de M. Combes, et je ne pense pas qu'il ait voulu renoncer à la protection des églises orientales indigènes, dont l'importance et l'utilité n'échappent à personne.

En réalité, le protectorat français, en Orient, reste intact ; il est seulement débarrassé de sa partie la plus encombrante ; les quelques prêtres étrangers qui ne dépendent plus des Consulats de la République, ne diminueront en rien l'influence et le prestige de la France ; ils donneront tout au plus, quelque activité aux Consulats dont ils relèvent. Jamais aucune nation de l'Europe ne parviendra à construire autant d'établissements et d'institutions de toutes sortes, que la France ; même toutes réunies, elles n'atteindront pas le chiffre des institutions de cette dernière. Mais, ce qui constitue la véritable force de la France dans les pays arabes, ce sont les églises orientales qui lui sont aussi dévouées que ses propres missionnaires et qui forment cinq Etats

séparés dans l'Etat turc. La Russie qui a entrepris deux grandes guerres: celle de Crimée (1854) et celle des Balkans (1877), travaille, intrigue depuis des années, et dépense des sommes folles pour avoir au moins un seul patriarcat ou le droit de le protéger, tandis que la France possède 5 patriarches, 37 évêques diocésains et 3 archevêques délégués ou préfet apostoliques. Malheureusement, en France, on jüge de ce qui est étranger, comme on se juge soi-même ; et l'on veut appliquer aux colonies et aux pays protégés les mêmes systèmes de gouvernement et d'administration qu'à Paris et dans les départements : on a voulu faire de la propagande anticléricale et de la libre-pensée, à Jérusalem et dans le Liban ; on a refusé d'envoyer l'escadre à Beyrouth pendant les derniers troubles (1903), tout simplement parce que cette démarche pouvait avoir un côté clérical ; dernièrement (juin 1904), l'escadre française, contrairement à ses traditions et à ses usages, refusa de saluer par une salve, la visite de deux évêques maronites, délégués par leur patriarche pour complimenter l'amiral, uniquement parce que ces personnages étaient des ecclésiastiques. L'absence de l'esca-

dre française, durant les troubles de Beyrouth, motiva une intervention énergique, suivie de démonstration navale et de menaces, de débarquement de troupes de la part des Etats-Unis. A cette occasion, plusieurs consuls généraux ont prié le patriarche maronite de réclamer, par une note officielle, la présence de leurs escadres, lui promettant d'infliger une terrible leçon au gouvernement turc ; mais le chef de la nation maronite ne voulut pas abandonner pour si peu de chose, sa protectrice séculaire. Le refus de saluer les évêques fut plus grave ; il obligea ce même patriarche à demander des explications qui nécessitèrent des excuses solennelles. On ne comprend pas, en France, toute l'importance qu'ont, en Orient, ces questions en apparence minimes. Le gouvernement turc, qui ne peut vivre qu'au milieu des troubles et des massacres, ne respecte les catholiques orientaux que parce qu'il connaît la sollicitude de la France pour eux. Or, le jour où il verra qu'on les abandonne, il songera à leur préparer quelque boucherie, semblable à celle de 1860. Refuser de saluer, selon l'usage, les délégués du patriarche, c'était faire une insulte à toutes les églises orientales, à la

face du gouvernement turc. Les Chrétiens n'auraient pu vivre en sûreté après cet abandon officiel de leur protectrice. Il leur aurait fallu chercher un défenseur. Naturellement, ils se seraient jetés entre les bras de l'Angleterre, laquelle, munie de pièces signées des patriarches orientaux légitimant son intervention, n'aurait pas hésité à occuper le pays, purement et simplement. Les Français ont regretté d'avoir refusé de collaborer avec les Anglais à la pacification de l'Egypte en 1882, ils auraient pu regretter de même de n'avoir pas salué deux évêques orientaux, en 1904. Je me demande, qui pourrait déloger l'Angleterre le jour où elle débarquerait en Syrie ; sa flotte est plus puissante que toutes les escadres réunies de l'Europe, et la Russie ne peut franchir le Caucase sans provoquer une conflagration générale dont l'Angleterre profiterait merveilleusement. La libre-pensée n'est pas encore répandue d'une manière appréciable, ni en France, ni chez aucun autre peuple civilisé et éclairé, comment donc, veut-on la transporter dans un pays comme l'Orient ? Il en est des idées comme des modes, lorsqu'elles se sont généralisées et vieillies, en France, on nous les exporte ;

généralisez d'abord en France la libre-pensée, et soyez certains qu'on vous imitera spontanément partout ailleurs.

Nul plus que la France, n'aura le droit de nous gouverner, et aucune puissance ne sera aussi chaleureusement acclamée, en débarquant dans les pays arabes, le jour où le démembrement de l'empire turc aura été décidé. Mais, de même que les autres Etats ne peuvent lui permettre de prendre possession du peuple qu'elle a comblé de bienfaits et qui l'appelle pour le sauver de la servitude, elle ne peut non plus laisser personne lui enlever ce qui lui appartient, et abandonner ses intérêts dans toute l'Asie et dans la Méditerranée, à la discrétion de celui qui occupera la Syrie et la Palestine. De sorte qu'elle est obligée de supporter l'abominable *statu quo* actuel, véritable brandon de discorde, réveillant l'Europe en sursaut, de temps à autre, au bruit de massacres et d'horreurs. De très louables efforts ont été prodigués par la France et l'Angleterre, séparément, pour améliorer la situation des malheureuses victimes des rivalités européennes ; mais, comme nous l'avons dit plus haut, le Sultan rouge met en jeu l'opposition de la Russie

et refuse d'écouter la voix de la sagesse et de la justice.

Or, aujourd'hui, le moyen de changer ce détestable état de chóses se présente de lui-même. Les Arabes, les Kurdes et les Arméniens veulent se détacher de l'arbre vermoulu pour former chacun un Etat indépendant libéral, imbu des idées de progrès et de la civilisation européenne. Ces trois révolutions sont essentiellement pacifiques ; elles s'exécuteront en moins de 12 jours et sans versement de sang. Nous prions la France de suivre ses traditions généreuses et de favoriser ce mouvement. Le reste de l'Europe suivra son bienfaisant exemple. Nous ne demandons aux puissances, ni sacrifice ni intervention armée ; nous voulons seulement qu'on ne nous mette pas d'entraves, et nous respecterons tous les droits et tous les intérêts des étrangers dans notre pays. Nous sommes sûrs d'avance de la sympathie de la France, pour notre projet ; nous sommes également assurés des encouragements de l'Europe occidentale et des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Seule, la Russie nous mettra des bâtons dans les roues, en poussant Abdul-Hamid à la résistance. Mais tout sera inu-

tile : le Tyran qui a massacré les Arméniens ne pourra absolument rien, contre les Arabes, les Kurdes et les Arméniens, réunis aux Albanais et aux Bulgares. Cette coalition ne sera même pas nécessaire : dès que les Arabes auront hissé le drapeau national, les Turcs disparaîtront et les nations asservies recouvreront leur liberté. Les puissances éclairées de l'Europe, s'inclineront devant les faits accomplis, et salueront, avec confiance, l'apparition des peuples jeunes, avides de progrès, qui ouvriront au commerce un immense débouché et procureront aux capitaux européens des placements avantageux. Quant à la Russie, n'ayant aucun prétexte à invoquer, puisque le *statu quo* n'aura pas changé, vis-à-vis de l'Europe, les Turcs, seuls, ayant disparu, elle sera obligée de respecter le principe de l'indépendance des nations, comme elle l'a fait le jour où on a créé la Roumanie et la Bulgarie pour lui barrer la route de Constantinople, par l'Europe.

LIVRE V

La Politique de l'Allemagne et de l'Autriche.

L'Autriche est la seule des grandes puissances européennes qui n'ait pas de politique coloniale et qui ne nourrisse aucune prétention sur la succession asiatique du Sultan. Toutes les institutions autrichiennes, en Syrie et Palestine, sont des fondations privées de bienfaisance, créées par la charitable initiative de l'empereur François-Joseph ; l'hospice autrichien et l'hôpital de Tantour, à Jérusalem, sont des établissements de ce genre. Par contre, la monarchie austro-hongroise, ambitionne une très grosse part dans les possessions européennes des Turcs ; elle caresse le projet de joindre la Bosnie et l'Herzégovine à Salonique, en s'annexant toute l'Albanie et une partie de la Macédoine. Cette politique est appuyée ouvertement par l'Allemagne qui se prépare à succéder, en Europe, à la dynastie

12.

chancelante des Habsbourg. C'est dans cet esprit que Bismarck, au traité de Berlin, concéda à l'Autriche, l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine et lui laissa une porte ouverte vers la Macédoine et l'archipel, en maintenant les Turcs dans le territoire de Metroviza et de Novi-Bazar, enclavé entre la Serbie et le Monténégro. D'autres raisons, aussi, ont motivé l'adoption de cet arrangement au profit de l'Autriche, et, indirectement, de l'Allemagne, qui sont en dehors de notre sujet et qu'il serait trop long d'étudier ici. L'Autriche, qui connaît les arrière-pensées de l'Allemagne et qui entend bien ne laisser de succession à personne, tire parti de la disposition de sa puissante voisine qui appuie, comme étant sienne, son influence politique et commerciale, dans les Balkans.

Cet envahissement pacifique austro-allemand trouve une opposition générale de la part des principautés danubiennes et de la Grèce qui, malgré leurs discordes et leurs rivalités, méditent, avec plus ou moins de prétentions, de partager entre elles et en dehors des grandes puissances les dépouilles européennes de la Turquie. La Russie, également, intrigue contre l'Autriche et

l'Allemagne, parce qu'elle entend avoir seule, la domination sur ses frères slaves et orthodoxes de la péninsule balkanique. De même, l'irrédentisme italien, qui attend l'occasion d'enlever, à l'Autriche, les provinces italiennes et de lui succéder, en même temps, dans la Bosnie, l'Herzégovine et dans ses prétentions sur l'Albanie, manœuvre de façon à contrecarrer la politique austro-allemande. Ainsi, il n'y a pas plus de concorde dans la triplice, au sujet de la Turquie d'Europe, qu'il n'en existe dans l'alliance franco-russe au sujet des pays arabes et de l'Asie Mineure. Ajoutez à toutes ces luttes souterraines les machinations diaboliques des Turcs qui agissent tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, ainsi que celles des différentes populations et des Comités macédoniens, de l'exarchat bulgare et du patriarcat du Phanar, vous aurez alors quelque idée de ce foyer d'étranges combinaisons et d'intrigues qu'on appelle la Macédoine. En retour du concours que lui donne l'Allemagne en Europe l'Autriche appuie la politique du Kaiser en Asie Mineure, et favorise l'extension de l'influence allemande dans cette partie de la Turquie, d'autant qu'elle ouvre en même temps des

débouchés avantageux au commerce austro-hongrois. De sorte que la réciprocité est parfaite entre les deux empereurs de l'Europe centrale ; les marchandises et l'influence allemandes pénètrent derrière le prestige de l'Autriche dans la Turquie d'Europe, tandis que les produits manufacturés de la monarchie austro-hongroise suivent de près l'extension de l'action allemande dans la Turquie d'Asie.

Si les prétentions allemandes sur l'archipel et les Balkans, par le moyen de l'Autriche dont l'Allemagne compte recueillir la succession, datent de la proclamation de l'empire allemand et du traité de Berlin, ses intentions sur l'Asie Mineure, au contraire, n'ont commencé à devenir réelles que depuis le rapprochement franco-russe. Guillaume II comprit parfaitement la situation, vis-à-vis l'un de l'autre, des deux alliés, qui, ayant des intérêts identiques sur le continent, mais opposés dans la Méditerranée, seront obligés de se faire, en Asie Mineure, des concessions réciproques pour ne pas se porter ombrage et brouiller l'union dont ils ont tant besoin en Europe. Il pensait que la France qui, au fond, n'a pas des intérêts très considérables en Anatolie, supporte-

rait, sans trop de mécontentement, qu'un troisième Etat s'interposât comme tampon dans les pays arabes où elle possède des droits incontestables, et écartât le voisinage dangereux d'un ami incommode et envahissant. Ainsi, l'alliance franco-russe, dirigée contre l'Allemagne, en Europe, la servait admirablement en Asie. Le Kaiser croyait aussi que l'Angleterre verrait, sans déplaisir, la présence des Allemands sur les Dardanelles et le golfe Persique, et qu'elle aimerait mieux que l'Asie ottomane soit partagée entre la France et l'Allemagne, qui transporteraient sur les bords de l'Euphrate leurs rivalités du Rhin et ne songeraient jamais à s'unir pour attaquer les Indes, que de laisser une seule puissance s'installer dans ce vaste et riche pays, d'où elle pourrait, d'une manière ou d'une autre, lui porter ombrage.

Quant à la Russie, l'empereur d'Allemagne semble n'en pas faire cas ; appuyé sur l'amitié servile d'Abdul-Hamid, il cherche à enlever, à ce dernier, par des moyens pacifiques, l'Anatolie sans laisser au gouvernement de Saint-Pétersbourg, ni le temps, ni le prétexte d'intervenir.

Tel est le plan de l'extension germanique jus-

qu'à l'archipel, à travers l'Autriche, les Balkans et la Macédoine, pour passer de là en Asie-Mineure et créer un immense empire allemand, allant de la mer du Nord au golfe Persique.

Entre les mains des Allemands, l'Asie Mineure deviendrait, en peu d'années, un pays entièrement allemand ; elle serait peuplée d'émigrants wurtembergeois ou poméraniens qui la transformeraient en la germanisant, comme ils ont transformé et germanisé les villages qu'ils ont occupés en Palestine. Si les Anglais sont les meilleurs administrateurs de colonies, les Allemands fournissent d'excellents colons. C'est le peuple le plus colonisateur du monde.

Nous avons vu à Jaffa et à Caïffa, des colons allemands, venus pauvres, il y a quelques années, et aujourd'hui, possesseurs de propriétés foncières dont la valeur est de 200.000 à 300.000 francs, rapportant entre 20.000 et 25.000 francs par an. Ces colons s'acclimatent facilement, travaillent beaucoup, produisent énormément et ne dépensent presque rien ; ils sont généralement honnêtes, paisibles et réservés. Les Juifs, qui voient l'intérêt que l'empereur prend au développement de ces colonies, et la protection que leur

accorde le gouvernement de Berlin, ont craint, qu'avec le temps, ils ne devinssent un obstacle sérieux à la réalisation de leur rêve, et pour les empêcher de s'étendre davantage, ils ont déjà acheté tous les villages qui les entourent.

Au fond, l'ambition de l'Allemagne n'est pas du tout tournée vers les pays arabes, mais vers l'Anatolie ; et si, depuis quelques années, elle s'est créé quelques intérêts en Syrie et Palestine en construisant des églises, des orphelinats, des hôpitaux, en fondant une banque (la Deutsch Palestina bank) due à l'initiative de l'Empereur, deux colonies agricoles, celle de Caïffa et celle de Jaffa, et en réclamant la protection de ses sujets missionnaires catholiques, c'est moins avec la prétention d'occuper plus tard cette partie de la Turquie, que pour avoir quelque chose à opposer aux autres prétendants et leur arracher ainsi des concessions ailleurs, entendez en Asie-Mineure.

Deux visites du Kaiser à Constantinople, dans une période de cinq ans, ont suffi aux Allemands pour obtenir une foule de concessions, de mines et de chemins de fer, dans les différentes provinces de l'Anatolie et pour donner un tel dévelop-

pement au commerce austro-allemand qu'il occupe, aujourd'hui, le premier rang en Asie Mineure. C'est que le Sultan, qui voit l'Europe s'éloigner de lui, refuser de le traiter comme un souverain digne de ce titre, et le considérer plutôt comme un brigand de bas étage, se trouve honoré, de recevoir chez lui, un grand empereur européen qui, tout en le méprisant, le relève un peu aux yeux de ses sujets. A l'occasion de ces visites, les journaux de Constantinople racontaient aux Turcs que l'Empereur d'Allemagne était inférieur au Padischah des Osmanlis, puisqu'il venait chez lui le premier (!). Pendant le séjour de Guillaume II sur les bords du Bosphore, la presse turque ainsi, du reste, que le gouvernement, dans ses actes officiels, donnait à ce souverain le titre de *Hischmetlou* (Sa Modestie), tandis qu'ils disaient toujours, en parlant d'Abdul-Hamid : Sa Majesté le Puissant, l'Omnipotent, le Magnifique, tout comme du temps de Soliman. Ces flatteries sont tellement goûtées à Yildiz, que le journaliste Tahir bey reçut, en 1900, le Grand-Cordon de l'Osmanieh pour avoir, contrairement à la vérité, écrit que le Schah de Perse avait embrassé la main scélérate du Sultan

rouge. Mais tout le monde sait trop bien comment Guillaume II traite Abdul-Hamid, pour que nous ayons besoin de montrer lequel des deux agit en supérieur, du Sultan ou du Kaiser. L'empereur d'Allemagne use de plus de ménagements et montre beaucoup plus d'égards au plus petit prince de la confédération germanique qu'au Commandeur des Croyants, l'Ombre de Dieu sur la terre. Il est allé deux fois à Constantinople sans avoir été invité par personne et dans le but unique, d'imposer son ascendant et son prestige à l'Homme malade, pour s'assurer une bonne part dans sa succession prochaine.

Arrivée trop tard au partage de l'Afrique, qui est, aujourd'hui, un continent franco-anglais, l'Allemagne s'est rabattue sur l'Asie Mineure plus mûre que la Chine, plus rapprochée d'elle et plus en rapport avec ses tendances. Favorisée par les préférences intéressées du Sultan, d'un côté, et par les rivalités des grands Etats européens, de l'autre, elle a trouvé, dans la Turquie d'Asie, un champ, vaste et libre, d'activité économique et coloniale.

Encouragé par le succès et aussi par les platitudes de l'Assassin tremblant, Guillaume II pro-

posa à ce dernier de confier à des Allemands l'administration et la mise en valeur de ses propriétés privées. Si cette proposition était acceptée, c'était pour l'Allemagne une véritable fortune ; la Turquie entière, passait sous sa tutelle ; et l'influence allemande aurait été implantée d'une manière solide dans tous les vilayets. Toute la vallée du Jourdain, une grande partie de la plaine de Tyr, de Saint-Jean-d'Acre, de Bir-Sabeh et de la Transjourdaine, en Palestine ; la moitié de la vallée du Tigre et de l'Euphrate en Mésopotamie, bref, la cinquième partie des terres cultivables de l'empire, appartiennent en propre au Sultan. Mais, certaines ambassades conseillèrent à Abdul-Hamid de refuser ; et le Padischah répondit à l'empereur par un *bakaloum* (nous réfléchirons) qui constituait un ajournement indéfini de la question.

Cependant, l'Allemagne consacra, d'une manière réelle, son influence en Asie Mineure, par la concession qu'elle se fit octroyer, en 1901, du chemin de fer de Haidar-Pacha (Constantinople) à Bagdad et le golfe Persique, traversant toute l'Anatolie et la Mésopotamie. Ici, la diplomatie française montra une habileté consommée.

Ne pouvant empêcher cette entreprise allemande, puisque, à part la protection des 150.000 Arméniens catholiques, la France n'avait pas d'autres intérêts sérieux à invoquer, MM. Delcassé et Constans s'entendirent avec le Padischah et l'Empereur pour que la construction de cette ligne importante se fît en participation, par moitié, de capitaux français et allemands, et que le personnel nécessaire à son exploitation fût recruté dans la même proportion, à Berlin et à Paris. Ainsi les Français eurent garde de répéter, en 1901, en Turquie, la faute qu'ils avaient commise en Egypte, en 1882 ; au lieu d'abandonner aux Allemands l'Anatolie, ils se joignirent à eux pour la mettre en valeur et l'exploiter. La Russie, d'autre part, qui ne pouvait éloigner l'Allemagne de son chemin vers les Dardanelles et Alexandrette, fut, dans une certaine mesure, satisfaite de la participation de son alliée à une entreprise germanique et antirusse. De sorte que, tout en liant les mains à l'Allemagne en Asie-Mineure, en s'y créant des droits et en y plaçant avantageusement leurs capitaux, les Français ont aussi rendu service à leurs amis, les Russes. Naturellement, l'influence prépondérante, dans l'administration de cet im-

mense chemin de fer, de 2.200 kilomètres de longueur, sera celle de la France.

On a reproché à Guillaume II son amitié pour Abdul-Hamid. Qu'on ne s'y trompe pas ; l'Empereur d'Allemagne connaît, mieux que personne, le Sultan actuel et les choses d'Orient. Sa Majesté, complimenta d'une manière flatteuse les troupes arabes, déguenillées, qu'elle passa en revue, à Damas, en 1898, alors qu'elle n'avait pas adressé un mot de félicitations aux soldats turcs, chamarrés d'or et d'argent, qui avaient paradé devant elle, à Constantinople. De même elle déposa une couronne magnifique sur le tombeau de l'Arabe Saladin, l'ennemi franc, loyal et généreux des Croisés, tandis qu'elle offrit un chien et un bâton au Padischah des Turcs. Devant ces témoignages spontanés, et partant sincères, nous pouvons croire que la sympathie de Guillaume II est acquise pour l'indépendance des pays arabes.

LIVRE VI

La Politique de l'Italie.

L'Italie, nouvellement constituée en nation, n'a pu acquérir des droits historiques ni se créer des intérêts sérieux dans l'Asie ottomane ; toutefois, son commerce national étant presque limité au bassin de la Méditerranée, elle ne saurait rester étrangère à toute question touchant cette mer qui forme le centre de l'activité mondiale. Devancée par l'Allemagne, en Asie Mineure, par la France dans les pays arabes et par l'Angleterre, en Egypte, elle a jeté les yeux sur la Tripolitaine où les grandes puissances lui laissent toute liberté d'action. Mais cette province turque n'équivalant pas à ce que les autres possèdent ou ambitionnent, elle paraît ne vouloir consentir au partage de la succession hamidienne qu'à la condition d'obtenir, avec la Tripolitaine, en Afrique, l'Albanie, en Europe, sur laquelle elle

fait valoir des droits de voisinage dont on doit tenir compte. Le Tyrol, Trieste, la Dalmatie, la Bosnie, l'Herzégovine et l'Albanie, tel est l'héritage que l'Italie compte recueillir après la chute des deux vieilles monarchies autrichienne et ottomane.

Mais ici, outre l'opposition de l'Allemagne, de l'Autriche et des principautés balkaniques dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, l'Italie se trouverait en face d'une difficulté locale très considérable. Les Albanais, nation belliqueuse et jalouse de son indépendance, n'accepteraient jamais une occupation étrangère quelconque ; et celui qui voudrait pénétrer dans leur pays perdrait plus de 100.000 hommes avant d'établir une domination précaire dans ces montagnes, qu'aucun conquérant n'a pu soumettre encore. Nous autres, en Syrie, Chrétiens ou Musulmans, nous sommes tellement opprimés, que nous accueillerons, avec joie, la première puissance qui viendrait nous arracher à la servitude, tandis que ces terribles montagnards n'ont jamais connu le joug. Le Sultan n'a qu'une autorité nominale sur cette race vaillante, restée inaccessible aux divisions que créent le fanatisme et l'intolérance, et qui a parfaitement conscience de

sa nationalité. Musulmans, orthodoxes et catholiques, ne forment qu'une seule et même nation en Albanie où il ne manque qu'un roi pour qu'un Etat nouveau soit constitué. Abdul-Hamid, qui a plus besoin des Albanais qu'ils n'ont besoin de lui, les flatte de toutes les façons, pour se servir d'eux lorsqu'il y a une invasion hellène à repousser ou une insurrection macédonienne à écraser. Les agents turcs, en Albanie, sont plutôt les serviteurs des Albanais que leurs administrateurs. Quand un vali ne leur plaît pas, les Albanais viennent le cerner dans son sérail et menacent de le massacrer s'il ne plie bagage et ne part aussitôt ; en même temps, ils télégraphient à Yildiz pour exiger le rappel du gouverneur vénal ; et le Padischah qui sait de quoi sont capables les *Arnaoutes*, cède toujours. La meilleure tactique, pour l'Italie, serait donc de favoriser l'indépendance de l'Albanie et d'encourager son parti national qui est déjà assez puissant. Dans ces conditions, si les Albanais se soulevaient en même temps que les Arabes, une semaine suffirait pour qu'il y ait une Albanie indépendante, sous le gouvernement d'une dynastie sympathique à l'Italie.

Avant 1870, tous les postes ecclésiastiques im-

portants en Turquie, étaient occupés par des Italiens ; et grâce à cet état de choses, et, dans une certaine mesure, aux souvenirs que les marchands gênois et vénitiens avaient laissés, les Italiens possédaient, en Orient, un prestige assez avantageux. Si donc, l'Italie, au lieu de brouiller tout, avait essayé de trouver un *modus vivendi* pacifique avec le Vatican après la mort de Pie IX, elle aurait pu cultiver ce terrain favorable à son influence et tirer grand parti de l'accaparement, par ses nationaux, des délégations et des préfectures apostoliques ; mais la manière méprisante, dont on traitait la papauté, obligea Léon XIII à se jeter dans les bras de la République Française qui se fit donner, en Orient, plusieurs sièges pontificaux importants. Aujourd'hui, les rôles semblent changer ; la France adopte l'attitude de l'Italie vis-à-vis de la Curie Romaine et le gouvernement du Quirinal paraît se rapprocher, de jour en jour, du Pape actuel.

Bien qu'elle n'ait pas encore un demi-siècle d'âge, l'Italie, s'est élevée, en peu de temps, au niveau des grandes nations européennes, dans le commerce, l'industrie, les sciences et les arts. C'est un des Etats les plus libéraux de l'Europe.

Les écrivains italiens se sont faits les propagateurs des grandes idées humanitaires et philanthropiques ; ils veulent l'expansion du régime constitutionnel et l'émancipation des peuples. Les Italiens, ayant longtemps été, eux-mêmes, dans la servitude, veulent que toutes les nations qui gémissent encore sous le poids de la tyrannie, s'émancipent comme eux. Aussi, le jour où les Arabes se soulèveront contre les Turcs, et proclameront leur indépendance, ils trouveront dans l'Italie, une nation amie qui applaudira à leur succès et qui, avec la France et l'Angleterre, les appuiera dans le Concert Européen.

LIVRE VII

La Politique des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Ce n'est que depuis les massacres d'Arménie que les Etats-Unis se mêlent, d'une manière évidente, à la question d'Orient ; non pas qu'ils nourrissent, comme les puissances européennes, des prétentions de domination dans la Turquie d'Asie ou qu'ils aient des intérêts directement liés à la solution du problème oriental ; mais plutôt parce qu'ils sont émus de pitié, au spectacle des populations opprimées inutilement, misérables, tout en vivant dans un pays riche et fertile, que le désaccord des Etats de l'Europe maintient sous la servitude des Turcs barbares et cruels.

Cependant l'action bienfaisante des Etats-Unis remonte à 1860 ; car, c'est de cette époque que date la fondation des institutions charitables de toutes sortes : Universités, collèges, écoles, hô-

pitaux, orphelinats, etc., dont les Américains inondèrent notre pays et dont on constate, aujourd'hui, les excellents résultats. Nous avons parlé, plus haut, du dévouement des missionnaires américains et du bien immense qu'ils ont fait dans les pays arabes et en Anatolie. Les Etats-Unis ont déjà dépensé des sommes incalculables, pour soutenir l'œuvre de leurs missionnaires qui ne reculent devant aucune difficulté quand il s'agit d'ouvrir une école et d'instruire des enfants ; ils sont parvenus à s'établir dans les montagnes de la Haute-Arménie et du Kurdistan où les missionnaires catholiques n'ont pu encore pénétrer. Le nombre de leurs anciens élèves occupant aujourd'hui de hautes situations en Egypte dans le gouvernement, la presse, le commerce et les carrières libérales est considérable ; et beaucoup de ceux qui réclament avec nous l'indépendance des pays arabes sortent de leurs écoles.

Nous devons en dire autant des missionnaires anglais, dont l'action se confond avec celle des Américains en Orient. Du reste, la politique des Etats-Unis, dans la Méditerranée, ressemble à celle de l'Angleterre, en ce qu'elle ne s'oppose

pas au partage de la Turquie, pourvu qu'on éloigne les Russes des Dardanelles, d'Alexandrette et de Jérusalem ; car, tout agrandissement démesuré de la Russie en Asie, pourrait compromettre la liberté de son commerce dans l'océan Pacifique. D'autre part, les Etats-Unis ayant constaté que l'œuvre bienfaisante des missionnaires et des écoles, en général, catholiques ou protestantes, ne profite en rien au pays, puisque la politique abusive des Turcs, ferme devant les jeunes générations tous les champs d'activité, dans l'ordre intellectuel, commercial ou industriel et les oblige, par une série de persécutions et de troubles habilement provoqués, d'émigrer à l'étranger, pèsent de leur influence pour faire adopter au Sultan une politique libérale, et ils ne sont pas éloignés de provoquer la liquidation de l'empire turc, par l'indépendance respective des nations opprimées. L'inertie des puissances européennes devant cet état de choses, et l'extension grandissante de l'influence russe, a nécessité, parfois, l'intervention active de la Grande République américaine.

Nous avons dit, plus haut, comment l'absence de l'escadre française de Beyrouth, pendant les

derniers troubles, motiva la présence de la flotte américaine. Le gouvernement de Washington profita de cette intervention pour imposer au Grand Turc des conditions qui, pour être un peu exagérées, n'étaient pas moins justes en même temps que favorables à la sécurité des sujets et à la prospérité du pays. Abdul-Hamid, d'abord plus étonné qu'effrayé de voir surgir, tout d'un coup, une nouvelle puissance, plus menaçante que la Russie ou que M. Constans dans ses réclamations, plus rapide que l'Angleterre, dans l'exécution de ses menaces, et plus à craindre que l'Europe entière par sa liberté d'action, ne voulut pas en croire ses yeux ou ses oreilles. Obligé bientôt de se rendre à l'évidence, il essaya de mettre en jeu son ressort ordinaire : les rivalités européennes.

Mais la plupart des grandes puissances trouvaient leur compte dans l'initiative des Américains et ne craignaient pas de manifester leur contentement des embarras du Sultan ; les autres ne pouvaient formuler aucune objection, l'Amérique étant, en dehors des traités qui règlent les rapports de l'Europe avec la Turquie. Ils ne réclamaient, du reste, aucune cession de territoire, limitant le but de leur démarche à un

principe de justice et d'humanité. Pendant qu'Abdul-Hamid cherchait à gagner du temps, les Américains lui faisaient de plus en plus sentir le poids de leur énergie et de leur volonté bien arrêtée ; ils ont joint, à leurs réclamations, la demande d'une somme de 25.000 fr. par jour, comme frais d'entretien de leur escadre dans les eaux de Beyrouth. Ne trouvant plus d'issue, et voyant l'indemnité, en argent, augmenter chaque jour, le Padischah des Turcs dut céder ; il reconnut la nationalité américaine de tous les émigrants syriens revenus des Etats-Unis et paya intégralement l'indemnité qu'on lui avait imposée. Or, il est stipulé dans les traités de la Turquie avec les puissances européennes que, lorsqu'un sujet ottoman veut se faire naturaliser dans un autre Etat, il doit en demander l'autorisation au gouvernement turc qui, en pareil cas, n'accorde son consentement à l'intéressé qu'à la condition que ce dernier perde ses droits à toute succession éventuelle, en Turquie, où il ne devra plus rentrer sans se dépouiller de sa qualité d'étranger, pour y être traité comme un simple sujet ottoman. Le gouvernement turc était parvenu, à force d'intrigues, à faire accepter, par

les puissances, ces mesures excessives parce que, connaissant l'horreur qu'il inspire à tous ses sujets, sans distinction, il savait bien qu'ils auraient tous recouru à la naturalisation étrangère, pour échapper à son autorité arbitraire, vénale et abusive.

Les Américains changèrent ainsi un ordre de choses trop favorable aux Turcs, et pour qui connaît les privilèges dont jouissent les étrangers dans l'empire ottoman, il est facile de voir, qu'étant donné le nombre de Syriens qui reviennent tous les ans d'Amérique, c'était créer, dans l'Etat turc, un Etat plus puissant que lui : car, au bout de dix ans, la Syrie entière pouvait être presque exclusivement peuplée de sujets américains. C'était un coup mortel que les Etats-Unis portaient à l'influence française en Orient. Désormais, en effet, la France devait borner sa protection aux églises catholiques, considérées comme personnes morales, tandis que l'Amérique défendrait les individus formant ces églises, comme des citoyens ayant droit à sa protection pleine et entière. Toutefois, la France, considérant l'intention arrêtée de l'Amérique, de ne pas occuper de territoire en Turquie d'Asie, et le but

louable de sa démarche, ne mit pas d'entraves au succès de ses réclamations. Mais Abdul-Hamid n'avait cédé, devant l'attitude énergique des Etats-Unis, qu'avec l'arrière-pensée de retirer ses engagements dès qu'une occasion quelconque le lui permettrait ; les Etats-Unis, de leur côté, attendaient une circonstance favorable, pour étendre à l'Arménie et à l'Anatolie, ce qu'ils avaient obtenu pour les pays arabes, lorsque, dernièrement, des Arméniens, revenus de New-York, se présentèrent à Constantinople avec des passeports américains. La police turque voulut les traiter comme de simples sujets ottomans. La légation des Etats-Unis les soutint et exigea qu'on reconnût leur qualité de citoyens de la Grande République. Ne pouvant rien obtenir par la violence, Abdul-Hamid, qui craint les bombes vengeresses de ses innombrables victimes, pria le représentant des Etats-Unis de les éloigner de sa capitale ; ce dernier refusa. Le Sultan crut pouvoir faire agir la Russie ; mais elle était trop occupée en Extrême-Orient, pour avoir le temps de songer à le défendre. Pendant qu'Abdul-Hamid intriguait, l'escadre américaine manifestait, devant Smyrne ; et le Grand Turc, encore une fois,

fut obligé de céder ; de sorte que le protectorat américain s'étend, aujourd'hui, sur tout l'empire asiatique du Sultan.

Parmi les gouvernements européens, celui dont l'action se trouve le plus contrecarrée par cette ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures de la Turquie est, sans conteste, la Russie, qui, cependant, ne peut s'y opposer ouvertement, à cause des sentiments plutôt favorables des autres puissances pour l'immixtion bienfaisante et désintéressée de l'Amérique.

Quant à nous, Arabes, nous devons saluer, avec enthousiasme le rôle généreux que la Grande République vient de se donner en Orient ; son action spontanée sera d'autant plus efficace pour tous les Orientaux qu'elle paraît décidée à l'accomplir énergiquement jusqu'au bout, et que les puissances semblent disposées à l'appuyer ou tout au moins à la laisser faire. Nous pouvons donc compter sur son concours moral et diplomatique, le jour où nous ne serons plus sous la servitude des Turcs et des Circassiens.

LIVRE VIII

La Politique du Saint-Siège.

L'influence religieuse de la Curie Romaine en Orient, est tellement liée aux questions politiques qu'elle se confond avec elles. Elle joue, en effet, un rôle considérable dans les rapports des Etats, dans toute l'étendue de l'empire ottoman et d'une manière particulière dans les pays arabes.

Les églises catholiques, dans cette dernière partie de la Turquie, sont composées des Maronites, des Grecs-Melkites-Catholiques, des Syriens catholiques, des Chaldéens catholiques et des Latins. Les quatre premières, sont exclusivement indigènes et leurs administrations respectives entièrement nationales. Le Vatican respecte beaucoup leur indépendance intérieure et n'intervient, dans leurs affaires privées, que pour des questions très graves. Nous

avons dit plus haut comment ces églises sont gouvernées et le nombre de leurs adhérents.

Leur histoire est incertaine et controversée ; les Maronites remontent jusqu'au ve siècle, tandis que les Grecs-Melkites-catholiques, comptent à peine cent ans d'existence. Les Maronites forment, parmi les catholiques d'Orient, la masse ethnique, la plus unie et la plus considérable ; ils comptent 450.000 fidèles agglomérés dans un seul endroit, le mont Liban, d'où ils ont commencé, depuis quelques années, à se répandre dans le reste des pays arabes. A chacun des trois autres rites indigènes catholiques, correspond un rite dissident plus important que lui, dont il s'est détaché, il y a plus ou moins longtemps, pour entrer en union avec Rome. En Egypte, il y a deux églises chrétiennes, l'église copte catholique et l'église copte orthodoxe ; il en existe également deux autres en Anatolie, celle des Arméniens catholiques et celle des Arméniens orthodoxes.

La politique du Saint-Siège consiste à aider l'absorption, dans chaque pays, de l'église dissidente par l'église unie ; cette politique a parfaitement réussi dans la vallée du Nil et en Arménie.

Lorsqu'en 1896, le Vatican créa le patriarcat copte catholique d'Alexandrie, le nombre des fidèles était de 100 à 150, c'est-à-dire qu'il se limitait aux membres de la famille du patriarche ; mais le succès a couronné les efforts du nouveau prélat, dont la juridiction s'étend, aujourd'hui, à plus de 10.000 sujets. Cette petite église continuera, certainement, à progresser, jusqu'à ce qu'elle finisse par absorber l'autre, qui ne compte pas moins d'un million de fidèles. Car, en Egypte, il n'y a, en présence, que deux rites, préservés de toute immixtion étrangère, chez une seule et même nation, qu'aucune haine, aucune jalousie ne divise et qui ne sont séparés que par un petit nombre de dogmes différents. Du reste, le clergé et le peuple orthodoxe, en général, sont tellement illettrés et tellement abrutis par la longue tyrannie des Mamelucks, des Turcs et des Circassiens, qu'ils ne savent plus en quoi consiste la cause ni la base de leur séparation d'avec Rome. Ils sont d'autant plus disposés à se rapprocher du Saint-Siège, qu'aucune question d'intérêt personnel ne les en éloigne. Et le jour où cette église deviendra catholique, ni elle ni son clergé, ne perdra aucun privilège matériel, bien au contraire ; elle

conservera son patriarche et son clergé national, sa liturgie, ses biens de mainmorte ; elle y gagnera en plus des secours, et une protection ; on lui ouvrira des écoles, des collèges, qu'elle ne peut ni fonder, ni soutenir, et le niveau intellectuel de la nation s'élèvera. Les Coptes sont généralement des gens paisibles, travailleurs et honnêtes ; leur clergé, quoique ignorant, n'est pas inférieur à sa tâche ; son administration est restée, comme celle de tous les clergés qui n'ont pas été asservis aux Hellènes, loyale et paternelle.

Le clergé copte catholique est formé par les Jésuites ; et les enfants des paroisses fréquentent également les écoles de ces derniers, ce qui donne à cette jeune nation une supériorité réelle sur sa sœur dissidente. De sorte que si les catholiques savent user de sagesse, de bonté et de modération, ils absorberont les orthodoxes, bien plus facilement qu'ils ne le pensent. Le gouvernement anglo-égyptien, qui est animé des sentiments du plus pur libéralisme, reste tout à fait étranger à cette lutte pacifique, laissant les mains libres aux deux partis, sans distinction. De même, les Musulmans du pays ne s'intéressent nullement à ce combat silencieux où ils n'entendent absolument

rien. Ainsi, l'œuvre catholique, en Egypte, ne rencontre pas d'opposition ; du reste, elle est bienfaisante, au point de vue politique, en ce sens qu'elle est civilisatrice.

Il sera également facile aux catholiques, d'entamer les Coptes orthodoxes d'Abyssinie, au nombre de 4 millions, si cette église échappe à l'influence envahissante de la Sainte Russie.

Il en est de même de l'église arménienne catholique d'Anatolie qui s'efforce de ramener à l'union l'église dissidente. Ici, comme en ce qui concerne les Coptes d'Egypte, c'est une même nation, divisée en deux camps, le camp catholique et le camp orthodoxe, mais où l'animosité ni la violence n'existent. Les Arméniens catholiques étaient assez peu nombreux, il y a une trentaine d'années ; aujourd'hui, ils sont 150.000 environ ; ils ont un patriarche résident à Constantinople et 14 évêques diocésains. L'orthodoxie arménienne ne voit pas de mauvais œil, l'envahissement des catholiques, car le Saint-Siège n'en veut ni à son rite, ni à sa nationalité : il respecte toutes ses institutions. Les Arméniens orthodoxes préfèrent devenir catholiques et rester Arméniens que de rester orthodoxes et devenir

Russes. Si les Arméniens embrassaient, en masse, le catholicisme, non seulement ils ne perdraient rien, matériellement, mais ils trouveraient là un excellent moyen de s'opposer à la russification qui les attend et d'arriver plus tôt à l'indépendance. Il est nécessaire de faire remarquer que le clergé arménien orthodoxe, est le plus instruit et le mieux préparé de tous les clergés des églises dissidentes d'Orient et que son administration égale celle des catholiques.

Le Sultan, qui voit, dans les Arméniens, un élément de désagrégation de son empire ne sait de quel côté pencher : si ces derniers se faisaient catholiques, ils trouveraient en Europe plus de protection, et, dans la papauté, un grand encouragement moral ; si, d'autre part, ils restent orthodoxes, ils se trouvent sous la haute suprématie religieuse du Catholicos d'Echmiadzin qui n'est, après tout, qu'un fonctionnaire de l'empire moscovite, nommé par le Tsar, que la Russie veut absorber pour englober ensuite les diocèses d'Anatolie, les prendre sous sa protection et s'en servir comme prétexte d'intervenir à chaque instant dans les affaires intérieures de la Turquie. Des deux côtés, donc, il y a pour le Sultan un

danger réel, qu'il aperçoit fort bien et la sagesse consiste, chez lui, à maintenir la balance égale : avoir des catholiques pour les opposer à la Russie et conserver des orthodoxes afin d'empêcher l'unité de la nation arménienne sous l'autorité du Pape. La Russie, qui voit dans les églises catholiques de l'Asie Mineure, un obstacle très sérieux à la russification future de tous ce pays qu'elle considère déjà comme siens garde une véritable rancune aux Hellènes de n'avoir pas su absorber toutes les églises orthodoxes d'Orient, pendant qu'ils étaient les maîtres sous l'empire de Byzance et sous les Turcs, jusqu'en 1830, et qu'elles se trouvaient sans appui, dans la misère et l'ignorance.

Ce qui est simple et logique pour les Coptes, en Egypte, et les Arméniens, en Anatolie, devient une complication inextricable dans les pays arabes : Palestine, Syrie et Mésopotamie. Ici, au lieu de la division en deux, il faut la réunion en un seul groupe ; ce qui est une combinaison habile dans la vallée du Nil et en Arménie constitue une grave erreur dans les pays arabes. Nous l'avons dit plus haut, les Arméniens catholiques et les Arméniens orthodoxes ne forment qu'une seule

nation, et il en est de même des Coptes. Or, une nation peut supporter, sans préjudice, et même avec profit, une division pacifique en deux partis; mais elle ne saurait en souffrir plusieurs, car elle serait alors asservie à toutes ces factions qui ne serviraient qu'à la maintenir sous le joug de l'étranger. Depuis le Tigre jusqu'à l'Isthme de Suez, et depuis la Méditerranée jusqu'à la mer d'Oman, il n'y a aussi qu'une seule nation, c'est la nation arabe, qui parle la même langue, possède les mêmes traditions historiques, étudie la même littérature et chaque individu de cette masse ethnique se glorifie d'être citoyen de la Patrie Arabe. Les habitants de cet immense pays ne se distinguent, les uns des autres, que par les religions, les confessions et les rites, qui sont innombrables. Comptez, je vous prie : Musulmans sunnites, Musulmans schiites, Musulmans hanifites, Musulmans schafiites, Ansariehs, Druses, Maronites, Latins, Grecs orthodoxes, Grecs-Melkites-Catholiques, Syriens orthodoxes, Syriens catholiques, Chaldéens orthodoxes ou Nestoriens, Sabéens et Chaldéens catholiques. Il y a infiniment moins de dissentiments entre Musulmans et Chrétiens, entre catholiques et ortho-

doxes, qu'il n'en existe entre les différents rites catholiques : Grecs-Melkites-Catholiques, Syriens catholiques, Maronites et Chaldéens catholiques ; c'est vraiment scandaleux. Le fanatisme religieux est absolument étranger à ces haines infernales ; le pauvre peuple ne comprend rien, et n'attache aucune importance à ces distinctions de rite ; c'est le clergé, qui, par intérêt personnel, pour se disputer les aumônes qu'on lui envoie de France et de Rome, excite ses fidèles contre les autres. Et, ici, il faut répéter le principe émis plus haut sous une autre forme : le fanatisme religieux n'est qu'une transformation de l'intérêt personnel ; le fanatisme national est un sentiment spontané et presque inné, comme celui de la famille dont tout homme politique doit tenir compte, et dont il doit écarter toute question religieuse. Ainsi, dans l'Egypte musulmane, Musulmans et Coptes ne se détestent pas ; mais tous les deux détestent le Syrien, qu'il soit Chrétien ou Mahométan, peu leur importe.

Chacune des églises catholiques des pays arabes est chargée d'absorber l'église orthodoxe du rite correspondant : les Grecs-Melkites-Catholiques ont pour mission de convertir les Grecs or-

thodoxes ; les Syriens catholiques et les Chaldéens catholiques doivent ramener à l'union, respectivement, les Syriens orthodoxes et les Nestoriens. Les Maronites n'ayant pas d'église dissidente n'ont à exercer aucun apostolat de ce genre. Les églises catholiques, formées par les missionnaires étrangers et ayant le secours des sommes considérables qu'on leur envoie d'Europe, sont devenus infiniment supérieures aux églises orthodoxes et plus puissantes qu'elles. Mais les clergés des églises chaldéenne et syrienne orthodoxes, sont doux et tolérants, et leurs administrations sont tout ce qu'il y a de plus patriarcal et de plus paternel, quoi qu'ils soient pauvres et ignorants ; il en est de même des Arabes Grecs orthodoxes qui viennent de s'affranchir du joug des Hellènes (ceux de Damas). Nous avons dit, plus haut, que les Arabes du rite grec orthodoxe du patriarcat de Jérusalem, sont en train de se débarrasser, aussi, de la domination hellénique. Il serait donc facile, à chaque église catholique, d'absorber l'église dissidente, correspondante, puisqu'elle respecte son rite et ses institutions ecclésiastiques, si les peuples orthodoxes ne raisonnaient ainsi : « Nous autres or-

thodoxes d'Orient, disent-ils, nous sommes 700.000 individus, répartis en trois rites : Grecs orthodoxes, Syriens Jacobites et Nestoriens, sans qu'il existe aucun sentiment de haine ou de jalousie entre nous. Les catholiques qui ne sont pas beaucoup plus nombreux (750.000), se partagent en cinq rites, Maronites, Grecs-Melkites-Catholiques, Syriens catholiques, Chaldéens catholiques et Latins, se détestant les uns les autres plus que les Musulmans ne les méprisent, bien qu'ils soient soumis à un seul et même chef et qu'ils professent une seule et même doctrine. Il vaut donc mieux, pour nous, rester ce que nous sommes et échapper à toutes ces divisions. »

Le clergé hellène de Jérusalem fait aussi valoir cet argument contre les catholiques. En divisant ainsi 750.000 hommes, c'est-à-dire un petit évêché de France, en cinq patriarcats, trois délégations apostoliques et trente-sept diocèses, la Curie Romaine a commis la grosse faute d'attacher plus d'importance à quelques questions de rite insignifiantes et indifférentes pour tout le monde qu'au sentiment national d'un peuple ; elle a adopté la politique de désunion dans le pays qui a le plus besoin d'union. Unis ensem-

ble, ces 750.000 catholiques, formeraient une puissance énorme pour le Saint-Siège en Orient; mais divisés tels qu'il sont, ils constituent un exemple scandaleux de haine et de discorde.

Certes, l'intention avec laquelle la Curie Romaine avait organisé le système des églises orientales est louable et logique en elle-même ; elle voulait suivre ses traditions et conserver tout ce qui est antique ; elle croyait, ensuite, que ce qui lui réussissait si bien en Arménie aurait le même succès dans les pays arabes ; et de prime abord, on se laisse ordinairement tromper par ce raisonnement qu'un peuple primitif éprouve moins de répulsion à abandonner sa croyance quand la forme extérieure du culte ne change pas pour lui. D'autre part, le Saint-Siège est excusable, parce qu'au moment où il a adopté cette politique, le sentiment national arabe n'existait pas encore d'une manière aussi intense et aussi générale qu'aujourd'hui. Mais, du moment que tous les Arabes, sans distinction, cherchent à diminuer autant que possible la distance qui les sépare, à se rapprocher et à s'unir, afin de s'affranchir de la servitude des quelques misérables Turcs qui les exploitent et les tyrannisent en pro-

fitant de leurs divisions, pourquoi donc, ne pas faciliter ce mouvement national et patriotique en abolissant tous les moyens de discorde ; car les rivalités entre catholiques sont des plus violentes parmi les Arabes et leur action néfaste se répercute sur les orthodoxes et les Musulmans ? Pourquoi ne pas réunir en un seul culte les cinq rites catholiques orientaux qui constituent ensemble l'élément le plus intellectuel et le plus actif de la nation arabe ? Cela est d'autant plus facile que tout le monde en Orient, la classe dirigeante surtout, forme des vœux pour la réalisation de cette idée ; le clergé lui-même ne manifeste aucun attachement à un rite qui ne lui rappelle rien et dont il ne comprend plus un mot.

On parlait, du temps du Christ, dans les pays arabes, ces trois langues sœurs et à peu près identiques, le chaldéen en Mésopotamie, le syriaque en Syrie et Palestine et l'arabe dans les autres provinces. Converties au Christianisme dans les premiers siècles de notre ère, les populations de Syrie et de Mésopotamie se sont, tout naturellement, donné un rite en leurs langues respectives, le syriaque et le chaldéen. Plus tard, sous le bas-empire de Byzance, les Hellènes ayant ac-

caparé tous les postes civils, militaires et religieux en Syrie, ils imposèrent au pays le grec comme langue officielle. Les habitants des villes, c'est-à-dire des localités où les Hellènes étaient nombreux et puissants, se laissèrent absorber par eux, tandis que jamais l'influence de Byzance ne pénétra dans le Liban et la Mésopotamie. Les Arabes qui, en envahissant l'Asie et l'Afrique, s'assimilaient tous les peuples et toutes les races, n'eurent pas de peine à imposer la langue arabe aux Syriens et aux Chaldéens qui étaient de leur race et dont les idiomes ressemblaient infiniment au leur. Mais les Califes arabes respectèrent les cultes chrétiens, auxquels ils accordèrent le *statu quo ante ;* de sorte que, tout en adoptant l'arabe, chaque population continuait à prier dans sa langue d'origine et conservait son ancienne hiérarchie religieuse. Les Hellènes restèrent maîtres des localités qu'ils possédaient avant les Arabes et continuèrent à recruter leur personnel dans l'Hellade. A des époques différentes, les Chaldéens et les Syriens se séparèrent de Rome ; les populations soumises aux Hellènes suivirent également ces derniers dans le grand schisme d'Orient. Seuls, les habitants du mont Liban re-

fusèrent de rompre avec le Pape ; ils se détachèrent des Syriens, dont ils étaient une partie, et demeurèrent fidèles au Saint-Siège, sous l'autorité d'un patriarche spécial. On les appelle Maronites, soit parce qu'un Saint, nommé Maron, sortit d'eux, soit du nom d'un de leurs grands patriarches, Jean Maron, qui est aussi un Saint. Les Maronites formèrent ainsi l'unique foyer catholique de l'Asie entière jusqu'au commencement du XIXe siècle. Depuis cette date, des conversions au catholicisme eurent lieu parmi les Grecs, les Syriens et les Chaldéens orthodoxes et nécessitèrent successivement la création de patriarcats respectifs. Voilà comment nous avons, aujourd'hui, quatre patriarches catholiques de rites orientaux ; et voilà aussi pourquoi les 1 million 450.000 Chrétiens des pays arabes, sont gouvernés, en ce moment, par 9 patriarches (5 catholiques et 4 orthodoxes) et une soixantaine d'archevêques et évêques.

Du résumé que nous venons de faire de l'histoire de tous les rites orientaux, il résulte que les rites maronite, syrien et chaldéen catholiques ou orthodoxes, sont les respectables vestiges de trois vaillantes nations qui sont restées indépendantes

de Byzance, et en quelque sorte des Arabes et des Turcs de nos jours ; car les Sultans n'ont jamais eu d'autorité réelle sur le Liban, et leurs préfets ne se sont installés que depuis quelques dizaines d'années seulement en Mésopotamie, tandis que le rite grec, catholique ou orthodoxe, n'est que le produit de la servitude byzantine du pays. Cette servitude était d'abord politique et religieuse ; le gouvernement hellène disparut devant les Arabes, mais le haut clergé s'y maintint au milieu de ces derniers, comme il s'est maintenu au milieu des Turcs pour reculer en ce moment devant l'envahissement de la Russie et le réveil de la nationalité arabe. Cependant, bien qu'affranchis du joug des Hellènes, les orthodoxes arabes de Damas, conservent encore précieusement les marques de leur servitude ; ils disent une grande partie de la messe en grec sans y rien comprendre, ils chantent en chœur les psaumes en grec, en les prononçant à la manière arabe, et ils entonnent des cantiques arabes sur des airs helléniques plus ou moins adaptés. Bien qu'ils soient entièrement indépendants et qu'ils possèdent un clergé national, les Grecs-Melkites-Catholiques, le clergé, du moins, semblent tenir

à conserver l'inestimable souvenir de la plus longue et la plus honteuse servitude. Comme les orthodoxes arabes, ils disent la messe en grec et célèbrent leurs grandes cérémonies dans un charabia gréco-arabe, d'autant plus écœurant qu'il témoigne hautement à quel degré les Arabes des villes de la Syrie ont été ravalés par la tyrannie gréco-turque. Comme les Grecs d'Athènes, ils élèvent, dans leurs églises, le long des murs, des espèces de stalles tellement incommodes qu'ils vous obligent à vous mettre, pendant les prières, dans des positions que vous n'oseriez prendre dans un café public. Le clergé hellène ne s'est jamais donné la peine d'évangéliser et de créer des missions à l'instar des catholiques et des protestants ; il a toujours marché derrière les conquérants turcs ou byzantins; c'est pourquoi le rite grec ne s'est répandu que dans les villes de Syrie seulement. Les quelques Grecs catholiques ou orthodoxes qu'on rencontre sur les confins du Liban sont des réfugiés des dernières persécutions turques ou helléniques ; car les Hellènes ont persécuté, il n'y a pas bien longtemps, les Grecs catholiques, à cause de leur conversion.

Après l'intrusion des Turcs et des Circassiens dans les Califats de Bagdad et du Caire, le fana-

tisme musulman fut très violent envers les Chrétiens de la Palestine, théâtre des guerres des croisades, à tel point que différents clergés et les Chrétiens du pays durent abandonner leurs foyers et s'établir ailleurs.

Au commencement du XIIIe siècle, Saint François d'Assise, affronta tous les dangers et alla fonder, en Terre-Sainte, des couvents de missionnaires chargés de garder les sanctuaires chrétiens et de donner l'hospitalité aux pèlerins de Jérusalem. Il se forma peu à peu autour de ces couvents des paroisses catholiques qui, n'ayant pas d'autre clergé pour les desservir, adoptèrent nécessairement le rite des RR. PP. Franciscains, le rite latin. La Custodie de Terre-Sainte continua à s'occuper ainsi du service paroissial local jusqu'en 1848. A cette époque, Pie IX fonda le patriarcat latin de Jérusalem auquel il donna comme diocèse la Palestine avec ses limites naturelles, telles que nous les avons étudiées plus haut. Le Pape voulait décharger les Franciscains du service des missions qui était en dehors de leurs attributions, pour lui donner plus d'extension en le confiant à un patriarche spécial. Cependant, par reconnaissance pour l'œuvre de la

Custodie, en Terre-Sainte, le Saint-Siège lui conserva les paroisses qu'elle occupait déjà, telles que les villes de Jaffa, Ramleh, Saint-Jean-d'Acre et Nazareth ; les desservants de ces paroisses relèvent, comme religieux, de leur supérieur général le Père Custode, et comme curés ou vicaires, du patriarcat latin de Jérusalem. Depuis lors, grâce à l'intelligente collaboration de prêtres dévoués accourus de France, d'Allemagne et d'Italie, le nouveau patriarcat ouvrit peu à peu de nouvelles missions, qui réussirent à opérer plusieurs conversions en masse, et son œuvre allait progressant jusqu'en 1893, date à laquelle on lui imposa des règlements et des formalités gênantes, ce qui annihila presque entièrement son action.

Encouragé par le succès, ce patriarcat étendit ses efforts vers les catholiques orientaux qu'il essayait d'absorber ; et ces derniers, comme nous l'avons dit plus haut, dégoûtés des divisions de leurs clergés, se jetaient en foule dans les bras des Latins qu'ils trouvaient supérieurs à leurs prêtres sous tous les rapports, plus riches et plus bienfaisants qu'eux. Les délégations apostoliques de Beyrouth, Moussoul et Bagdad agis-

saient de même. Peut-être qu'au fond, Léon XIII, l'apôtre de l'unité catholique, ne voyait pas de mauvais œil cette absorption des églises orientales par le rite latin. Mais les clergés orientaux s'apercevant que leurs églises devenaient, de jour en jour, plus désertes et que leurs prébendes diminuaient dans la même proportion, se liguèrent contre les Latins et provoquèrent le Congrès Eucharistique de Jérusalem (1893) après lequel ils se rendirent à Rome et persuadèrent au pape d'interdire aux Latins de recevoir, dans leur rite, les catholiques des autres rites orienatux, et d'accepter, même les orthodoxes orientaux qui voudraient se faire catholiques, mais, au contraire, de les renvoyer au rite uni correspondant. Le principal argument qu'ils firent valoir, à cette occasion, était que les Latins ne connaissaient pas la langue du pays et que leur rite était fort éloigné de celui de ceux qu'ils voulaient convertir et que, par conséquent, il valait mieux attribuer les conversions de chaque rite dissident, au rite uni qui lui correspond. Léon XIII se laissa convaincre et fit publier une bulle qui satisfit pleinement les Orientaux. Depuis lors, le progrès des Latins s'arrêta tout d'un coup, tandis que les di-

visions entre les Orientaux devinrent de plus en plus scandaleuses. Le résultat fut ainsi des plus pernicieux. Léon XIII reconnut son erreur avant sa mort et déclara, à un prêtre de Beyrouth, qu'on l'avait trompé. J'ignore dans quel sens Léon XIII dit avoir été trompé. Aurait-il voulu faire absorber les églises d'Orient par les Latins ou bien voulait-il les réunir toutes en un seul et même rite ? Toujours est-il que pas un seul Oriental ne protesta contre l'envahissement des Latins tant on sentait la nécessité d'une union quelconque ; mais c'est le clergé seul, sans le consentement du peuple, qui réclama l'adoption de mesures conservatrices afin de se faire allouer une partie des revenus qu'on envoyait aux missionnaires latins.

Or, il n'est pas possible de revenir aujourd'hui sur le décret de Léon XIII, sans soulever l'opposition de tous ceux qui sont intéressés matériellement à l'état actuel des choses, c'est-à-dire, de la plus grande partie des hauts clergés orientaux ; il n'est pas logique, d'autre part, d'abolir des rites anciens, que le peuple ne comprend plus, pour les remplacer par le rite latin que les Orientaux comprennent encore moins. Rien ne serait donc

plus facile et plus en rapport avec les tendances de la nation, que de créer un rite national arabe où toutes les prières seraient dites en arabe, à l'exclusion du grec, du latin, du syriaque et du chaldéen.La langue arabe est déjà celle du Coran et de l'Islam universel, quel inconvénient sérieux y aurait-il à ce qu'elle devienne celle d'un rite catholique ? En constituant un patriarche spécial pour cette nouvelle église, elle absorberait toutes les autres en peu d'années. Les églises orthodoxes, aussi, se joindraient spontanément à elle, parce qu'elles y seraient poussées par le mouvement général de la nation. Les Musulmans même sympathiseraient avec les Chrétiens, lorsqu'ils les verraient se rapprocher d'eux pour le salut et le plus grand bien de la patrie commune, la Patrie Arabe. Certes, le Pape, qui exécutera cette réforme, sera le bienfaiteur de tout l'Orient et de l'église dont il est le chef suprême. Qu'on ne nous oppose pas la résistance des clergés orientaux, puisque toute la nation arabe désire cette transformation et puisqu'il suffit de ménager l'intérêt personnel de ceux qui ont provoqué le décret pontifical de 1893 pour qu'il n'y ait pas de réclamations. Nous pouvons assurer que le prélat qui

oserait protester contre une réforme aussi bienfaisante, serait réprouvé par sa propre famille.

Mais il faudrait se hâter d'opérer la réforme en question avant qu'il ne soit trop tard. Car, dans quelques années, les protestants, qui ne se distinguent en rien les uns des autres et qui ouvrent largement leurs portes aux transfuges de toutes les confessions et de tous les cultes pour les confondre dans une même unité, auront eu le temps de s'organiser comme les catholiques, de centraliser, en une seule main, leur action, de former un rite national arabe d'où toute langue étrangère sera exclue, avec une hiérrarchie religieuse entièrement indigène, lequel absorbera, en peu de temps, toutes les églises catholiques ou orthodoxes, indifféremment. Et voilà à quoi aura abouti, encore une fois, le fanatisme de l'intérêt personnel chez quelques évêques orientaux, et les hésitations de la Curie Romaine. Il y aurait longtemps, déjà, que les protestants seraient arrivés à ce résultat, s'ils possédaient l'unité d'action et de direction des catholiques, parce qu'ils sont plus riches, plus généreux, non moins dévoués et non moins intelligents, que ces derniers. Nous avons vu de remarquables pasteurs indi-

gènes formés, à Londres, à New-York et à Berlin ; et la nation arabe est tellement lasse des divisions qui naissent des questions insignifiantes, de rite, qu'elle se jetterait entre les mains du premier venu, pourvu qu'il lui procure l'union et la concorde dont elle a tant besoin.

LIVRE IX

La Politique des Turcs.

Toutes les puissances de l'Europe nourrissent, plus ou moins ouvertement, des projets de succession sur l'empire du Sultan ; et elles travaillent plus ou moins directement, mais avec beaucoup d'activité et d'esprit de suite à la réalisation de leurs desseins. Seul, le maître de cet empire, le Padischah Abdul-Hamid, ne poursuit aucun plan politique tracé; sans souci de voir les étrangers convoiter déjà son héritage, il ne s'occupe de ses voisins que lorsque leurs ambassadeurs viennent lui formuler des réclamations.

Du reste, les Sultans turcs se sont toujours contentés d'avoir autour d'eux une cour brillante, et de vivre tranquillement dans les délices, abandonnant l'administration du pays aux mains avides des courtisans qui n'ont d'autre soin que celui de s'enrichir et de se maintenir en faveur,

aussi longtemps que possible. Montesquieu a dit que le principe du gouvernement despotique était la peur ; on peut ajouter que c'est aussi l'intérêt personnel. Ce sont les chambellans et les eunuques du palais qui gouvernent ; les ministres et les autres agents sont leurs instruments. Un chambellan mécontent pourrait supprimer le Sultan et délivrer le monde de son odieuse existence, mais ce chambellan préfère comprimer son mécontentement et laisser vivre le tyran pour garder son poste. De même, le ministre sacrifie son département à son intérêt personnel et surtout à l'intérêt de son protecteur dont la faveur lui garantit sa propre fortune ; les gouverneurs et les autres fonctionnaires des provinces sacrifient leurs administrés, pour plaire à leurs ministres et ainsi de suite. De la sorte, chacun s'enrichit en enrichissant son supérieur et tout le poids de cette hiérarchie de concussionnaires pèse sur le pauvre peuple. Le Sultan Abdul-Hamid donne, lui-même, l'exemple de la vénalité ; il encourage la corruption de ses fonctionnaires en réservant ses faveurs et ses plus hautes décorations aux chambellans qui, pressurant le plus ses sujets, enrichissent davantage son tré-

sor. S'il le pouvait et si les autres Etats ne s'opposaient, par leur rivalités, à la conclusion de ce marché, il vendrait tout son empire pourvu qu'on lui en laisse la jouissance sa vie durant : *urbem venalem qui mature perituram si emptorem inveneris*. L'administration turque, toute entière, donne l'idée d'une bande de voleurs qui, pendant que le propriétaire est absent, s'introduisent dans un jardin et cueillent les fruits, en cassant les branches, avant qu'il ne vienne.

De tous les souverains qui ont régné sur la Turquie, Abdul-Hamid est celui dont le gouvernement a été le plus néfaste à son pays. C'est pourquoi il sera aussi le dernier monarque de la dynastie d'Osman. Depuis qu'il est sur le trône, il a, successivement, perdu la Roumanie (définitivement), la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie, le territoire de Kars et de Batoum, Chypre, l'Egypte, la Tunisie, la Roumélie orientale, la Thessalie et la Crète, c'est-à-dire, plus de la moitié de l'empire. Il verra, avant sa mort, la désagrégation du reste.

Prenez les tyrans les plus maudits dans l'histoire, ajoutez-leur César Borgia et le prince de Machiavel, vous n'aurez pas encore Abdul-Ha-

mid. On chuchote à Constantinople et même à Yildiz qu'il a eu pour père un Arménien, ancien domestique du Palais, et le type arméno-judaïque du Sultan actuel donne du crédit à cette rumeur. Pour détruire cette légende, il fait publier, tous les ans, au commencement de l'Annuaire officiel de l'empire, le message du Sultan Abdul-Medjid au Grand-Vizir Mehemet-Réouf-Pacha, lui annonçant la naissance de son fils Abdul-Hamid. Ce qui est certain, c'est qu'il ne ressemble en rien, à Abdul-Medjid, ni au physique, ni au moral, et que ce dernier l'aimait peu. Sa mère était une esclave circassienne qui mourut mystérieusement à la suite de ses couches. Il fut élevé par une nourrice à laquelle il témoigna beaucoup d'ingratitude,bien qu'elle l'ait affectionné comme son enfant. Ses frères consanguins le détestaient à cause de son caractère ombrageux et méchant. Du reste, les fils des Sultans turcs, appartenant ordinairement à des mères rivales et ennemies, sont élevés dans l'intrigue et la jalousie, ce qui fait que leurs cœurs ne peuvent connaître les douceurs de l'affection pure. Tandis que ses frères trouvaient des consolations dans l'amour maternel, Abdul-Hamid vivait isolé, n'ayant ni mère ni

frères ou sœurs utérins qu'il pût aimer sans réserve. De là lui vient son goût de l'isolement, son esprit mystérieux et méfiant et son air sombre et cruel.

Ayant deviné, le premier, l'intention de son oncle Abdul-Aziz de changer l'ordre successoral au profit de son fils et de substituer le système de dévolution du trône de père à fils à celui d'oncle à neveu, il excita son frère Mourad contre son oncle et, tous les deux, ils conspirèrent avec Midhat pacha pour le faire assassiner. Tout en étant l'âme de cette conjuration, le prince Hamid espionnait son frère Mourad, au profit de son oncle, le Sultan Aziz. Avant même de hisser son frère au trône, il songeait à le renverser. A cet effet, il promit le Grand-Vizirat à Midhat pacha et un Parlement au parti libéral qui était alors très puissant à Constantinople. Gagné à cette cabale, le Scheik-ul-Islam rendit une sentence, constatant que le Sultan Mourad était fou et que, par conséquent, il était indigne de gouverner les croyants. Munis de cette pièce légale, Midhat pacha et ses amis, déposèrent Mourad V trois mois après son avènement et proclamèrent Abdul-Hamid II, Sultan des Turcs.

Pour contenter ses partisans et se maintenir au Califat, le nouveau Padischah convoqua un Parlement, fit promulguer une constitution libérale et distribua, à ceux qui l'avaient servi, les différents portefeuilles de l'empire. Dès qu'il se sentit affermi au pouvoir, il relégua ses anciens partisans dans des gouvernements éloignés et s'entoura de serviteurs qui étaient des gens sans aveu, venus du Caucase, de la Bosnie, de la Bulgarie et des autres pays enlevés à la Turquie par le Traité de Berlin. Appuyé sur ces bandits, auxquels il avait confié toutes les charges importantes, le nouveau Sultan fit supprimer ceux qui l'avaient porté au trône, abolit le Parlement et la Constitution et inaugura le régime de la terreur dans l'absolutisme qui dure depuis 28 ans. Il fit arrêter, envoyer en exil, jeter dans le Bosphore, empoisonner ou assassiner, suivant leur importance, les gens suspectés de libéralisme ou même d'attachement, à l'infortuné Sultan Mourad. Il enferma ce dernier dans un palais isolé, privé de toute communication avec l'extérieur, où il fut placé sous la surveillance d'une forte garde commandée par un ancien brigand tartare, auquel des pouvoirs illimités furent donnés sur



KIAZIM BEY

la personne de son prisonnier. Ce malheureux Sultan vient de mourir à Constantinople.

Abdul-Hamid ne consentit, dit-on, à laisser sortir son cadavre de la prison, qu'après avoir constaté *de visu* qu'il était bien mort et il défendit que personne suivît son enterrement, excepté quatre ou cinq derviches aveugles, indispensables pour la récitation des prières. Il est permis, toutefois, de douter de la mort de Mourad V et de soupçonner qu'Abdul-Hamid a fait enterrer sous son nom un mort quelconque pour dissoudre son parti devenu gênant. Peut-être aussi, l'ex-Sultan a-t-il été assassiné ou empoisonné depuis longtemps, Abdul-Hamid ayant fait croire qu'il vivait encore, pour exécuter quelque secret dessein qu'il est seul capable de concevoir. Toujours est-il que la mort subite et opportune de Hassan pacha, arrivée juste quelques semaines après le décès de son prisonnier, l'infortuné Mourad, donne lieu à toutes les suppositions.

Naturellement, les innombrables exécutions mystérieuses de tous genres auxquelles le Padischah eut recours pour affermir son pouvoir, après l'abolition de la Constitution, augmentèrent contre lui la haine du peuple et excitèrent la ven-

geance des parents de ceux qui disparaissaient chaque jour. Abdul-Hamid comprit l'imminence du danger. Il se fit construire, sur la colline de Yildiz, dominant à la fois Constantinople, la Corne-d'Or, la mer de Marmara, le Bosphore et la mer Noire, un palais dont personne ne connaît encore les plans et qui constitue un véritable dédale avec ses souterrains et ses chambres blindées de fer, et il s'y enferma complètement. A 200 mètres de là, il éleva une mosquée où il se rend tous les vendredis pour faire la prière, soi-disant publique, qu'un Calife ne saurait omettre. C'est ainsi qu'il rappelle son exécrable existence à ses sujets qui le maudissent mille fois par jour.

De cet antre mystérieux, le Monstre gouverne tout l'empire dont il a centralisé l'administration dans ses mains et dans celles de ses chambellans. Il se désintéresse des rapports de ses ministres ou de ses ambassadeurs sur les matières intéressant la prospérité de l'Etat ; mais il passe tout son temps à étudier les longues dénonciations de ses innombrables espions. Ces gens méprisables sont intelligemment recrutés et classés, suivant l'importance de la mission dont ils sont chargés. Chaque domestique du Palais doit espionner le

personnage qu'il sert ; réciproquement, chaque personnage doit espionner les domestiques qui le servent. Tous les domestiques du palais doivent s'espionner entre eux ; les membres de la famille impériale, eux-mêmes, et jusqu'aux fils du Sultan, agissent ainsi. De même, dans les administrations de l'empire. Gare à celui qui n'espionne pas et qui ne présente pas une dénonciation, vraie ou fausse, peu importe ; il disparaîtra un beau jour sans qu'on sache trop comment. Par contre, toutes les faveurs sont réservées à ceux qui présentent le plus de rapports secrets. Les ministres, les maréchaux, et les hauts fonctionnaires, ont chacun à leur service, une vingtaine de petits agents qui ne font que courir toute la journée, pour donner, le soir, un rapport à leur chef sur les faits et gestes du personnage qu'ils ont suivi. Le chef prend tous ces dossiers et les présente au palais. Le personnage qui agit ainsi est lui-même espionné, de la même façon, par un confrère. Tout est observé et noté : la marche lente ou précipitée de celui qui est espionné, l'allure de sa voiture, la couleur de son habit, la tristesse ou la joie de son visage, le nom des personnages qu'il a rencontrés et la manière

dont il les a salués. On espionne, de même, sa famille, ses amis et ses parents. Les hôtels de Constantinople sont également garnis d'espions ; il y a un service spécial pour les ambassades et les étrangers. Toute cette besogne se pratique en silence, tellement la terreur s'est emparée de tout le monde.

Abdul-Hamid étudie attentivement les dossiers qu'on lui présente et lorsqu'un homme lui paraît suspect, il ordonne de s'en débarrasser purement et simplement. Dès le lendemain, le malheureux proscrit disparaît. Quand c'est un personnage connu, dont la suppression subite et mystérieuse pourrait faire scandale, on l'empoisonne de manière à n'inspirer aucun soupçon. Le Tyran entretient des empoisonneurs de profession qui savent préparer des poisons dont l'action mortelle ne produit son effet qu'au bout des semaines et des mois. C'est ainsi qu'il fit donner le microbe de la tuberculose à son ancien favori Youssef-bey-Moutran, et qu'il offrit, de sa propre main, une boîte de cigarettes destinées à communiquer le cancer au fameux professeur Djémal-Eddin-el-Afghani. Cet infortuné mourut quelque temps après, dans des souffrances horribles, la gorge et le palais dévorés par ce mal affreux.

A côté de son service d'espionnage pour l'intérieur, Adbul-Hamid en possède un autre pour l'extérieur, afin de surveiller, dans les pays où ils se sont réfugiés, les parents de ses victimes, les Jeunes Turcs ou les chefs des partis nationaux, Arméniens, Kurdes, Albanais et Arabes. Chaque jour on doit lui rapporter le détail de ce qu'ils font et de ce qu'ils écrivent. Lorsqu'il trouve, parmi ces ennemis éloignés, quelqu'un qui le gêne davantage, il envoie un policier pour l'empoisonner. Ses ministres, fonctionnaires ou favoris, en font autant.

Kiazim bey, gouverneur de Jérusalem, vient d'inventer un nouveau moyen de satisfaire les goûts de son maître, en même temps que d'assouvir sa vengeance personnelle. Voici le fait dans toute sa simplicité : Ne pouvant démentir les écrasantes révélations que le journal du Caire, *Al-Iklas*, publiait sur les concussions, les malversations, les dénis de justice et les actes de banditisme de Son Excellence, le Circassien Kiazim bey au lieu d'intenter un procès en diffamation contre le journal, ce qu'il n'eût pas manqué de faire s'il avait été innocent, força le président du tribunal correctionnel de Jérusalem à signer secrètement une sentence condamnant l'auteur pré-

sumé des articles du *Al-Iklas* pour assassinat. Il remit cette pièce à un agent de police qu'il envoya au Caire, avec mission de réclamer l'auteur de ce prétendu crime. La sûreté générale anglo-égyptienne, surprise de l'invraisemblance de cette accusation grossière, contre un personnage aussi honorable que celui dont il s'agissait, prît des informations à Jérusalem, avant d'ajouter foi aux réclamations de l'envoyé turc. On lui répondit que cette sentence avait été fabriquée, secrètement et sans procès, par le président du Tribunal, lequel protestait de son innocence, contraint qu'il avait été par les menaces de Kiazim bey. On ajoutait que cette infamie, ayant été connue dans le pays, avait soulevé une indignation si grande, surtout auprès des consuls étrangers, des patriarches et des notables, que Kiazim bey s'était efforcé d'obtenir son déplacement par télégramme, grâce à de fortes sommes envoyées à Constantinople, et qu'en moins de dix jours, il avait quitté son poste et la province où il était unanimement méprisé. Alors, sur la demande du personnage calomnié, la police égyptienne rechercha l'agent turc pour le mettre en prison, afin qu'on lui intentât un procès en règle. Mais cet individu, ayant

remarqué que la police égyptienne doutait de la réalité de sa mission, avait déjà pris la fuite. On sut, plus tard, au Caire, que l'émissaire de Kiazim était accompagné de deux brigands de Jaffa auxquels on avait promis à chacun 2.000 fr. s'ils parvenaient à supprimer le personnage en question.

Si cette combinaison scélérate plût à Abdul-Hamid qui récompensa son digne serviteur Kiazim bey en le nommant vali d'Alep, elle servit, du moins, à montrer aux Arabes, l'ignominie des fonctionnaires turcs et circassiens qui les administrent. Quant au gouvernement égyptien, qui, jusqu'ici, agissait loyalement en pays vassal de la Turquie et extradait sans négociations diplomatiques les criminels du droit commun, il refusera, désormais, d'exécuter aucune sentence émanant d'un tribunal turc, à moins que les consuls de Sa Majesté Britannique n'aient assisté en qualité de juges contrôleurs, à toutes les séances du procès.

L'espionnage et la suppression *per fas et nefas* de tous les hommes suspectés de libéralisme et de mécontentement, et, aussi, l'étroite surveillance de tous ceux qu'on pourrait soupçonner de

sympathie, d'amitié ou même de parenté avec les premiers, tout cela a détruit, chez ceux qui approchent tant soit peu du gouvernement, en Turquie, le souci de l'application des lois et de la justice ; chaque membre de cette hiérarchie corrompue ne songe qu'à se tirer d'affaire, comme il le peut, et est prêt à sacrifier tout, en dehors de soi, jusqu'aux sentiments les plus intimes et les plus sacrés de la famille.

Les quelques moments qui restent à Abdul-Hamid, après avoir veillé à sa sûreté personnelle, il les consacre à l'étude des intérêts de son Etat, en tant qu'il en est le propriétaire et le despote. Quand il s'est assuré qu'on a noyé ou emprisonné ceux dont il avait ordonné la mort, que les personnes suspectes sont bien surveillées ; que les réfugiés à l'étranger n'ont rien machiné de nouveau contre sa vie ; qu'enfin personne, autour de lui, ne conspire ; qu'aucun domestique du palais n'a causé avec un autre pendant plus d'une minute ; qu'aucun personnage de l'empire n'a visité un collègue, un ami ou un ambassadeur étranger, sans son autorisation ; alors seulement Sa Majesté Impériale, l'Ombre d'Allah sur la terre, jette les yeux sur les différents peuples qui ont le malheur d'être encore sous son joug.

L'idée fixe des Turcs, en matière de politique intérieure est celle-ci : maintenir le *statu quo* coûte que coûte, n'accorder des réformes à l'Europe qu'à la dernière extrémité et adopter des mesures pour les rendre dérisoires d'abord, et les annihiler ensuite. Par exemple, on a établi des tribunaux composés d'un président nommé par le gouvernement et de juges électifs, choisis dans chaque circonscription judiciaire; mais, d'un côté, on a donné 40 francs d'appointements, par mois, aux juges et 200 francs au président ; et, d'autre part, on a accordé au gouverneur, qui est toujours un Turc, un pouvoir illimité sur le tribunal ; de sorte que les juges sont asservis au président avec lequel ils doivent s'entendre pour dépouiller les plaideurs afin d'assurer leur vie, et que le tribunal entier est asservi au gouverneur. Autre exemple encore. On a créé une police et une gendarmerie ; mais policiers et gendarmes, touchant mal leurs appointements, sont obligés de s'associer avec les voleurs et les assassins pour ne pas mourir de faim. On a nommé des adjoints chrétiens aux gouverneurs turcs, mais on les choisit parmi les espions, ou bien, si ce sont des honnêtes gens, on ne les laisse rien faire et on les terrorise par l'espionnage. On a promulgué

l'égalité civile et politique devant la loi, mais jamais un Musulman arabe ne peut devenir Scheik-ul-Islam, ni ministre avec portefeuille, ni gouverneur de province, ni même colonel dans l'armée. Les quatre ou cinq Arabes qui jouissent, en ce moment, de quelque crédit auprès du Sultan, ne sont que des espions vulgaires ; aucun d'eux ne gouverne quelque chose et ne peut assister au Conseil des ministres ; et si les hauts fonctionnaires turcs et circassiens qui les détestent, leur témoignent des égards, c'est parce qu'ils redoutent leurs dénonciations. Du reste, ces malheureux ne conservent leurs peu enviables situations qu'en payant de temps à autre de fortes sommes aux chambellans et secrétaires circassiens et tartares du Sultan, et en offrant à toutes occasions, des cadeaux de valeur à Sa Majesté. Enfin, sur l'injonction des puissances, on a adopté des réformes en Macédoine ; on y a institué une gendarmerie internationale ; mais on a mécontenté à dessein les Albanais pour provoquer un soulèvement et montrer à l'Europe que ses réformes étaient intempestives et inutiles.

Abdul-Hamid se soucie peu du jeu des puissances dans le concert européen ; il n'observe

ni leurs tendances, ni leurs ambitions, ni leurs projets, ni leurs plans ; il ne cherche point à empêcher leurs réclamations prochaines en abolissant sincèrement tel ou tel motif d'intervention. Il reste tout à fait étranger à ce qui se passe en Europe ; et il s'excuse à ses propres yeux et aux yeux de ses sujets en prétextant que l'Europe est trop divisée pour être jamais à même d'entreprendre le partage de son empire ; les leçons de l'histoire lui sont indifférentes.

Quand une ambassade réclame, Abdul-Hamid transige, traîne en longueur, tergiverse, ment et trompe successivement ; et lorsqu'il voit qu'il n'y a pas moyen d'échapper, il se jette dans les bras de l'ambassade rivale qu'il essaye d'intéresser à sa défense par des promesses fallacieuses et toutes sortes de servilités ; si ce système ne lui réussit pas, il se soumet, avec l'arrière-pensée d'échapper à sa propre parole. Puis, pour se réconcilier avec l'ambassadeur qu'il n'a pu éconduire, il l'invite à un dîner intime ; il le décore, l'assure qu'il regrette le malentendu et proteste de son inaltérable amitié pour le pays qu'il représente, attribuant sa résistance passée aux mauvaises informations qui lui venaient de ses ministres.

Le consul général d'une grande puissance, à Monastir, m'a raconté que, pendant la guerre gréco-turque, les consuls généraux de cette ville allaient trouver le gouverneur de cette province albano-macédonienne, Son Excellence le général Abdul-Kérim pacha, pour lui demander des nouvelles de la guerre, afin de les transmettre directement à leurs cabinets respectifs. En recevant affectueusement le consul général d'Italie, ce pacha turc lui disait : « Vous savez que vous êtes mon ami, vous, que je vous aime comme mon frère ; c'est pourquoi je vous prie de ne pas répéter à vos collègues, qui sont tous des *Pézévinks* (1), ce que je vais vous dire confidentiellement et par amitié. » Et ce grossier comédien répétait textuellement les mêmes paroles à tous les autres consuls séparément.

C'est la tactique du Sultan, de tous les ministres et gouverneurs turcs à Constantinople et dans les provinces. Etant données les rivalités des ambassades à Constantinople, Abdul-Hamid parvenait quand même à tirer parti de cette politique à double jeu. Mais pour son malheur, la

(1) Terme de mépris équivalant au mot français « souteneur ».

République Française lui envoya, comme ambassadeur, M. Constans, lequel fit comprendre à ses collègues étrangers que ces rivalités leur nuisaient à tous et ne profitaient qu'au Sultan hypocrite ; qu'au contraire, puisqu'il était admis que tout avantage obtenu par une ambassade était *ipso facto* accordé à toutes les autres, d'après le principe que toute puissance en paix avec la Turquie devait jouir de tous les privilèges reconnus à la nation la plus favorisée, tous les ambassadeurs étaient intéressés à se soutenir les uns les autres, ou du moins à ne pas se créer de difficultés. M. Constans inaugura lui-même cette entente cordiale entre les représentants des puissances étrangères à Constantinople, par l'éclatante démonstration de Mytilène. Abdul-Hamid refusa catégoriquement de rien accorder à l'ambassadeur de la République ; il se riait presque ouvertement de ses menaces : « Que peut nous faire la France, disaient les Turcs ; elle est tenue en échec par la triplice. » Mais M. Constans lui fit voir son erreur. Il quitta solennellement Constantinople en traitant le Padischah de menteur. C'était le premier coup de pied que le Grand Turc allait recevoir, successivement, de tous les ambassadeurs

accrédités près de Sa Hautesse. Abandonné par toutes les puissances, que ni ses supplications, ni ses intrigues n'avaient pu soulever, Abdul-Hamid courba la tête devant l'énergie d'un ambassadeur républicain. Et ce qui est encore plus humiliant, ce qui est sans précédent dans l'histoire diplomatique, si ce n'est dans celle des Romains, c'est qu'il consentit à ce que l'ambassadeur, qui l'avait si officiellement outragé, revînt à Constantinople et continuât à traiter avec lui comme par le passé. Quelle supériorité ne doit pas avoir M. Constans sur Abdul-Hamid dans ses entrevues avec lui ? Quand on est obligé de recevoir, d'inviter à sa table et de traiter avec quelqu'un qui vous a menacé, insulté, et qui vous a forcé à céder, avec quelle modestie ne doit-on pas se tenir en sa présence ? Certes, la France n'aurait point imposé le retour de M. Constans si Abdul-Hamid n'avait, lui-même, exigé le retour de Munir bey à Paris. Il fit ce sacrifice humiliant, uniquement parce qu'il croit à l'utilité de Munir bey contre les Jeunes Turcs et les autres réfugiés. Depuis lors, il étendit le pouvoir de ce dernier en le nommant en même temps ministre à Berne et à Bruxelles. Mais, Sa Majesté, le roi

Léopold, qui connaît parfaitement le Sultan, refuse de reconnaître son représentant.

La victoire de l'ambassade de la République profita à toutes les puissances, puisqu'on leur étendit, d'après le principe rappelé plus haut, l'abolition de l'usage des firmans pour les écoles et les établissements de bienfaisance, en Turquie.

Après le coup de pied de M. Constans, Abdul-Hamid, reçut un discret coup de botte de l'empereur Guillaume. En juin 1902, à la suite du dernier incident du Saint-Sépulcre, l'Allemagne et l'Italie avaient obtenu que les Hellènes ottomans qui avaient blessé les prêtres Franciscains, allemands et italiens, fussent jugés par le tribunal local, sous le contrôle de leurs consulats respectifs. Le procès suivait son cours et les prêtres hellènes allaient être condamnés, lorsque Kiazim bey, gouverneur de Jérusalem, et Béchara Habib, son drogman, ayant touché 20.000 fr. des Hellènes, envoyèrent des mandats de comparution aux mêmes Franciscains allemands et italiens, les citant devant la justice comme ayant blessé les prêtres grecs dont le procès était en cours. C'était une grossière violation des lois les plus élémentaires de la procédure. Ja-

mais l'auteur d'un crime ou délit ne peut intenter un procès à son accusateur avant la fin de son propre jugement. Kiazim et son compagnon voulaient, par là, embrouiller les débats et se créer une source de revenus. Aussitôt, le consul général d'Italie, M. Carletti, se rendit chez Kiazim qui, naturellement, ne le reçut pas, prétextant d'une indisposition de circonstance ; mais il lui envoya son drogman, Béchara Habib. M. Carletti, dédaignant de saluer ce dernier, se mit à crier très haut et avec une grande colère : « Vous êtes des canailles ! C'est honteux ce que vous faites là ! C'est sale ! C'est très sale ! Vous êtes des vendus ! des misérables ! » Kiazim entendait tout, et Béchara, n'osant rien objecter, se taisait. Après cette scène, qui ne parut produire aucun effet sur le gouverneur, le consul général d'Italie alla rendre compte de sa visite à son collègue allemand, M. Schmidt, lequel vint, à son tour, formuler les mêmes réclamations en des termes plus froids et aussi sévères. Le vénal Kiazim fit mine de n'en pas tenir compte non plus. Alors le consul général allemand télégraphia à M. de Bieberstein, son ambassadeur à Constantinople.

Celui-ci se rendit au palais pour demander des

explications. Mais les Turcs, qui ne se font des amis que pour les exploiter, essayèrent d'éconduire M. de Bieberstein. Jugeant très à propos un coup de botte, après le coup de pied de M. Constans, le représentant de Guillaume II télégraphia à son souverain, le priant de lui accorder toute liberté d'action. Quelques moments après, M. de Bieberstein lançait à son consul la dépêche suivante : « Allez chez le gouverneur et déclarez-lui que si, dans une heure, il n'a pas détruit les mandats de comparution contre les Franciscains allemands, vous quitterez Jérusalem, et que moi, je me retirerai de Constantinople. » M. Schmidt se présenta chez Kiazim avec ce télégramme auquel il n'ajouta rien. Ce dernier devint tout à coup pâle et répondit, en comprimant sa colère : « C'est bien, Monsieur le consul général, revenez me voir dans une heure. » « Non, reprit M. Schmidt, je préfère attendre dans le salon de Votre Excellence; car je n'aurais pas le temps d'aller chez moi et de retourner. » Quelques instants après, on vint remettre à Kiazim une dépêche de Yildiz, lui ordonnant de satisfaire le consul d'Allemagne, sous peine d'avoir la guerre avec cette puissance.

Après avoir rendu les 20.000 francs aux Hellènes et déchiré tous les faux dossiers des Franciscains allemands et italiens, Kiazim et son associé, Béchara Habib, allèrent s'excuser auprès de MM. Schmidt et Carletti, affirmant qu'ils n'avaient agi ainsi que sous la menace de la Russie et de la France ; et ils les prièrent de vouloir bien leur obtenir des décorations, afin de montrer à Constantinople que l'incident s'était terminé à leur entière satisfaction. Le consul général d'Allemagne refusa poliment sous la forme d'une promesse vague dans le genre du « Baccaloum » turc, tandis que M. Carletti se laissa apitoyer par les prières de celui qu'il avait traité de canaille et lui fit accorder le Grand-Cordon des Saints-Maurice-et-Lazare.

Depuis la leçon que lui infligea l'Allemagne, Abdul-Hamid a dû s'humilier à nouveau devant M. Leischmann, ministre plénipotentiaire des Etats-Unis de l'Amérique du Nord à Constantinople.

Nous avons raconté plus haut l'intervention de l'escadre américaine lors des derniers troubles de Beyrouth, et on sait comment M. Leischmann refusa, tout dernièrement, de traiter avec Yildiz

si on ne lui accordait entière satisfaction dans les quarante-huit heures, savoir : reconnaissance de la nationalité américaine à tous les Arméniens revenus d'Amérique ; reconnaissance du protectorat américain sur les missionnaires et les protestants d'Arménie ; et payement d'une forte indemnité à la femme du consul général des Etats-Unis à Smyrne. L'escadre américaine attendait, dans ce dernier port, l'expiration du délai, pour y débarquer des troupes. Après avoir vainement tenté de soulever les autres puissances en sa faveur, le Sultan dut céder ; et pour se réconcilier avec M. Leischmann il l'invita à un dîner intime où il lui fit toutes ses excuses.

Toutes les ambassades, à Constantinople, sont, aujourd'hui, persuadées, par une longue expérience, que les Turcs ne respectent ni les serments, ni les traités, ni la parole donnée, ni la justice, ni le droit ; mais qu'ils ont une grande vénération pour le bâton.

Ainsi, bien que les Grecs de Constantinople aient crié « zeto soltanos ! » — (vive le Sultan !) — pendant les massacres des Arméniens de cette ville, bien qu'un grand nombre d'Hellènes se fussent enrôlés dans les régiments turcs pour com-

battre les bandes bulgares en Macédoine, bien que la Grèce se soit déclarée ouvertement contre l'influence russe dans les Balkans et l'Asie Mineure en contractant une sorte d'alliance avec lui, Abdul-Hamid, tout en décorant de l'Imtiaz Sa Majesté, le roi Georges, fit garrotter, en avril dernier, le secrétaire du consulat général de Grèce à Smyrne et dételer la voiture du consul général. Il est vrai qu'après la guerre de 1897, une menace de rupture, de la part du gouvernement d'Athènes, n'effraye pas beaucoup le Sultan ; mais que la Grèce essaye seulement de se rapprocher des autres Etats balkaniques limitrophes de la Macédoine, ou qu'elle favorise le parti national albanais, et aussitôt Abdul-Hamid sera à ses pieds.

Autant les Turcs sont lâches devant les étrangers qui peuvent leur nuire, autant ils sont arrogants avec leurs sujets ; pas de quartier pour les mécontents qui réclament des réformes en Turquie ; on ne se donne même pas la peine de distinguer les innocents des coupables. Lorsque les Russes découvrent quelque mouvement insurrectionnel en Finlande ou en Pologne, il se saisissent des chefs du parti et les exécutent ; mais ils respectent les femmes et les enfants. C'est, au

contraire, sur les femmes enceintes et les enfants à la mamelle que les hordes barbares, débordées du Turkestan en Asie-Mineure, exercent leur vengeance. Parce qu'Abdul-Hamid ne pouvait arrêter les quelques personnages qui constituaient le parti national arménien à Paris, à Londres et à New-York, il a fait massacrer 500.000 Arméniens de tout âge et de tout sexe ; parce qu'il ne peut pas non plus s'emparer de M. Boris Saraffof et des autres chefs du mouvement macédonien, il fait piller les églises et ravager les villages paisibles.

L'empire turc est composé d'éléments divers, à la fois groupés et séparés par des frontières naturelles, qui, tous, supportent impatiemment le joug de leur tyran. Les Arabes, qui forment le groupement ethnique le plus considérable de toute la Turquie, s'étendent entre l'isthme de Suez, la vallée du Tigre et de l'Euphrate, la Méditerranée et la Mer d'Oman ; les Kurdes, les Arméniens, les Turcs, les Albanais et les Grecs, dans toutes les îles de l'archipel. Ce n'est qu'en Macédoine que les races sont un peu mélangées et pour ainsi dire enchevêtrées les unes dans les autres.

Toutes ces races détestent les Turcs à mort : on connaît les sentiments des Bulgares, des Serbes, des Albanais, des Grecs et des Arméniens à leur égard. Une chanson nationale kurde, montre bien de quelle façon ils sont aimés dans les montagnes du Kourdistan :

« Le chacal, dit le poète, ne déterre que les ca-
« davres, il respecte la vie ; mais le Pacha turc,
« lui, ne boit que le sang des jeunes. Il sépare
« l'adolescent de sa fiancée. Maudit soit celui qui
« sépare deux cœurs qui s'aiment ! Maudit soit
« le puissant qui ne connaît pas la pitié ! Le tom-
« beau ne rendra pas ses morts, mais l'ange su-
« prême entendra notre cri. »

Les Arabes, aussi, les méprisent et les haïssent. « Le prophète est arabe, le Coran est arabe, répètent ceux-ci avec fierté, au nez des Turcs, et dans le ciel on parle la langue arabe. » Il existe aussi un passage du Coran que les Turcs voudraient bien effacer: «J'ai parcouru, dit l'ange Gabriel, la terre entière, de l'Orient à l'Occident, et de l'Occident à l'Orient, et je n'ai pas trouvé un peuple plus digne et plus noble que les Arabes. »

Nul n'est plus éloigné de la domination turque

que ce peuple libre et fier dont un illustre géographe français, a pu parler comme il suit : « L'Arabe des steppes, des Nefond, du Nedjed, dit Elisée Reclus, tient à la pureté de sa race comme à celle de son cheval. Très simple dans ses mœurs et dans son langage, il n'en est pas moins aristocrate par l'orgueil de l'origine, fier du « sang bleu » qui coule dans ses veines, depuis les temps antérieurs à l'histoire. Jamais il n'a porté le joug comme les autres peuples ; pour la jouissance immémoriale de la liberté, il n'a point d'égaux parmi les nations. Depuis des milliers et des milliers d'années, ses ancêtres ont parcouru les solitudes comme il le fait lui-même ; ils ont toujours eu l'enivrement de la course dans le libre espace. Comment les hommes de la tente, « le peuple de la toile et du feutre », comme ils s'appellent, ne mépriseraient-ils pas les timides habitants de la cité, le triste peuple de l'«argile». Mais aux Turcs, qui prétendent à la domination et veulent les forcer à payer l'impôt, ils vouent toute leur haine : le Turc est l'ennemi. »

Or, toutes ces nations, séparément plus fortes et plus nombreuses que les Turcs, ne sont restées soumises, à ces derniers, que parce qu'on les a

abruties par la misère et l'ignorance. On leur a enlevé tout moyen de s'instruire et de prospérer, on les a toujours empêchées de communiquer les unes avec les autres ; et depuis l'usurpation du Califat par les Turcs, ces peuples avaient perdu la notion de leur nationalité : l'ignorance les confondait dans une même servitude. Les Arabes qui avaient donné une si grande impulsion aux lettres et aux sciences et qui avaient produit tant de poètes, d'historiens, de philosophes et de savants, en peu d'années, n'ont plus rien écrit depuis leur soumission aux Turcs.

Il ne faut pas croire que ces hordes sauvages, venues du centre de l'Asie, les aient subjugués par les armes ; ils n'ont réussi à les dominer qu'en s'introduisant à la cour de Bagdad, de Damas et du Caire à la suite de leurs filles et de leurs femmes qu'ils vendaient comme esclaves, et en embrassant l'Islamisme. Plus tard, c'est grâce à la valeur des soldats arabes que les Turcs ont pu conquérir les Balkans et camper sous les murs de Vienne. Quand une armée turque et une armée arabe se sont trouvées en présence, les Turcs n'ont jamais été victorieux : les troupes d'Ibrahim-Pacha, les ont battus aux trois grandes batailles



M. BÉCHARA HABIB

de Homs, de Baïlan et de Koniah (1833) ; et, à Nezib, une armée syrienne de 40.000 hommes, conduite par le fils de Mehemet-Aly, extermina 120.000 Turcs dirigés par Hafiz pacha et un capitaine allemand qui devait être plus tard le maréchal de Moltke (1839). Ce sont les Arabes qui, en 1878, arrêtèrent les Russes devant Kars et Plewna, malgré la trahison des généraux turcs vendus à la Russie pour quelques milliers de roubles. Nous étions des lions conduits par des chiens, disent encore les paysans arabes qui ont pris part à cette guerre.

Le jour où toutes ces nations prendront conscience de leur personnalité, elles se détacheront d'elles-mêmes, de la Turquie comme les fruits mûrs tombent de l'arbre. Les Turcs, comprenant cela, se sont toujours servi de l'ignorance et de la division pour maintenir leur pouvoir. Tout en opprimant les Arabes musulmans plus que les Arabes chrétiens, ils les excitent contre ces derniers ; appuyés sur le clergé hellène, ils soulèvent les orthodoxes contre les catholiques afin d'occuper les peuples et de détourner l'attention de leur tyrannie, non pas en stimulant, comme on le croit généralement en Europe, le fanatisme reli-

gieux qui n'a jamais existé chez les Musulmans, Mahomet recommandait, au contraire, la plus grande tolérance, mais en réveillant les instincts de brigandage inhérents aux basses classes de tous les pays. Que le gouvernement français dise aux apaches de Paris : « Il vous est permis de piller les maisons des riches catholiques de la ville et de violer leurs femmes et leurs filles » ; et la capitale de la France sera le théâtre des horreurs d'Arménie ; que, six mois après, il accorde à ces mêmes individus la même liberté d'action contre les protestants, les mêmes atrocités se renouvelleront dans la Ville-Lumière.

Le réveil de la nationalité grecque à donné le signal de l'indépendance à tous les autres peuples de la Turquie d'Europe, aux Roumains, aux Serbes, aux Monténégrins, aux Bulgares et aux Albanais; les réclamations nationales des Arméniens en Asie ont ressuscité, chez les Kurdes et les Arabes, le sentiment de leur propre nationalité. Abdul-Hamid, qui a compris les conséquences de ce réveil des nations d'Asie, s'efforce de le comprimer par les massacres. Mais il va à l'encontre même de son but, car, au lieu d'empêcher ce qui est inévitable, puisqu'il est contraire aux

lois de l'histoire que de grands peuples restent soumis à une bande de barbares sans passé et sans traditions, il rend les soulèvements de ces nations plus violents par la violence même qu'il emploie à les étouffer : « *Quos vult perdere Jupiter dementat.* » On peut dire que le règne d'Abdul-Hamid marquera l'époque de l'indépendance des nations et de la désagrégation de la Turquie.

Il a essayé d'écraser, par d'horribles boucheries, le soulèvement des Bulgares et des Bosniaques ; mais toutes ses cruautés n'ont abouti qu'à l'humiliant Traité de San-Stéfano, qui consacre l'indépendance de tous les peuples compris dans la partie européenne de son empire. Il a voulu soumettre les Albanais au service militaire ; ils sont devenus plus indépendants qu'auparavant. De même, ses cruautés ont amené la perte de la Crète. Enfin, il a voulu anéantir les Arméniens par le moyen des Kurdes ; mais, au contact de leurs victimes, ces derniers se rappelèrent que naguère ils étaient libres sous un prince nommé Bédre-Khan et ils ont compris que l'anéantissement de leurs voisins les Arméniens ne servirait qu'à rendre plus lourdes les chaînes de leur propre servitude. Ainsi, des montagnes d'Arménie et du

Kourdistan le courant a gagné les plaines de l'Euphrate et de là il s'est répandu dans tous les pays arabes.

Les Turcs ont toujours redouté l'éclosion de l'esprit national chez les Arabes plus que chez tous les autres peuples ; ils savent très bien, en effet, que le jour où tous ceux qui parlent la langue harmonieuse du Coran voudront se séparer d'eux, tout leur empire croûlera comme un château de cartes. Les Arabes forment, en effet, l'unique fondement de la domination turque en Europe et en Asie; c'est par eux que le Sultan maintient les Albanais toujours prêts à la révolte et c'est par les Albanais qu'il écrase les Macédoniens; de même, c'est par les Arabes qu'il dompte les Kurdes et c'est par les Kurdes qu'il massacre les Arméniens.

D'autre part, Abdul-Hamid, qui pense régner 40 ans, suivant la prédiction d'un charlatan de son entourage, et transmettre le trône à son fils, comme rêvait de le faire, son oncle, Abdul-Aziz, qu'à cause de cela il fit assassiner, compte sur l'abrutissement et l'ignorance des Arabes pour se constituer un empire asiatique musulman et fanatique, le jour où on le chassera définitivement

d'Europe. C'est pourquoi les Turcs se sont efforcés d'empêcher le développement de l'instruction, du commerce, de l'agriculture et de l'industrie dans leur empire et, d'une manière particulière, dans les pays arabes. Ils sont, en effet, convaincus que le jour où les nations diverses soumises à leur joug seront instruites et riches, elles échapperont à leur domination pour se constituer respectivement en monarchies indépendantes.

Grâce à ce régime, la langue arabe disparaissait aussi bien en Syrie qu'en Egypte. Les habitants de ce dernier pays surtout, qui avait pourtant écrit de si belles choses et construit de si jolies mosquées sous les Califes arabes, étaient tombés sous la tyrannie de cette bande de brigands turco-circassiens qu'on appelle les Mameluks, dans un abrutissement presque bestial, lorsque deux événements politiques importants se produisirent qui renversèrent les projets des Turcs. Nous voulons parler de l'autonomie du mont Liban et de l'indépendance de l'Egypte, événements auxquels il faut ajouter l'établissement de services réguliers de navigation à vapeur entre la Syrie et la vallée du Nil.

Au mont Liban accoururent les missionnaires étrangers qui y ouvrirent des écoles où ils enseignent en même temps que les littératures étrangères, la langue et la littérature arabes. De cet enseignement sont nés des élèves qui, n'ayant pas l'emploi de leurs énergies sous le gouvernement turc, trouvent un champ d'activité en Egypte. En même temps des communications plus étendues se sont ouvertes entre un pays libre et une nation asservie.

Effrayés de ces progrès, les Turcs essayèrent d'enchaîner l'action des missionnaires par une quantité de lois et de réglements, mais rien ne put arrêter le zèle de ces apôtres de la civilisation. Alors, les Turcs défendirent aux Musulmans d'envoyer leurs enfants aux écoles de ces « chiens de Chrétiens », non pas qu'ils craignaient des conversions religieuses, comme ils le prétendent, mais parce qu'ils redoutaient que la nation arabe, dans toutes ses parties, ne prît conscience d'elle-même. Les Musulmans arabes devinèrent le piège et répondirent par ce langage énergique : « Nous ne pouvons laisser nos enfants dans l'ignorance, tandis que ceux de nos frères les Chrétiens fréquentent les écoles ; si vous tenez

donc à ce que nous n'envoyions pas nos enfants chez les missionnaires chrétiens, ouvrez-nous des écoles convenables. » Acculé devant ce raisonnement, Abdul-Hamid établit un impôt écrasant sur la population musulmane, soi-disant pour entretenir les écoles qu'il ouvrit dans un esprit tout à fait rétrograde. Mais les Arabes n'en voulurent point, parce que, d'abord, on n'y enseigne pas les langues étrangères ; ensuite, parce que l'enseignement de la langue arabe, elle-même, n'y occupe qu'une place très secondaire, le premier rang étant réservé à la langue turque ; enfin parce qu'au fond, on n'y apprend que l'immoralité. Bien entendu, les produits des taxes qu'on a créées à la faveur de ces écoles, sont vingt fois supérieurs à ce qu'on dépense à entretenir des locaux insalubres, et des professeurs ignorants, grossiers, vicieux et mal payés. Pour toutes ces raisons, les Arabes continuent d'envoyer leurs enfants chez les Chrétiens.

Avec l'instruction, l'amour du travail et du bien-être ayant augmenté dans les pays arabes, Abdul-Hamid a aussitôt pris les mesures nécessaires pour enrayer le progrès. Il éloigne de son empire tous ceux qui ont été initiés aux idées de

la civilisation européenne. Il a fait inscrire, en son nom, toutes les terres non cultivées mais susceptibles d'être mises en valeur, pour qu'elles restent improductives. Il a défendu à tous les citoyens ottomans de former des sociétés anonymes commerciales, et il a même interdit aux Musulmans arabes de fonder des sociétés de bienfaisance. Les notables musulmans de Jaffa, ayant tenté de créer une œuvre de ce genre, en furent réprimandés. Sa Majesté voudrait bien étendre aux Chrétiens cette interdiction, si ceux-là ne se réunissaient dans les presbytères ou les couvents qui jouissent des immunités reconnues aux établissements protégés par la France ou par l'Europe.

Pour empêcher les Arabes libres de l'Egypte de venir avec leurs idées libérales, passer l'été en Syrie, Abdul-Hamid établit, chaque année, la quarantaine sur les voyageurs et les marchandises en provenance de ce pays. Cela est si vrai qu'en 1898, l'empereur Guillaume, devant venir en Palestine, le Sultan n'imposa ni quarantaine, ni visite médicale contre l'Egypte pour ne pas troubler le voyage des personnages allemands ou des touristes de marque qui voulaient se ren-

dre à Jérusalem, avant ou en même temps que S. M. le Kaiser. De même, lorsqu'en 1903, S. M. la reine de Portugal, qui était au Caire pour y passer l'hiver, exprima le désir de faire un pèlerinage à Jérusalem, aussitôt Abdul-Hamid abolit le stationnement de quatre jours imposé aux bateaux venant d'Egypte ; et dès que S. M. la reine déclara renoncer à son voyage, il fit rétablir immédiatement les mesures sanitaires contre la peste des idées libérales et de la civilisation anglo-égyptienne. Du reste, quand le choléra sévit réellement dans la vallée du Nil, les mesures restent, à l'ordinaire, inefficaces. C'est ainsi qu'en 1902, Kiazim bey, pour accorder des laissez-passer sans quarantaine ni désinfection, percevait une taxe spéciale tout à fait arbitraire, par tête d'homme ou de bétail ; la vénalité de ce gouverneur, déchaîna, sur le pays, ce terrible fléau qui fit plus de 20.000 victimes.

Sous des prétextes divers, il est défendu aux habitants de Tyr, de Saint-Jean-d'Acre, de Jérusalem et de Tibériade, etc., etc., de construire des maisons en dehors des anciens remparts ruinés de ces villes, ce qui les oblige à se renfermer dans un espace très étroit où ils habitent des tau-

dis malsains. Il est également défendu aux habitants de Tyr et de Jérusalem, qui manquent littéralement d'eau, d'ouvrir des souscriptions publiques ou de créer des entreprises privées pour faire venir les eaux des sources voisines. Le gouvernement a même repoussé les offres généreuses et désintéressées de plusieurs philanthropes étrangers qui offraient de fournir l'argent nécessaires à ces installations. A 3 kilomètres de Tyr, en particulier, existent quatre sources abondantes, aux eaux très limpides, que les anciens Phéniciens captaient par un système très ingénieux d'aqueducs de 7 à 8 kilomètres de long, qui subsistent encore ; il suffirait de les réparer un peu pour qu'ils deviennent propres à conduire l'eau jusqu'à la ville actuelle ; le gouvernement ne veut ni se charger de ces réparations, ni permettre aux habitants de les exécuter eux-mêmes.

Il y a dans toutes les villes de Turquie, dans les pays arabes surtout, une énorme quantité de biens de mainmorte dont les revenus doivent être affectés à l'entretien des mosquées, des écoles et de toutes sortes d'œuvres de bienfaisance. Abdul-Hamid perçoit toutes ces recettes, et il laisse les mosquées tomber en ruine et les œu-

vres sans ressources. Ainsi, les revenus de la mosquée d'Omar à Jérusalem, sont de 4 millions par an ; on dépense à peine 5.000 francs ; tout le reste rentre dans la cassette privée du Commandeur des croyants. Le chef de cet important sanctuaire de l'Islam reçoit des appointements de 40 francs par mois qu'il touche, du reste, trois ou quatre fois par an.

Toutes les terres qui entourent les villes et les villages, en Turquie, sont déclarées *mirieh*, c'est-à-dire propriété de l'Etat, et il est interdit à quiconque d'y élever des constructions en pierre sans autorisation spéciale du Sultan, que ce dernier n'accorde jamais.

Voilà des exemples des mesures adoptées par les Turcs pour étouffer tout germe de prospérité morale ou matérielle chez les peuples soumis. Cependant l'activité et l'intelligence de ces nations, de la nation arabe surtout, arriveraient à vaincre toutes ces difficultés, n'était le régime administratif qu'Abdul-Hamid a inauguré avec son règne et qu'il perfectionne de jour en jour. Ce régime, comme nous l'avons déjà dit, consiste à confier les gouvernements des provinces et tous les postes dirigeants à des hommes ignorants, grossiers

et sans aveu, ramassés dans la domesticité du palais ou dans les cuisines des favoris, et à les laisser gouverner l'empire de la façon la plus vénale, la plus arbitraire et la plus abusive. A cet effet, on leur vend leurs postes très cher sans leur donner l'assurance de les y maintenir ; on leur alloue des appointements insuffisants sur lesquels trois ou quatre mensualités seulement sont payées ; de cette façon, ces fonctionnaires sont obligés de dévaliser leurs administrés et de commettre toutes les infamies, afin de rattraper l'argent qu'ils ont versé en entrant dans le service, de vivre avec leurs familles et de mettre des sommes en réserves pour acheter un autre poste, dans le cas où ils seraient destitués du premier, ou bien, pour échapper, en payant leurs supériers, aux menaces d'une révocation, qui sont souvent, un pur chantage. Abdul-Hamid, qui dirige personnellement, avec une ingéniosité remarquable, cette hiérarchie de voleurs, laisse à ses employés, une entière liberté d'action, en matière de brigandage : jamais il ne punira un fonctionnaire pour dénis de justice, vols, concussions ou massacres ; au contraire, il l'en récompensera.

Le vali de Beyrouth, Réchid bey s'était asso-

cié avec les tenancières de maisons de tolérance, les contrebandiers, les voleurs et les assassins dont ils partageait le butin; il empochait les trois-quarts des revenus de la municipalité de la ville et commettait des actes inavouables. Plus les habitants de Beyrouth et les consuls généraux des puissances se plaignaient de lui, plus S. M. I., le Sultan, le comblait de décorations et de marques flatteuses de sa haute bienveillance. Ce bandit avait ramassé plus de 14 millions en six ans et demi, lorsqu'en septembre 1903 il provoqua des troubles très graves entre Musulmans et Chrétiens, où il y eut plusieurs morts. Abdul-Hamid voulait d'abord maintenir cet excellent serviteur de ses idées, malgré les réclamations des puissances réformatrices ; mais, comme il fallait absolument céder devant les menaces de l'escadre américaine, il le promut gouverneur général de Brousse où il vient de le décorer du Grand-Cordon de l'Imtiaz avec plaque en brillants.

Kiazim bey, à Jérusalem, dépassait son collègue de Beyrouth en brigandages et en turpitudes : sa maison était le refuge des voleurs et des assassins de grand chemin ; il obligeait les gens

à lui offrir l'hospitalité pendant trois ou quatre mois de suite, à le nourrir lui et son innombrable suite, durant tout son séjour chez eux, et quand Son Excellence ou sa femme achetait quelque chose au marché, qui ne se trouvait pas chez les généreux amphytrions, il s'en faisait rembourser au double, le prix qu'il avait payé. Nous ne pouvons nous empêcher de raconter ici, un fait pris entre mille, qui montre la rapacité de ce gouverneur circassien. Des pauvres paysans de Beit-Déjean, aux environs de Jaffa, travaillaient, en mars 1903, à creuser des fondations pour le compte d'un notable de cette ville, le Scheik Ibrahim-Abou-Rabah, originaire de leur village, lorsqu'ils trouvèrent, tout à coup, en piochant, une petite cruche en fer, qui renfermait une centaine de pièces de monnaie en or, valant chacune une vingtaine de francs. Comme toujours, en pareil cas, il y eut des mécontents du partage qu'ils en firent, et une dénonciation anonyme mit, le gouverneur de Jaffa au courant de cette trouvaille. Aussitôt, cet agent du gouvernement, se faisant accompagner du chef de la gendarmerie et du président de la municipalité, se rendit sur les lieux pour faire une enquête et rechercher le tré-

sor en question. Il réussit à arracher, aux paysans, dont il avait les noms, ce qui leur avait échu dans le partage, soit en tout une vingtaine de pièces. Mais pendant ce temps, des plaisants, qui connaissaient le culte que Son Excellence Kiazim bey professait pour l'or, lui envoyèrent une lettre anonyme où il lui révélaient que le trésor trouvé était énorme et que les partageants s'étaient servi de gros paniers pour le diviser. Kiazim, qui se trouvait alors à Jéricho, c'est-à-dire à trois jours de Jaffa, y accourut en un seul jour comme un loup affamé. Il déclara gravement à ceux qui étaient allé le saluer à son arrivée qu'il venait pour régler des affaires très importantes. Il fit emprisonner la moitié des habitants de Beit-Dejean, et ordonna des perquisitions dans tout le village ; les gendarmes chargés de cette mission frappaient sans pitié les malheureux paysans avec les fourreaux de leurs baïonnettes ou avec de gros gourdins. Ceux qui étaient en prison n'étaient pas mieux traités. Kiazim se donna deux assesseurs, dont un juif, et se constitua en président de tribunal extraordinaire chargé de juger ce crime d'Etat. On amenait un à un ces pauvres gens devant cette Haute-Cour ; Son Ex-

cellence les interrogeait ingénieusement ; et lorsque leurs réponses ne lui plaisaient pas, il faisait signe à son aide de camp qui les entraînait dehors en les rouant de coups de poing sur la tête. Naturellement, ces braves paysans donnèrent tout ce qu'ils avaient trouvé, c'est-à-dire les cent pièces que Kiazim empocha refusant, du reste, de croire au témoignage des personnages les plus honorables, qui affirmaient que c'était là tout le trésor trouvé. Il pria ses deux assesseurs de prendre chacun la moitié de ces malheureux dans leurs maisons et de les priver du sommeil pendant huit jours, afin de les forcer à avouer la vérité ; mais ni le Juif ni son collègue ne voulurent se charger de cette triste besogne, parce que, disaient-il : « Après le départ de Votre Excellence, ces gens-là ne manqueront pas de se venger de nous, et de nous assassiner. » Furieux de son insuccès, le vénal Kiazim bey fit appeler le Scheik Ibrahim-Abou-Rabah et le menaça de le destituer du poste de directeur de l'instruction publique à Jaffa, qu'il lui avait vendu pour 4.000 francs six mois auparavant, s'il ne lui apportait le trésor en entier. Le pauvre Scheik dut verser encore 2.000 francs pour apaiser la colère de Son Excellence, et l'incident fut déclaré clos.

Les journaux d'Egypte ont raconté en détail les faits et gestes de Kiazim bey; les habitants de la Palestine s'en sont plaint au Sultan, les priant de les délivrer d'un pareil gouverneur. Mais Abdul-Hamid a répondu à toutes ces réclamations en décorant son fidèle Kiazim du Grand-Cordon de l'Osmanieh. Nous avons dit plus haut pour quelle infamie il l'a nommé gouverneur général d'Alep.

Rien n'est plus faux que cette opinion généralement admise, que les recettes de la Turquie suffisent à peine à ses dépenses. Il ne faut pas croire aux statistiques officielles de l'empire qui sont toutes mensongères. Les revenus annuels de l'empire ottoman atteignent un milliard de francs, dont on dépense 400 millions au plus ; tout le reste rentre dans les poches des fonctionnaires et surtout dans la cassette du Sultan. En montant au trône, Abdul-Hamid était criblé de dettes ; il possède, aujourd'hui, une fortune de 15 milliards éparpillée dans les différentes banques d'Angleterre, d'Amérique, de France, d'Allemagne et d'Autriche.

L'état anarchique dans lequel se trouve l'administration turque, rend le séjour impossible aux honnêtes gens, à l'élément civilisé et libéral. Les troubles chroniques qui surgissent, de temps

en temps, à Beyrouth, sont préparés d'avance au palais de Yildiz ; car cette ville est devenue, avec le Liban, le centre littéraire des pays arabes ; les Turcs qui redoutent infiniment qu'elle ne devienne le foyer de l'esprit national arabe tiennent à y entretenir le désordre et l'insécurité pour en éloigner tous les hommes lettrés. C'est ainsi que toutes les grandes familles syriennes vendent leurs propriétés et vont s'établir en Egypte où elles trouvent plus de sécurité, d'avantageux placements pour leurs capitaux ou, en tout cas, un travail honorable et rémunérateur. Aussi, le prix des immeubles et de la propriété foncière est devenu dérisoire en Syrie.

D'autre part, Abdul-Hamid cherche à prendre le patriarche maronite sous sa tutelle par de perfides avances, afin d'annuler petit à petit l'autonomie du Liban qui forme l'unique boulevard de la liberté dans les pays arabes. Il veut également étendre sa domination sur les différentes peuplades restées indépendantes dans la Syrie, la Mésopotamie et l'Arabie. C'est pourquoi il essaye, mais en vain, de soumettre, par les armes, les Druzes du Hauran, les Vahabites du Nedjed et du golfe Persique, et les tribus indomptables du

Yémen dont l'indépendance constitue un permanent appel à la liberté adressé aux Arabes de Syrie et de Mésopotamie.

Tout dernièrement, Abdul-Hamid, fit empoisonner un notable Musulman d'Alep, le Chérif Essaïd-el-Kewakibi, parce que cet illustre écrivain arabe avait dit un jour dans une conversation : « Combien sont-ils, les Turcs qui nous exploitent ; il suffirait d'un petit coup de balai pour nous en débarrasser. »

L'année dernière, un comité composé de quelques ulémas s'était réuni à La Mecque pour délibérer sur l'institution d'un Califat arabe purement religieux résidant à La Mecque ; ce comité avait décidé de confier cette importante dignité à un étranger chrétien, plutôt que de la laisser à l'immonde Abdul-Hamid ; car il est écrit dans les livres sacrés de l'Islam, qu'un prince infidèle mais juste vaut mieux qu'un prince musulman et injuste. Le Sultan apprit l'existence de ce comité et il eut connaissance d'une partie de ses décisions. Pour empêcher que ce mouvement dangereux ne prît de l'extension autour du tombeau du Prophète arabe, il ordonna au vali du Hedjaz de provoquer un massacre des pèlerins, afin de

rendre le voyage périlleux à tous les Musulmans cultivés. En effet, l'année suivante, au mois de mars 1904, le gouverneur général du Hedjaz, le Turc Ratib pacha, fit massacrer plus de 5.000 pèlerins musulmans pour le bon plaisir de son maître. Mais l'insurrection prit alors un caractère national ; elle s'étendit jusqu'à Médine et toute la garnison turque de la province fut massacrée. On voit par là, que ce n'est pas du tout le fanatisme religieux qui cause les troubles en Turquie.

Du reste, tous les ans, les autorités turques des sanctuaires musulmans font massacrer un certain nombre de pèlerins et elles couvrent ces criminels assassinats, en répandant officiellement le bruit que la peste à éclaté dans les Villes Saintes de l'Islam. Tout cela, afin d'éloigner les pèlerins civilisés. Pour mieux jouer la comédie et frapper les imaginations, on établissait des quarantaines et on prenait des mesures hygiéniques très sérieuses qu'on n'a jamais adoptées quand il y avait réellement une épidémie, comme l'année dernière, à Jaffa, Gaza et Damas. Mais le fatalisme oriental ne reculant pas devant ces obstacles envoyés par Allah, cette année on a massa-

cré les gens, pour montrer qu'il n'y a pas de sécurité dans le Hedjaz. Abdul-Hamid serait sans doute bien attrapé si, l'année prochaine, le gouvernement du Khédive envoyait des forces suffisantes pour protéger les pèlerins égyptiens et établir la sécurité nécessaire dans un lieu de pèlerinage aussi universel que l'Arabie Pétrée.

Nous avons déjà dit, qu'Abdul-Hamid, s'il est définitivement chassé de l'Europe, compte installer sa nouvelle capitale à Damas, ville qui sera reliée au Yémen, à la Mésopotamie et à l'Asie Mineure par des chemins de fer en voie de construction. Damas le tente plus que Brousse, Koniah et Bagdad qui sont trop rapprochées de la frontière russe et où il y a beaucoup d'Arméniens. La ville des Ommiades est mieux placée pour commander à toute l'Asie ; elle est située au centre des pays arabes et Abdul-Hamid escompte d'avance le fanatisme de ces populations déjà asservies, pour soumettre les Arabes du Yémen et les Wahabites du Nedjed et de l'Irak, ainsi que pour maintenir les Kurdes et les Arméniens.

Mais il se trompe, jamais les Arabes ne voudront d'un assassin comme lui pour souverain. De plus, nous ne cessons de le redire, les Turcs

sont honnis. Ils ont fait leurs preuves depuis cinq siècles qu'ils existent. Non seulement, ils n'ont rien produit, mais ils ont empêché les autres de produire. Sans eux, la nation arabe aurait certainement continué ses progrès et elle serait peut-être, aujourd'hui, à la tête de la civilisation du monde. En moins d'un siècle, en effet, les Arabes ont construit la mosquée d'Omar et l'Alhambra ; ils ont inventé l'algèbre ; ils ont fait avancer la médecine, la chimie, la géométrie, l'astronomie et la géographie ; ils ont traduit Aristote et les philosophes de l'antiquité ; ils ont poussé leurs conquêtes depuis l'Atlantique jusqu'au delà de l'Indus et depuis la Méditerranée jusqu'au delà de l'équateur ; ils ont dominé en Espagne, ils ont répandu leur langue et leur civilisation partout où ils ont pénétré. « L'énergie « accumulée, dit Elisée Reclus, de siècle en siè- « cle dans ces tribus ignorées se montra tout à « coup avec une intensité supérieure à celle des « Grecs, lorsque ceux-ci, sous Alexandre, débor- « dèrent en Asie. Ce fut une explosion compara- « ble à celle de l'Aloès poudreux qui laisse pas- « ser des générations d'hommes avant de fleurir, « mais dont la corolle, apparue soudain, émer-

« veille par son éclat. Egypte, Syrie, Asie Mi-
« neure, Babylonie, Perse, Afrique septentrio-
« nale, Sicile, Espagne, plages de la mer des In-
« des, devinrent des terres arabes, et toutes les
« régions conquises eurent, avec leurs envahis-
« seurs, un renouveau de civilisation. L'ardeur
« de la foi religieuse, la puissance de l'abnéga-
« tion ne suffisent pas à expliquer les succès pro-
« digieux des Arabes ; ils eurent aussi pour
« cause le bon accueil des populations elles-
« mêmes ; en maintes contrées, ils apparurent
« non pour opprimer, mais pour affranchir ;
« plus équitables que les anciens maîtres, plus
« tolérants malgré l'âpreté de leur zèle, ils atti-
« rèrent à eux des millions d'hommes : en moins
« d'un siècle, le nombre de ceux qui se disaient
« arabes, du Guadalquivir aux îles de la Sonde,
« avait probablement décuplé. Porteurs de la
« science et des arts, précieux héritages que les
« Byzantins laissaient dépérir, les Arabes les fi-
« rent fructifier, au contraire ; ils suscitèrent une
« nouvelle flamme à ces braises qui s'éteignaient
« lentement sous la cendre des monastères orien-
« taux (hellènes). Ainsi, les Arabes, malgré l'iso-
« lement de leur patrie, ont eu, néanmoins, une

« part considérable dans l'œuvre collective de « l'humanité ; ils ont abrégé, pour l'Europe, la « longue nuit du moyen âge. »

Voilà ce qu'ont fait les Arabes en moins de cent ans ; qu'ont produit les Turcs depuis cinq siècles qu'ils sont nos tyrans ? Absolument rien ; et si ces hordes barbares retranchaient de leur vocabulaire, tous les mots arabes, ils ne pourraient plus parler ; leur langue originale se compose de quelques monosyllabes gutturaux qui ont beaucoup de ressemblance avec le coassement des corbeaux. Nous leur avons enseigné le beau langage ; et ils ne nous ont appris que le mot avilissant de *Bakchiche.* Les Arabes ont toujours été tolérants ; les privilèges accordés aux Chrétiens par le premier Calife Omar existent encore dans tous les pays musulmans ; et les Turcs, qui cherchent à les supprimer, ne font semblant de les respecter que parce qu'ils ne peuvent les abolir.

Qu'on ne se laisse pas tromper par les quelques lignes de chemins de fer qu'Abdul-Hamid fait construire en ce moment Constantinople-Bagdad, Hamah-Biredjik et Damas-La-Mecque, pour croire à ses protestations mensongères de sentiments progressistes ; on n'a qu'à jeter les yeux

sur les règlements et regarder l'état actuel des chemins de fer déjà existants pour se convaincre des intentions intimes du Tyran.

Abdul-Hamid veut doter l'Asie Mineure d'un réseau de chemin de fer stratégique complet, non en vue de repousser une invasion étrangère (nous avons dit plus haut quel était le système politique du Sultan avec les étrangers), mais tout simplement pour écraser les révolutions nationales de son empire asiatique : avec le chemin de fer de Bagdad, il comprimera les Kurdes et les Arméniens, et il étendra sa domination sur les tribus indépendantes de l'Irak, du Nedjed et du golfe Persique ; la ligne de Biredjik-Hamah lui permettra de dompter les tribus libres d'Alep et du Zor ; tandis qu'avec le réseau de Damas-La Mecque il imposera son joug à toutes les tribus du désert de Syrie, du Hedjaz et du Yémen ; et ainsi toute la nation arabe sera asservie aux Turcs. Mais ce qui est encore plus étonnant c'est que le Padischah turc compte exécuter ces travaux gigantesques avec l'argent et le sang des Arabes ; il pense obliger ces derniers à forger eux-mêmes les chaînes de leur propre servitude.

Les chemins de fer déjà en exploitation, Jaffa-Jérusalem, Beyrouth-Damas, Mersina-Adana, Smyrne-Kassaba, etc.,etc.,n'ont pas d'autre but; leur exploitation est tellement entravée par des cahiers des charges habilement composés, qu'ils sont loin de contribuer à la prospérité matérielle du pays ; leur véritable objet dans l'esprit d'Abdul-Hamid, c'est le transport rapide des troupes. Néanmoins, comme il est indispensable que ces compagnies puissent tirer de leurs entreprises une rémunération suffisante pour les capitaux qui y ont été placés, on leur a laissé un certain trafic qui est certainement très inférieur à ce qu'il pourrait être. Toutes les gares sont systématiquement construites à des distances fabuleuses, des villes qu'elles desservent ; il n'y a qu'un train par jour de Jaffa à Jérusalem (87 kilomètres), et qui met cinq heures d'une ville à l'autre ; de même le trajet de Beyrouth à Damas (146 kilomètres), n'est effectué qu'en neuf heures ; il n'y a que trois trains par semaine de Mersina à Adana. Les prix de transport des marchandises et des personnes fixés par les cahiers des charges sont exorbitants. Les Compagnies ne peuvent augmenter le nombre de trains sans autorisation spéciale du gou-

vernement. De sorte, que les commerçants et les voyageurs trouvent bien plus commode, beaucoup moins coûteux, et tout aussi rapide, de se servir des chameaux, des mulets et des voitures pour leurs expéditions et leurs voyages. Les compagnies voyant leurs recettes couvrir à peine leurs frais, font toutes sortes d'économies sur le matériel et le personnel. Ceux qui ont visité la Palestine et la Syrie l'ont certainement constaté sur la ligne Jaffa-Jérusalem ou sur celle de Beyrouth-Damas. Ainsi, ces sociétés, forcées de se faire du tort à elles-mêmes, arrêtent le progrès du pays et servent admirablement, sans le savoir, les idées du Tyran.

Jusqu'ici, Abdul-Hamid à toujours accordé la construction et la concession de ses chemins de fer aux Français et aux Anglais ; mais trouvant que ces deux nations répandent la civilisation partout où elles pénètrent, il s'est ravisé ; il préfère aujourd'hui, se confier aux Allemands qui sont moins communicatifs que les autres et qui ne réclament jamais des réformes pourvu qu'on garantisse à leurs capitaux un intérêt raisonnable. C'est pourquoi il les a chargés de la construction du chemin de fer de Damas-La Mecque,

comme il aurait voulu leur concéder entièrement celui de Bagdad. Il vient de leur permettre aussi de construire une ligne télégraphique de Constantinople au golfe Persique.

Autant les Turcs favorisent les entreprises en rapport avec leurs idées, autant ils écartent celles qui peuvent être utiles au pays. Rien ne serait aussi bienfaisant, par exemple pour les pays arabes, qu'une ligne reliant l'Egypte à la Syrie par le littoral méditerranéen. Un notable Syrien du Caire, M. Antoine-Youssef Loutfy bey, a sollicité la concession de cette voie pendant dix ans ; et Abdul-Hamid qui n'ose jamais refuser catégoriquement de peur de révéler ses véritables intentions, leurrait ce respectable patriote de promesses mensongères, tandis que ses chambellans exploitaient sans pitié son vain espoir qu'ils avaient soin d'entretenir. Fatigué des assurances fallacieuses, M. A.-Y. Loutfy bey a cessé ses instances, et il attend patiemment la mort du Sultan actuel ou un changement de régime pour faire valoir ses incontestables droits de priorité.

Dans la prévision du réveil de l'esprit national arabe, Abdul-Hamid a pris une autre mesure

de précaution ; il a installé dans les différentes parties de la Palestine, de la Syrie et de la Mésopotamie, quelques colonies d'émigrés, Circassiens. Géorgiens, Bosniaques et Bulgares, sur lesquelles il semble compter beaucoup ; mais, en réalité, ces colonies sont insignifiantes ; du reste, elles ne sont pas plus attachées aux Turcs qu'aux Russes ; elles veulent vivre en pays musulmans, et c'est tout.

Tous les efforts du Tyran, pour maintenir les peuples sous sa servitude, sont inutiles. Les massacres, qui, depuis son avènement, ont causé la mort de 2 millions d'hommes et réduit à la misère 10 millions de veuves et d'orphelins, ont réveillé les nations de leur torpeur. Aujourd'hui, elles se préparent à secouer ensemble son joug et à effacer de la terre son exécrable mémoire. Les Arabes sur lesquels il comptait pour exécuter ses noirs desseins seront les premiers à se soulever. Et dès qu'ils auront installé un Sultan à Damas, les Albanais proclameront un roi, les fils de Bedre-Khan Pacha iront prendre possession de la principauté de leur père, et les Arméniens organiseront un gouvernement provisoire. Les vrais Turcs eux-mêmes seront heureux de se consti-

tuer en Royaume dans les vilayets de Koniah, Angora, Aïdin, Brousse et Castamouni avec Constantinople et une bande de terrain cotoyant la mer Marmara jusqu'à Gallipoli, ce qui les maintiendra comme portiers du Bosphore. Ils sont, en effet, plus mécontents que tous les autres peuples du régime actuel ; car Abdul-Hamid les a éloignés des emplois et les a remplacés, comme nous l'avons dit plus haut, par des émigrés, Circassiens, Tartares, Bosniaques et Bulgares, en qui il a mis toute sa confiance et qui tyrannisent tout le monde sans distinction de race. Les Turcs de ces vilayets estiment, avec raison, qu'il est préférable pour eux de devenir les maîtres chez eux et de se gouverner comme ils l'entendent, que d'être esclaves dans le grand empire pourri qu'ils ont fondé et dont ils sont les premières victimes. Leurs seuls avantages se réduisent, en effet, à payer de lourds impôts, à vivre dans le dénûment et à faire neuf ans de service actif dans une armée sans solde, sans nourriture et sans vêtements.

L'Europe aussi est intéressée à l'indépendance simultanée de tous ces peuples, et à la disparition de ce brandon de discorde qu'on appelle la ques-

tion d'Orient. Au fond, les grandes puissances ne sont pas encore parvenues à résoudre ce problème, parce qu'elles n'en ont pas posé les données de la manière qu'il fallait. Elles ont voulu, jusqu'à présent, ne considérer la question que d'un seul côté : le partage. Or, il est absolument impossible de partager un empire aussi riche et aussi vaste que celui du Sultan entre des puissances jalouses et rivales. La diplomatie européenne travaillerait encore pendant plusieurs siècles consécutivement, qu'elle ne parviendrait pas plus à concilier les intérêts opposés des grands Etats en Asie Mineure que dans les Balkans ; et elle serait obligée d'adopter, ici, la même solution que là-bas, c'est-à-dire, la solution du « *suum cuique* » ; à chaque nation, le pays qu'elle habite ; autrement dit suivre le cours naturel des choses et diviser la Turquie d'Asie comme on a divisé la Turquie d'Europe, en autant d'Etats indépendants qu'il y a d'éléments ethniques distincts par la langue, les traditions, les origines historiques et les frontières naturelles, sans tenir compte ni de leur culte ni de leur confession. Pourquoi donc ne pas faire, aujourd'hui, ce qu'on sera forcé d'exécuter demain, au risque d'amener

une conflagration générale, car pendant que l'Europe centrale et occidentale délibère et reste dans l'inaction, les deux courants opposés s'avancent l'un vers l'autre avec une rapidité effrayante ; après Chypre, l'Egypte et le Thibet, l'Angleterre sera forcément poussée à s'installer sur le golfe Persique ; alors l'étincelle éclatera et embrasera toutes les poudrières de l'Europe.

Du reste, nous ne demandons aux puissances européennes de faire aucun sacrifice pour nous, ni d'entreprendre aucune démarche armée en notre faveur ; nous prions seulement l'Europe et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord de favoriser, dans l'intérêt de la paix du monde, et pour le bien de l'humanité, de leurs sympathies et d'appuyer de leurs encouragements les mouvements nationalistes-séparatistes dont j'ai parlé au cours de ce livre, surtout le mouvement arabe qui est le plus puissant et le plus sûr du succès ; en effet, il ne faudra pas plus de douze heures à 12 millions d'Arabes pour chasser 1.200 Turcs qui les exploitent en les divisant.

Jamais, plus qu'aujourd'hui, l'esprit public en Turquie n'a été plus excité contre le gouvernement. Il y a, en ce moment, 50.000 Albanais sous

les armes ; 60.000 Bulgares se préparent à entrer en campagne au commencement du printemps prochain ; le Yémen est en feu, le Hedjaz en pleine révolution ; et l'autorité des gouverneurs turcs de ces provinces ne s'étend pas au delà des murs de leurs palais ; les tribus de Mésopotamie et du Nedjed ont battu à plate couture les troupes du Sultan ; celles de Palestine, ne pouvant plus suffire à la rapacité insatiable du gouverneur Kiazim bey et de ses associés subalternes, se sont entendues avec les autres tribus de Syrie et ont envoyé dernièrement une délégation au Caire solliciter l'occupation anglo-égyptienne de leurs pays ; les tribus d'Alep et du Zor refusent de recevoir les agents exploiteurs d'un gouvernement anarchique et menacent de courir aux armes si on veut se mêler de leurs affaires. Ce mouvement national a gagné les villes qui, jusqu'ici, n'osaient se prononcer : les soldats arabes de Beyrouth, de Damas et d'Alep ont arrêté dernièrement, en plein chemin, au centre de la ville, les voitures des gouverneurs généraux turcs et les ont sommés de leur payer leur solde ; à Bagdad et à Moussoul, la population entière s'attroupa devant les maisons des gouverneurs turcs pour pro-

tester contre les nouveaux impôts sur les bêtes de somme et les animaux domestiques qu'elle refuse de payer ; à Damas, tout le corps d'armée arabe fit des réclamations violentes contre le dernier décret du Sultan qui porte le service militaire actif de sept à neuf ans.

Jamais, les Comités nationalistes-séparatistes, arméniens, kurdes, albanais, bulgares, serbes et hellènes, n'ont été plus puissants et mieux dirigés qu'à présent. Les Arabes ont déjà trois comités en Europe et en Amérique, deux en Egypte et des Comités secrets dans les principales villes de la Syrie et de la Mésopotamie. Tous, en ce moment, sont en train de s'entendre pour une action commune et finale.

Il est aussi du plus haut intérêt pour les financiers européens qui possèdent des capitaux en Turquie, ainsi que pour les commerçants et les banquiers en relation d'affaires avec notre pays, de favoriser tous ces projets ; car avec la chute de la domination turque, toute l'Asie sera ouverte au commerce international ; les placements qui rapportent, aujourd'hui, 4 0/0, donneront 50 0/0 le jour où nous serons libres.

Quant aux généreux philanthropes d'Europe

et d'Amérique, ils ne pourront jamais trouver une œuvre plus bienfaisante et plus digne de leur sympathie que celle qui a pour but de délivrer plusieurs grandes nations de la servitude et d'ouvrir un vaste champ de profit à tous les honnêtes gens qui veulent travailler.

Rien n'est plus libéral que le programme de la ligue : la Patrie arabe. Elle veut, avant tout, séparer, dans l'intérêt de l'Islam et de la nation arabe, le pouvoir civil d'avec le pouvoir religieux ; former un empire arabe s'étendant depuis le Tigre et l'Euphrate jusqu'à l'Isthme de Suez et depuis la Méditerranée jusqu'à la Mer d'Oman. La forme du gouvernement sera un Sultanat constitutionnel basé sur la liberté de tous les cultes et l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Elle respectera les intérêts de l'Europe, toutes les concessions et tous les privilèges qui lui ont été accordés par les Turcs jusqu'à ce jour. Elle respectera également l'autonomie du Liban et l'indépendance de toutes les principautés du Yémen, du Nedjed et de l'Irak. Elle offre le trône de l'empire arabe au prince de la famille khédiviale d'Egypte qui se prononcera ouvertement pour elle et qui dépensera son énergie et ses res-

sources dans ce but. Elle rejette l'idée de réunir l'Egypte et l'empire arabe sous une même monarchie, parce que les Egyptiens n'appartiennent pas à la race arabe ; ils sont de la famille berbère africaine et la langue qu'ils parlaient avant l'Islam n'avait aucune ressemblance avec l'arabe. De plus, il existe entre l'Egypte et l'empire arabe une frontière naturelle qu'on doit respecter sous peine d'introduire, dans le nouvel Etat, des germes de discorde et de destruction. Jamais, du reste, les anciens Califes arabes n'ont pu réussir à dominer longtemps sur les deux pays à la fois.

La Patrie arabe offre aussi le Califat religieux universel, sur tout l'Islam, au chérif (descendant du prophète) qui embrassera franchement son parti et se consacrera à cette œuvre. Ce Calife religieux aura pour Etat politique, complètement indépendant, tout le vilayet actuel du Hedjaz, avec la ville et le territoire de Médine jusqu'à Akaba. Il jouira des honneurs souverains et possèdera une autorité morale réelle sur tous les Musulmans de la terre. Une des principales causes de la chute de l'empire immense des Arabes, a été la centralisation en une seule main du

pouvoir civil et religieux. C'est aussi pour cette raison que le Califat de l'Islam est devenu, aujourd'hui, si ridicule et si méprisable entre les mains des Turcs. Le successeur du Prophète d'Allah doit jouir d'un prestige moral incontestable ; toute sa vie doit être d'une honorabilité sans reproche ; son autorité sans atteinte ; Sa Majesté indépendante. Ainsi, son pouvoir sera universelle ; de sa résidence il gouvernera moralement tous les Musulmans de l'univers qui accourront en pélerinage aux sanctuaires de Mahomet.

Comment le Turc Abdul-Hamid ose-t-il se faire appeler Calife ? Qu'est-ce, en effet, qu'un Calife qui ne comprend pas l'arabe ? qui a 65 ans et qui n'a pas encore accompli son pèlerinage ? Qui est assassin et menteur, qui vole ses sujets, qui fait massacrer les pèlerins de la Mecque, qui réserve ses faveurs aux pires criminels, et qui reçoit des coups de pied de tous les ambassadeurs accrédités près de lui ? Qu'est-ce que c'est enfin qu'un Chef Suprême d'une religion aussi répandue que l'Islam, qui ne peut sortir de chez lui sans craindre d'être assassiné et qui est unaniment détesté par tous ses sujets, surtout par les Musulmans

arabes ? Car du Tigre au canal de Suez, et de la Méditerranée à la mer d'Oman, il n'est pas un seul Musulman, un seul Moufti, un seul Uléma, qui ne maudisse, cent fois par jour, ce prétendu Commandeur des croyants.

Le Calife de l'Islam doit ou bien être souverain de tous les Musulmans de la terre, réunis en un seul Etat, ce qui a été toujours impossible, même sous les premiers Califes ; ou bien être tout simplement souverain d'un pays entièrement musulman. Or, il n'est pas de pays plus musulman que le Hedjaz, et il n'existe pas de villes plus propres à recevoir le Chef Suprême des croyants que Médine et la Mecque.

Tout le monde donc, doit s'incliner devant cette solution pacifique de la question d'Orient, parfaitement en rapport avec les besoins actuels et les intérêts à venir de toutes les nations.

Le nombre de ceux qui peuvent avoir des intérêts personnels opposés à cette combinaison est trop insignifiant pour que nous ayons besoin de nous en occuper.

*
* *

En terminant ce chapitre sur la politique des Turcs dans les pays arabes, nous donnons la traduction d'une lettre anonyme que nous avons reçue dernièrement de Constantinople et à laquelle nous répondons dans ce livre, puisque l'auteur n'a pas osé nous donner son adresse, en quoi nous l'approuvons entièrement.

Stamboul, le X. X 1904.

A. M. Nedjib Azoury bey,
Ex-adjoint du gouverneur de Jérusalem,

Cher Monsieur Azoury,

« Nous avons pu nous procurer secrètement une copie de votre rapport au Sultan au sujet des motifs qui vous ont décidé à abandonner votre poste et des abus inavouables que le gouverneur Kiazim bey commet tous les jours en Palestine. Nous comprenons parfaitement qu'un honnête homme ne puisse pas vivre avec une telle canaille ; nous approuvons ce que vous avez fait ; et nous vous félicitons chaleureusement pour vos sentiments si élevés ; nous sommes fiers de voir qu'il existe des hommes tels que vous dans notre

pays. Seulement ce qui nous a causé un vif chagrin, c'est votre intention de former un parti national arabe, de détacher de la Turquie tous vos compatriotes pour vous constituer en royaume indépendant Le voyage que vous avez exécuté à cheval à travers la Palestine et la Syrie, avant de quitter le territoire ottoman, prouve que vous êtes résolu à vous consacrer à la réalisation de cette idée et que vous possédez l'énergie nécessaire pour mener à bonne fin votre entreprise. Vous êtes bien supérieur à ce Kiazim qui vous a accordé un congé sans autorisation impériale, pour faire un si long voyage, contre les intérêts de son maître. Il résulte aussi de votre rapport que votre parti s'entendra avec les Kurdes, les Arméniens, les Albanais et les Bulgares pour une action commune. C'est donc la destruction complète de l'empire que vous entreprenez. Nous serions de votre avis et nous nous joindrions à vous si nous avions perdu tout espoir de sauver autrement notre pays.

Croyez-vous donc que le Sultan Hamid est immortel ? Au contraire, il est aujourd'hui tellement décrépi, que nous attendons sa mort d'un moment à l'autre ; sa faiblesse est devenue si grande

que c'est à peine s'il peut marcher et ses mains tremblent d'une manière effrayante. Nous pouvons vous assurer qu'après sa mort tout changera en Turquie ; cette bande de brigands, dont il s'est entouré, disparaîtra avec lui. C'est pourquoi nous vous prions de renoncer à votre projet et d'attendre le changement que nous vous annonçons. Nous vous appellerons alors et vous offrirons le poste qui vous conviendra.

Nous savons très bien qu'Abdul-Hamid a pris des mesures pour que rien ne change à sa mort et pour faire proclamer son fils après lui ; mais cela est impossible ; ses chambellans même le comprennent. Du reste, ces gens méprisables, qui ne laissent vivre le Tyran que parce qu'ils n'ont pas confiance les uns dans les autres, ne peuvent ni se parler, ni se visiter, ni, par conséquent, s'entendre, sont très inquiets de leur avenir. Ils savent parfaitement qu'à la mort d'Abdul-Hamid, ils retourneront à l'obscurité d'où il les a tirés. Ils voudraient tous s'en aller vivre tranquillement à l'étranger avec les richesses immenses qu'ils ont accumulées ; mais vous savez combien il est difficile à un fonctionnaire de sortir de sa résidence ; cela est encore bien plus dif-

ficile pour eux, qui connaissent les pires secrets du Tyran. Les espions qui les suivent partout ont ordre de les tuer le jour où ils s'approcheraient d'une ambassade, ou pousseraient leur promenade sur le quai de Galata. C'est pourquoi on entend chuchoter, à Yildiz même, les détails du coup d'Etat de Belgrade : les assassins du roi Alexandre ont tous été récompensés, et pourtant le fils du roi Milan n'était pas aussi tyrannique et aussi détesté que notre Padischah.. « Le Sultan, disent ces gens-là, n'a du pouvoir sur son entourage et n'en est obéï que parce qu'il est vivant. Ceux qui sont sans cesse autour de lui sont des hommes sans foi ni loi qui ne le servent que pour gagner ses faveurs. Dès l'instant qu'il aura fermé les yeux, personne ne fera plus attention à lui ; et toute cette bande vile et mercenaire se tournera vers son successeur et cherchera à s'attirer sa bienveillance par toutes sortes de services, ou tout au moins à obtenir le pardon de l'espionnage étroit qu'elle pratiquait contre lui, la veille même. Il est donc très dangereux de frapper Abdul-Hamid et de le manquer ; mais si le coup est bien appliqué, tous ceux qui seront autour du Tyran, se jetteront aux pieds du héros,

auteur de ce généreux exploit, pour le féliciter, afin de mériter, par là, les faveurs du successeur du Sultan Hamid qui, naturellement, comme le Roi Pierre, ne pourra qu'être reconnaissant à celui qui lui aura ouvert le chemin du trône et qui aura débarrassé l'empire d'un tyran féroce dont le règne nous a été plus nuisible que toutes les guerres que nous avons eues avec les Russes et les Autrichiens depuis le dix-septième siècle jusqu'à présent. »

Veuillez donc patienter en silence, cher Azoury bey ; dans quelque temps d'ici vous apprendrez de bonnes nouvelles, et vous pourrez rentrer content et satisfait dans votre pays que vous aimez tant.

Quant au Circassien Kiazim, comme vous l'appelez dans votre rapport, il y avait longtemps que nous le connaissions tel que vous le dépeignez, et une partie des détails que vous racontez étaient déjà connus à Constantinople.

Le Sultan voulait le destituer, non à cause de ses abus, mais parce qu'il vous a permis d'aller à Beyrouth et de voyager pendant deux mois à travers la Syrie et la Palestine sans s'être douté ni de vos projets ni de votre intention de quitter

votre poste. L'intervention de ses méprisables parents et protecteurs que vous connaissez, a changé la décision d'Abdul-Hamid qui vient de le décorer du Grand-Cordon de l'Osmanieh.

Nous jetons cette lettre au hasard et à l'adresse que vous donnez dans votre rapport.

Dans l'espoir qu'elle vous parviendra et que vous voudrez bien écouter notre prière et accepter notre amitié, veuillez agréer l'expression de notre profonde estime et de notre plus haute considération.

Le Comité de la Jeune Turquie
à Constantinople.

Nous remercions nos aimables correspondants des sentiments qu'ils expriment à notre égard, et nous sommes très sensible à leurs marques de sympathie. Nous nous reconnaissons indigne des compliments qu'ils nous adressent ; c'est uniquement par devoir que nous avons entrepris d'affranchir notre pays de la servitude : «L'amour de la Patrie, a dit Napoléon Ier, est la première vertu de l'homme civilisé. » Nous regrettons de ne pouvoir agir dans leur ordre d'idées, parce que nous estimons impossible de ressusciter un corps en putréfaction comme l'empire turc. La

politique suivie par Abdul-Hamid, ne lui est point personnelle ; tous les Sultans l'avaient pratiquée avant lui ; on n'a qu'à lire l'histoire de ses trois prédécesseurs, Abdul-Aziz, Abdul-Medjid et Mahmoud pour s'en convaincre. L'empire turc est composé de nations diverses que les Turcs ne peuvent maintenir sous leur joug qu'en les abrutissant : on a aboli le Parlement de 1876, parce qu'on savait que, quelques mois après, les membres de cette assemblée disparate se diviseraient par groupes nationaux comme cela est arrivé en Autriche et provoqueraient ainsi la formation d'autant d'Etats indépendants qu'il y a d'éléments ethniques distincts. Les Turcs ne peuvent sortir de ce dilemme : ou bien écraser les peuples pour les dompter, ou bien les laisser se constituer en principautés indépendantes. Abdul-Hamid n'a donc rien ajouté à la politique de ses ancêtres, si ce n'est le système savant d'espionnage dont il s'est entouré pour sa sûreté personnelle. Or, l'histoire est là pour prouver qu'il est impossible et contraire aux lois de la nature d'asservir, non pas plusieurs nations, comme c'est le cas pour les Turcs, mais une seule nation à une autre nation inférieure à elle. Les Turcs,

plus que tous autres, ont fait la terrible expérience de cette vérité. Il est donc plus logique d'aller à la rencontre des événements que de s'y opposer ; cela est d'abord plus pacifique et plus humain, et ensuite beaucoup plus profitable.

Désormais, le rôle de la Jeune Turquie doit se limiter à celui d'un parti national turc travaillant à constituer un Etat constitutionnel dans l'étendue que nous lui avons attribuée plus haut ; sur ce terrain, nous marcherons ensemble, et nous appuierons ses revendications.

Quant au Sultan Hamid, nous sommes loin d'en vouloir à sa vie ; nous souhaitons, au contraire, qu'il vive assez longtemps pour assister au démembrement de son empire ; ce sera son châtiment. En attendant, ce prince cruel sert admirablement nos idées, et travaille beaucoup plus efficacement que nous, au mouvement que nous préparons. Ses cruautés, ses caprices, la terreur qu'il inspire même à ses favoris le rend détestable à ses plus fidèles espions ; et le régime anarchique qu'il favorise, soulèvera de lui-même toutes les populations en notre faveur.

Plus Abdul-Hamid distribue de décorations brillantes aux plus scélérats de ses serviteurs,

plus cela le rend ridicule à ses sujets ; et plus il augmente ses titres après chaque perte de province, plus il se fait appeler, le Très-Saint, le Très-Auguste, le Tout-Puissant, le Conquérant, le Rois des Rois et l'Arbitre du monde, plus il devient méprisable aux yeux de tous.

Quant aux grandes lignes de chemin de fer avec lesquelles il se propose de nous asservir, elles nous serviront à mettre en valeur les richesses inépuisables de notre chère Patrie (1).

(1) Consulter la carte du nouvel Empire arabe, dans notre livre *La Patrie arabe* qui paraîtra sous peu.


GEORGETOWN
3 9020 00879551 3

A LA MÊME LIBRAIRIE

Les vrais Arabes et leur pays, *Bagdad et les villes ignorées de l'Euphrate.* Illustrations de Saint-Elme Gautier, et carte spéciale. Un volume in-18.......................... 4 fr.

Une Confédération orientale *comme solution de la question d'Orient*, par un LATIN. Un vol. in-16 avec carte... 3 fr. 50

Les Réformes et la protection des Chrétiens en Turquie (1673-1904). *Firmans, bérats, protocoles, traités, capitulations, conventions, arrangements, notes, circulaires, règlements, lois, mémorandums, etc.*, par A. SCHOPOFF. Un vol. in-8°.. 12 fr.

Situation internationale de l'Egypte et du Soudan égyptien (juridique et politique), par Jules COCHERIS. Un vol. in-8° avec une carte de l'Egypte et du Soudan égyptien.. 15 fr.

Chrétiens et Musulmans. *Voyages et Etudes*, par L. DE CONTENSON. Un vol. in-16......................... 3 fr. 50
(*Couronné par l'Académie française, prix Montyon.*)

L'Europe et la question d'Autriche au seuil du vingtième siècle, par André CHERADAME, 3e édition. Un vol. in-8° avec 6 cartes en noir, 8 en couleurs et 4 fac-similés de documents.. 10 fr.

Droit international. **Le Régime des capitulations.** Son histoire — Son application — Ses modifications, par un ancien DIPLOMATE. Un vol. in-8°.................... 7 fr. 50

Turcs et Grecs contre Bulgares en Macédoine. Préface de M. Louis LEGER, de l'Institut. Brochure in-8° de 70 pages.................................... .... 0 fr. 50

Une Ambassade française en Orient sous Louis XV : *La Mission du marquis de Villeneuve* (1728-1741), par Albert VANDAL, de l'Académie française. 2e édition. Un vol. in-8°. 8 fr.

Les Arméniens et la réforme en Turquie. Conférence faite par M. Albert VANDAL, de l'Académie française, dans la salle de la Société de géographie, le 2 février 1897. Brochure in-8°.................................. 0 fr. 75

La Question d'Orient. *La Macédoine. — Le Chemin de fer de Bagdad*, **par** André CHERADAME. 3e édition. Un vol. in-16 avec six cartes en noir.............................. 4 fr.

La Question d'Orient au dix-huitième siècle. *Le partage de la Pologne et le traité de Kaïnardji*, par Albert SOREL, de l'Académie française. 3e édition revue par l'auteur. Un vol. in-18.. 3 fr.

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone.*


HECKMAN
BINDERY INC.
AUG 90
N. MANCHESTER,
INDIANA 46962